

Jeudi 21 Octobre 1976

L'affaire Dassault

L'U.D.R. et le P.S. demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire

LIRE PAGE 12

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 ml. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne, 16 pes. ; France, 10 fr. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 Y. ; Pays-Bas, 100 f. ; Portugal, 120 esc. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; 65 cts Yverdon, 10 s. ch. Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75421 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 690572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Thaïlande nouveau foyer de guerre ?

La junte militaire qui, le 6 octobre, pris le pouvoir à Bangkok, a mené un combat sans merci contre la « subversion » : elle fait brûler des livres, arrête les communistes de tous bords et interdit l'enseignement des doctrines politiques, y compris celle de la démocratie. Si les responsables civils qui ont gouverné la Thaïlande d'octobre 1973 à octobre 1976 ont pu être qualifiés d'irrésolus, pareille critique ne s'adresse pas à l'évidence au régime militaire qui leur a succédé.

L'anticommunisme militant n'est pas l'apanage, en Asie du Sud-Est, des dirigeants de Bangkok. L'état d'urgence demeure en vigueur aux Philippines. L'Indonésie est gouvernée depuis onze ans par des militaires, et ils se refusent à libérer plusieurs dizaines de milliers de détenus qui complaisent dans des camps de concentration sans grand espoir de jugement. A Singapour, M. Lee Kuan-yew a mis au point des méthodes policières d'une rare efficacité pour traquer les « malfaiteurs ». En la Malaisie elle-même, de tradition pourtant plus libérale que ses voisins, a renforcé sa législation sur la subversion.

Un espoir était né, à la fin de la guerre d'Indochine, de voir s'établir une coexistence entre les États socialistes de la péninsule et les régimes républicains du sud. L'association des nations de l'Asie du Sud-Est. Les dirigeants de l'A.S.E.A.N., et notamment ceux de Bangkok, avaient prôné une coexistence pacifique avec le Vietnam, et avaient reconnu la Chine populaire.

Le récent coup d'État en Thaïlande a porté un coup sévère à cette élan de détente. Les généraux de Bangkok ont accusé le Vietnam de s'immiscer dans les affaires intérieures thaïlandaises et d'insulter les « gauchistes » des universités. Et quelques escarmouches ont eu lieu ces derniers jours à la frontière du Laos. Bangkok n'a pas de son côté, perdu de temps pour dénoncer la situation militaire et soutenir la C.I.A. d'avoir organisé le putsch. Si l'association qui vient d'être donnée à l'U.S. Air Force d'utiliser la base de Takhli ne peut être considérée comme une confirmation de la thèse des Vietnamiens, elle montre que le Pentagone a rapidement perçu de la nouvelle situation à Bangkok.

L'ancien clivage entre régions républicaines et régions communistes ainsi dans la région. Les opposants thaïlandais, pourchassés par la police et par l'armée, sont passés dans la clandestinité ou ont fui l'exil. Le régime pour se réorganiser au Laos. Il y a eu certainement des morts. Le coup d'État de Bangkok aura ainsi renforcé les rangs de cette subversion que la junte se jure d'éliminer, et les exilés thaïlandais n'auront aucun mal à se faire inscrire, au Laos, comme au Vietnam, dans les écoles de cadres, pépinières de futurs animateurs de la révolution armée.

Cette conjoncture ne peut que renforcer la tendance « vietnamienne » au sein du P.C. thaïlandais, dont la direction demeure sans doute pro-sovietique, et qui dépend notamment des autorités de Pékin pour assurer la radio-diffusion de sa propagande. Pour peu que l'Indochine des États-Unis sur le régime de Bangkok se fasse plus pesante, les communistes pourront user de slogans parlant de « libération nationale » dans ce royaume qui n'a jamais été colonisé.

Une nouvelle guerre est peut-être de la sorte en préparation dans l'Indochine de la géopolitique, qui inclut la Thaïlande. A vrai dire, ses germes se développent moins en raison des interventions extérieures qu'en fonction de la capacité des dirigeants locaux à contenir leur croissance grâce à des réformes sociales.

La stabilisation de l'Asie du Sud-Est aura, décidément été de courte durée.

(Lire nos informations page 3.)

Les réserves de la droite maronite pourraient compromettre l'application du cessez-le-feu au Liban

L'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu général au Liban, prévu pour jeudi matin 21 octobre, serait compromise. Si les Palestiniens sont favorables à l'application des décisions prises par le « sommet » de Riyad, si la gauche libanaise semble s'en accommoder, bon gré mal gré, les principaux leaders de la droite maronite refusent d'entendre comme l'indiquent nos envoyés, spécial, qu'ils poursuivront le combat.

Il n'est pas certain qu'un « sommet » arabe élargi puisse se tenir, comme prévu, lundi 25 octobre. En effet, les ministres arabes des affaires étrangères, réunis au Caire, devant au préalable se mettre d'accord sur la composition de la « force de paix » (trente mille hommes) qui sera chargée d'assurer l'application de l'accord de Riyad. Plusieurs pays arabes — dont l'Égypte, la Libye et la Tunisie — ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils ne fourniront pas de contingents.

En attendant, de violents combats se poursuivent mercredi matin 20 octobre à Beyrouth et dans le sud du Liban, où les troupes palestino-progressistes tentent de reprendre la caserne de la ville de Marjayoun, occupée l'année dernière par les miliciens de droite.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Est (secteur conservateur). — Insatisfaction, scepticisme ou prudence, extrême : c'est en résumé l'impression que l'on recueille des opinions émises sur le plan de paix de Riyad dans les milieux politiques du secteur contrôlé par les « forces libanaises » (les phalangistes et leurs alliés).

M. Bachir Gemayel, chef militaire du parti phalangiste et des « forces libanaises », se montre sévèrement critique à l'égard des décisions qui viennent d'être prises. « Je suis très sceptique, nous a-t-il déclaré. Je ne crois pas que les modalités prévues pour le cessez-le-feu puissent être applicables pour le moment. » Le ton employé par les jeunes militaires phalangistes est plus tranchant quand ils affirment leur déception, et se disent « privés d'une victoire des Palestiniens ». Pour sa part, M. Ghassan Tueni, ministre des affaires sociales et de l'information chrétien modéré, estime que « l'accord de Riyad paraît avoir mis un terme aux discussions entre les factions arabes libanaises, opposées, bien plus qu'on ne le croit, à une solution au conflit libanais ».

« Cela ne m'enchante pas ! » La plupart des combattants et des partis conservateurs ont un jugement aussi abrupt que spontané. Un étudiant phalangiste, responsable d'un secteur d'opération, précise : « On nous a trahis d'une victoire. On aura du mal à refaire nos troupes. » M. Bachir Gemayel, malgré une certaine réserve qui ne lui est pas étrangère, affirme que « l'accord ne règle, en rien, les problèmes essentiels sur le plan libanais ». « En tant que Libanais, ajoute-t-il, je n'ai pas reçu satisfaction, nous perdons quatre cent mille Palestiniens restant armés. Ce sont des fauteurs de troubles, des gens ingrats qui sont intervenus dans les affaires de ce pays, qui les a accusés, pour rompre un équilibre politique qui prévalait avant qu'ils ne s'installent sur la gauche et les communistes. Si l'on ne fait pas davantage pour prévenir leur action, ils représenteront toujours un facteur de bouleversements. »

La jeune droite phalangiste, dont l'influence semble avoir considérablement diminué au sein de son parti depuis qu'il détient le pouvoir, les libéraux nous déclare encore : « Nous n'avons pas jeté les armes. Si les Syriens font ce que nous attendons, nous le ferons nous-mêmes. » Lorsqu'on lui demande s'il estime, malgré tout, possible un arrêt momentané des combats, il ne laisse guère de doute sur sa détermination.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 2.)

M. Giscard d'Estaing à la Réunion

Le président de la République réaffirme la présence de la France dans l'océan Indien

M. Giscard d'Estaing est arrivé mercredi matin 20 octobre à la Réunion pour une visite officielle qui doit prendre fin jeudi en début de soirée.

Le chef de l'État, qui a reçu un accueil chaleureux, s'est rendu à la préfecture de Saint-Denis, où il a déjeuné. Mercredi après-midi, il a visité le village de Salazie (dans la partie haute de l'île) ainsi que la commune de Saint-Benoît. Il s'est entretenu ensuite avec les parlementaires et les membres du conseil régional. Jeudi, il doit visiter notamment Saint-Louis (dont la municipalité appartient à l'opposition).

Le chef de l'État est accompagné de Mme Giscard d'Estaing, de MM. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, et de Mme Nicole Pasquier, déléguée générale à la condition féminine.

De notre envoyé spécial

La Réunion. — Dès son arrivée à l'aéroport de Saint-Denis-Chartol, M. Giscard d'Estaing a tenu à réaffirmer d'une phrase, dans sa première allocution, « la présence assurée et pacifique de la France dans l'océan Indien ». Cet engagement, couronné d'un succès par une ovation particulièrement joyeuse.

Devant une forêt de banderoles, dont plusieurs proclamaient « La Réunion, c'est la France », « De Gaulle et Giscard », « La France », « Restons Français » ou bien « analogie historique ? », le chef de l'État a déclaré, sous les acclamations : « Je suis venu sur place vous écouter, vous-mêmes et nos élus. Après avoir fait connaître le nom de M. Raymond Barre, « qui est, a-t-il dit, l'un des nôtres (1) », le président de la République a évoqué « cette fraternité réunionnaise dans laquelle se retrouve la diversité du monde moderne rassemblée dans l'unité française ».

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 10.)

L'affaire des « Brigades rouges »

L'auteur présumé des meurtres de Grenoble est arrêté à Paris

Après la diffusion de l'enregistrement de la voix du meurtrier des « brigades rouges », les policiers de l'OT-

fice central de répression de banditisme ont arrêté, ce mercredi matin 20 octobre, boulevard Voltaire à Paris (11^e arrondissement), l'assassin présumé de Mme Muriel Traubel et de M. Christian Leroy.

Il s'agit de M. Joël Matancio qui, sous le nom de « Groupe 666 des brigades rouges », avait également revendiqué l'enlèvement de Mlle Olga Moissenko ; celle-ci n'a pas été retrouvée.

Interrogé aussitôt après son arrestation, M. Joël Matancio n'avait, ce mercredi en fin de matinée, toujours rien avoué.

(Lire nos informations p. 38.)

(Lire la suite page 35.)

LE « PRINTEMPS EN OCTOBRE » DE 1956

Le jour où le peuple polonais crut prendre le pouvoir

Le 21 octobre 1956, M. Wladislaw Gomułka était élu premier secrétaire du parti ouvrier unifié de Pologne. Après avoir tenté d'empêcher cette désignation, les dirigeants soviétiques avaient dû s'incliner devant la farouche détermination d'une nation. Conséquence d'avoir remporté une victoire historique, les habitants de Varsovie célébraient le « printemps en

par BERNARD FÉRON

L'octobre polonais fut une sorte de révolution dans la révolution. Les symboles du grand bouleversement se manifestèrent depuis des mois. La déstalinisation avait commencé à Varsovie bien avant qu'elle ne fût proclamée à Moscou. Les intellectuels n'avaient pas attendu le rapport secret de Khrouchtchev devant le vingtième

AU JOUR LE JOUR

CRAINQUEBILLE

Qui eût cru que le marchand des quatre-saisons pût un jour avoir des colères d'équilibriste. Voilà Crainquebille qui se met en grève et défie l'autorité. Anecdote France s'en fait amusée, mais je ne crois pas qu'il en ait été autrement surpris.

De l'état ambulant qu'on pousse à la soucoupe jusqu'au centre de Crainquebille a été celui que tout un monde a vu. C'est le chemin de la démesure qui mène au royaume de l'argent, où le fruit n'est plus qu'une denrée et le marchand un distributeur, tous deux également périssables.

ROBERT ESCARPIT.

Signé par Fred, votre signe est d'or.

FRED JOAILLER

6, Rue Royale Paris 8^e Tél. 260.30.65.
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez.
Hôtel Louis - Monte-Carlo.
Aéroport d'Orly.

Pendentif Scorpion.

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

La nouvelle musique américaine

A l'occasion du Festival d'automne, Paris est devenu le grand rendez-vous des musiciens américains.

coins : de Phil Glass on découvre un opéra, « Einstein on the Beach », écrit avec Bob Wilson, et l'ensemble de Steve Reich donne un aperçu de son œuvre saillante Wogram. Présence, et aussi représentation : le compositeur Robert Ashley a réalisé des films vidéo consacrés aux « répétitifs » ; Terry Riley, entre autres, troisième chef de file de ce qu'il faut bien appeler une nouvelle « école », dont La Monte Young (le grand absent de ces rencontres) serait le père.

(Lire page 21 les articles de DANIEL CAUX et de GÉRARD CONDE.)

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

LA SYRIE SOUSHAITERAIT FOURNIR LE TIERS DES EFFECTIFS DES CASQUES BLANCS

Les ministres arabes des affaires étrangères ont repris, le mercredi 20 octobre, leurs délibérations, au Caire, pour arrêter les mesures pratiques destinées à mettre en œuvre les résolutions du « sommet » de Riyad. La conférence plénière des chefs d'Etat arabes ne pourra se tenir qu'après la conclusion des travaux des ministres des affaires étrangères. Indiquant-on dans la capitale égyptienne.

Ces derniers devraient s'entendre en priorité sur la composition de la « force de la paix arabe », chargée de veiller au respect du cessez-le-feu, qui devrait entrer en vigueur le jeudi 21 octobre à 6 heures locales (5 heures de Paris). Selon des informations de source palestinienne, rapporte notre correspondant à Beyrouth, le président Assad exigerait qu'au moins un tiers des effectifs des « casques blancs » (trente mille hommes au total) soit constitué de soldats syriens. La Tunisie a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne fournira pas de contingent à la force arabe.

Vraisemblablement invitée par la réconciliation intervenue à Riyad entre les présidents Sadate et Assad, la Libye a décidé, pour sa part, de boycotter toutes les réunions de la Ligue arabe portant sur le conflit libanais.

● AU CAIRE, la presse est unanime pour saluer le « succès » de la réunion de Riyad et pour redire l'hommage au rôle joué par le roi Khalid d'Arabie Saoudite. Les journaux caïotes, qui ont mis une sourdine à leurs attaques contre le régime syrien, annoncent que M. Sadate a accepté une invitation du président Assad de se rendre en visite officielle à Damas.

● A DAMAS, les journaux soutiennent que les résolutions de Riyad vont dans le sens de la politique de la Syrie, qui a « toujours été favorable » à l'action arabe unifiée pour la « sauvegarde de l'unité du Liban » et de la « résistance palestinienne ». Le président Assad — dont les propos ont été rapportés par Radio-Damas — a déclaré à un groupe de journalistes que si la Syrie n'était pas intervenue au Liban, la résistance palestinienne aurait été éliminée. Le chef d'Etat est rentré mardi à Damas après une brève escale à Amman, où il s'est entretenu avec le roi Hussein.

● A AMMAN, le souverain jordanien a exprimé le vœu que l'accord de Riyad marque un tournant favorable à l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban, ainsi qu'à la cause palestinienne.

● A WASHINGTON, on déclare dans les milieux autorisés que l'accord de Riyad paraît avoir de meilleures chances de promouvoir un règlement au Liban que les précédentes tentatives. Ces mêmes milieux se félicitent de la réconciliation intervenue entre l'Egypte et la Syrie. Le gouvernement américain, enfin, est toujours disposé à agir en médiateur si le président Sarkis le lui demandait.

Les Palestiniens paraissent déterminés à faire aboutir les accords de Riyad

De notre correspondant

Beyrouth. — Le cessez-le-feu devrait entrer en vigueur le jeudi 21 octobre, à 6 heures du matin, sur tout le territoire libanais, conformément aux accords de Riyad. Cependant, la « force de paix arabe », de trente mille hommes, n'aura pas encore été constituée, et on ignore jusqu'à l'identité des pays qui acceptent de fournir des contingents. Ceux qui, dans le camp palestinien, croient que le président Sadate allait s'en tenir à l'engagement de fournir l'armée syrienne par une présence militaire égyptienne s'étonnent que le Raïs ait déjà fait savoir que le Caire n'enverra pas de troupes au Liban.

Le leader de la gauche, M. Kamal Joumblatt, de retour mardi à Beyrouth, a l'air d'une tournée dans les pays arabes et en France, et manifeste un enthousiasme. Il a critiqué le fait que l'accord de Riyad ne prévoit pas le retrait des troupes syriennes, et il insiste pour que des contingents irakiens, algériens et égyptiens soient incorporés dans la force de paix arabe. Or la droite a déjà proclamé qu'elle n'acceptera jamais la présence de soldats venant de Bagdad ou d'Alger.

La droite musulmane, pour sa part, qui s'est exprimée par la voix de M. Rachid Karame et Saeb Salam, est d'accord sur le fond des résolutions prises à Riyad, mais s'élève contre la décision de placer les « casques blancs » arabes sous le commandement suprême du président de la République, M. Sarkis. Aux

termes de la Constitution, estime M. Karame, toute force armée devrait relever de l'exécutif, en d'autres termes du président du conseil musulman, lui-même responsable devant le Parlement, et du chef de l'Etat.

Les Palestiniens, enfin, manifestent leur satisfaction d'avoir obtenu le « gel » de l'offensive syrienne et d'avoir écarté la menace d'une hégémonie totale de la Syrie sur leur mouvement. La résistance palestinienne est donc directement intéressée à assurer l'application des accords de Riyad. C'est pourquoi elle a envoyé des délégués auprès des différents contingents arabes qui seraient susceptibles de « torpiller » l'accord de Riyad pour les convaincre d'adopter une attitude pour le moins neutre. C'est ainsi que M. Arafat s'est d'abord rendu à Bagdad puis, ce mercredi 20 octobre, à Damas, pour un nouvel entretien avec le président Assad. De son côté, le chef du département politique de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, doit se rendre en Libye. Enfin, M. Khaled El Zuhairi fera une tournée en Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc).

Ainsi, comme l'a fait ressortir M. Hawatmeh dans sa déclaration au Monde, les Palestiniens sont inquiets sur les conséquences à terme des accords de Riyad, mais ils sont soulagés à court terme. Le principal conseiller politique de M. Yasser Arafat, M. Hani El

Israël

L'AGENCE JUIVE ENVISAGE LA CRÉATION AVANT 1982 DE VINGT-SEPT COLONIES DE PEUPLEMENT DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Jérusalem (A.F.P.). — Un plan d'aménagement du territoire préparé par l'Agence juive, mais qui n'engage pas le gouvernement, prévoit qu'Israël peut créer entre 1977 et 1982, cinquante-cinq villes nouvelles et colonies de peuplement, dont vingt-sept dans les territoires occupés.

Ce plan sera soumis par l'agence au congrès sioniste, prévu à Jérusalem en janvier 1977, s'il est approuvé, il servira de base

d'évaluation budgétaire pour les appels de fonds de l'agence aux juifs de la diaspora.

Sur les vingt-sept colonies dont l'implantation est prévue dans les territoires occupés, treize seront dans la région de Gaza, entre Gaza et El-Azrah. Huit villages seront créés en Cisjordanie, dont cinq dans le sud (Judee) et trois dans le nord (Samarie). Enfin, six villages seront aménagés sur les hauteurs du Golan.

● Plusieurs lycéens de Naplouse (Cisjordanie), récemment arrêtés pour avoir manifesté dans cette ville et jeté des pierres contre des véhicules, ont été condamnés lundi 18 octobre à des peines de trois à six mois de prison ferme. Ces peines sont considérées par les commentateurs de la presse israélienne comme relativement sévères. (A.F.P.)

● M. François Mitterrand se rendra en Israël du 28 au 30 octobre. Au cours de son séjour, le premier secrétaire du parti socialiste rencontrera plusieurs personnalités israéliennes.

● M. Asher Yadin, gouverneur désigné de la banque d'Israël, a été suspendu du 25 au 28 octobre de ses fonctions de directeur général de la Caisse d'assurance maladie de la Histadrout (confédération générale des travailleurs israéliens) par la commission de contrôle de cette centrale. Cette décision fait suite à l'arrestation de M. Yadin, lundi soir, pour corruption (le Monde du 20 octobre).

Les réserves de la droite maronite

(Suite de la première page.)

Le jeune chef répond : « Pourquoi marquer une pause ? Je crois que les Libanais, au cours des dix-neuf mois de guerre, ont eu l'expérience des risques que représente une accalmie, et les réserves, par conséquent, n'ont pas été renouvelées. La confiance tragique des enrôlements et des règlements de comptes. »

Cependant, si l'on s'intéresse à la liberté d'action des « forces libanaises » par rapport à leur puissance réelle, la Syrie, celle-ci, qui occupe plus de la moitié du territoire libanais, laisse-elle agir à leur guise ceux qui veulent ? « En fin de compte, elle déçoit avec l'acharnement ? » M. Bachir Gemayel étudie la réponse. Mais implicitement, il confirme les rumeurs de divergences entre les partis libanais et le gouvernement syrien. Il ne cache pas son inquiétude : « en déclarant que « des sections bassistes (il) commencent à profiter » dans les villages réoccupés », libérés », il affirme que les Syriens « imposent un peu trop à son goût leur point de vue ». Il laisse entendre également que des unités « loyalistes » de l'ancienne armée, liées aux forces de droite, ont été sur le point de s'arrêter avec des détachements de l'avant-garde de l'armée libanaise arabe, contrôlée par les Syriens, et mis par ces derniers à la disposition du président Sarkis (le Monde du 17-18 octobre).

Le fils du chef du parti phalangiste ajoute encore quelques éléments de compréhension sur la nature des relations entre les partis de droite et Damas en critiquant certaines dispositions de l'accord de Riyad. « Vouloir interposer, dit-il, entre les lignes adverses une force de sécurité arabe reviendrait à consacrer la partition. Si les pays arabes veulent vraiment nous aider, ils devraient faire en sorte que l'armée et la police libanaise puissent être reconstituées. La meilleure force de sécurité serait celle qui émanerait du peuple libanais lui-même. Cela éviterait à des forces étrangères d'intervenir directement. »

Auparavant, comme s'il voulait souligner qu'il s'oppose à ceux qui, au sein de son parti, se sont faits les artisans de l'alliance instaurée avec la Syrie, M. Gemayel nous avait déclaré : « Lorsque, au début de l'année, nous étions en difficulté, nous avons fait appel au monde

entier pour sauver le Liban. La Syrie a proposé son aide. Nous l'avons acceptée, c'était le seul pays qui ait répondu à cet appel, nous n'avions pas l'embaras du choix. »

Membre d'un gouvernement condamné depuis longtemps au chômage technique, éliminé au fléchissement, M. Chéssan Tueni fait une analyse de la situation avec un esprit critique qui est moins celui du ministre — qu'il est encore — que celui du directeur d'un journal — qu'il a été — (2). M. Tueni n'a pas l'impugnabilité impérieuse de M. Bachir Gemayel ; il se rejoint cependant sur un point : le « sommet » de Riyad lui a semblé avoir d'abord pour but de créer une nouvelle assemblée des pays arabes du Proche-Orient. « Ce que l'on a réglé à Riyad, dit-il, ce sont les causes extra-libanaises du conflit qui a eu lieu sur le sol libanais. Je préviens le mot « terrain » libanais, car, depuis dix-huit mois, et même avant, on a traité ce pays comme s'il était pas de nationalité, ne fût-ce pas un Etat, et c'était pas une patrie pour la majorité des Libanais. Si les pays arabes ont vraiment mis un terme à leurs divisions, on pourrait connaître une paix libanaise après une guerre qui — en grande partie — a été due à la prépondérance des conflits arabes et internationaux. »

M. Tueni accueille avec une prudence inquiète le nouveau « plan de paix ». « Je ne puis vraiment pas dire que le cessez-le-feu va être respecté, mais je suis sûr que s'il ne l'est pas le conflit débordera certainement les frontières traditionnelles que nous connaissons aujourd'hui. » La ministre des affaires sociales relève que l'accord de Riyad comporte des faiblesses évidentes : « Décider un retour aux positions occupées par chaque partie le 15 avril 1975 (date du début du conflit) : ce n'est pas sérieux, précis-t-elle. Quelles positions ? Les adversaires n'en occupent pas à cette époque. D'autre part, revenir aux accords libano-palestiniens du Caire de 1969 est chimérique. Ces accords n'ont jamais été appliqués car ils ne sont pas applicables. »

FRANCIS CORNU.

(1) Le Bassa est le parti au pouvoir en Syrie.
(2) M. Tueni préside le groupe de presse qui publie notamment le quotidien « l'Indépendant » le Nahar.

M. Nayef Hawatmeh : « une solution moyenne raisonnable »

Dans une déclaration au Monde, M. Nayef Hawatmeh, chef du F.D.L.P., a qualifié l'accord de Riyad de « solution moyenne raisonnable, garantissant au Liban son unité et sa souveraineté, et à la résistance palestinienne ses droits à être présente au Liban dans le cadre des accords du Caire et de leurs annexes ».

Rappelant que l'accord de lundi fait référence dans son préambule aux différentes résolutions de la Ligue arabe adoptées entre juin et septembre 1976 et prévoyant le remplacement des forces syriennes par une force arabe, M. Hawatmeh a souligné :

« Cette force arabe a été constituée. Elle se compose de trente mille hommes, les troupes syriennes se trouvant en elle, et elle sera placée sous les ordres du président libanais, M. Sarkis. Sa mission sera à la fois de séparer les belligérènes et de superviser de façon effective l'accord de Riyad. Sous cet angle, un pas positif a été franchi. »

« Mais », a ajouté le chef du F.D.L.P., nous prévoyons des tentatives de torpillage des accords de Riyad de la part de la droite chrétienne, notamment de M. Camille Chamoun, et d'Israël dans le Sud, en collusion avec cette droite, de façon à créer une situation nouvelle aboutissant à :

« une nouvelle phase d'hostilités sanglantes. »

« En ce qui le concerne, la résistance palestinienne est soucieuse de se conformer rigoureusement à l'arrêt des combats et d'appliquer les accords du Caire de façon stricte et honnête. »

« Néanmoins nous sommes conscients qu'à moyen terme — c'est-à-dire dans quelques mois — les décisions de Riyad comportent de graves dangers politiques pour l'O.L.P., parce qu'elles plaçaient l'organisation entre les deux pièces d'une tennelle — l'Egypte et la Syrie — toutes deux appuyées par l'Arabie Saoudite et liées à la solution arabe du conflit arabo-israélien. Ce qui pourrait mener à contrôler l'O.L.P. et à la placer sous une tutelle syro-égyptienne. Nous autres Palestiniens devons être sur nos gardes pour éviter que les Américains n'exploitent par la voie politique les résultats qui leur ont échappé par la voie militaire, à travers la droite libanaise et la Syrie. »

« Nous accueillons donc positivement les décisions de Riyad parce qu'elles procurent l'arrêt des hostilités et l'abolition des accords antérieurs. Mais nous devons nous préparer à une bataille politique qui pourrait d'ailleurs de nouveau se transposer sur le plan militaire. »

M. DE GUIRINGAUD : l'accord est surtout favorable aux Libanais

Luxembourg (A.F.P.). — « Je me félicite de l'accord de Riyad », a déclaré le 18 octobre M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères dans une interview donnée à Luxembourg, à Radio France. « L'accord de Riyad, a-t-il poursuivi, ouvre pour commencer les aspects militaires de la tragédie libanaise puisqu'il a décidé un cessez-le-feu, l'espèce de ce cessez-le-feu sera mis en œuvre comme prévu à partir du jeudi et qu'il sera respecté. Reste les problèmes politiques. »

M. de Guiringaud a estimé que « l'on peut être plus optimiste pour ce cessez-le-feu que pour les précédents ». Il considère en effet comme « une novation très importante » la participation à l'accord de l'Arabie Saoudite et du Koweït, ainsi que celle de l'Egypte et de la Syrie, « fusqu'elles opposées ».

« La réconciliation, a-t-il dit, entre l'Egypte et la Syrie, met un terme au conflit entre les deux

parties, et constitue un élément pacificateur. »

Le ministre des affaires étrangères a souligné que l'accord de Riyad « n'est pas défavorable aux Palestiniens, mais qu'il est plutôt favorable aux Libanais ». Il a insisté sur le fait que « la force arabe de trente mille hommes sera placée sous l'autorité du président libanais Sarkis ». « Le spectre de la partition du Liban est écarté, a-t-il ajouté. L'O.L.P. est à nouveau reconnue comme représentant légitime du peuple palestinien. L'O.L.P. gardera ses réfugiés dans les conditions prévues par les accords du Caire de 1969. »

« Je ne crois pas qu'il y ait lieu de se méfier du moment de faire une démarche française à l'égard du ministre français. L'affaire est entre les mains des pays arabes directement intéressés. Laissons-les opérer. »

Pour donner l'heure
ou pour l'offrir...

LANCEL

le savoir-choisir

Devant M. Delors Martin Celestin, ambassadeur de Haïti qui était félicité de la solidité des liens de son pays avec la France, M. Giscard d'Estaing a évoqué notamment d'importantes opérations de coopération. Il a cité la route de Jacmel et annoncé que M. Galley, ministre de la coopération, assisterait prochainement à son inauguration.

« Ces réalisations témoignent de l'importance de l'engagement de la France. Je souhaite qu'elles président à d'autres investissements et que les capteurs privés viennent accompagner et relayer l'effort accompli par le secteur public. »

[Né en 1920 à Ganthier, M. Celestin a fait ses études à Port-au-Prince, Sorbonne, Sorbonne et diplomate de carrière, il a été ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur au Guatemala (1963) et au Venezuela (1965) et au Vatican (1975).]

L'ambassadeur norvégien, M. Edward Isak Hambro, le président de la République a exprimé sa conviction que la visite que fera à Paris, les 21 et 22 octobre, le ministre des affaires étrangères de Norvège, M. Prydenlund, « permettra de donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays ».

« Je souhaite », a ajouté M. Giscard d'Estaing, que celle-ci devienne le début d'une série de visites des domaines et que, sur le plan économique, elles parviennent rapidement au niveau que lui permettent désormais d'atteindre les efforts de développement industriel de la France que l'essor de la Norvège. »

[Le Monde a daté 5-6 septembre a publié un biographie de M. Hambro.]

Le président Giscard d'Estaing a reçu, mardi 19 octobre, les lettres de créance des ambassadeurs du Ghana, de Haïti et de Norvège et d'Indonésie.

Le président Giscard d'Estaing a souligné que les liens entre les deux pays n'ont cessé de se resserrer ces dernières années et qu'il est particulièrement satisfait de la coopération militaire et économique qui s'est développée entre les deux pays, et qu'il est particulièrement satisfait de la coopération économique et industrielle qui s'est développée entre les deux pays.

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing s'est félicité des « importants progrès » des relations de la France et de l'Indonésie. « Nos échanges sont en augmentation. Les contacts et les rencontres se multiplient entre nos ministères, nos parlementaires, nos hommes d'affaires, nos professeurs, nos experts de toutes disciplines. Ils témoignent de la participation croissante de la France au développement de l'Indonésie et de l'intérêt que nos deux peuples se portent mutuellement. »

[Né en 1918 à Sampang, M. Mohammad Noer est entré dans l'administration en 1939. Il a occupé divers postes régionaux et a été gouverneur de la province de Java-Kat de 1967 à 1975.]

سكس ابراهيم

Journal de l'ASIE

ASIE

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

M. Hua Kuo-feng est contraint de composer avec les responsables civils et militaires de province

Pékin. — L'image de la Chine en crise qui émerge progressivement à travers rumeurs, témoignages, « dashibao » et articles de la presse centrale se confirme et se complique au fil des jours. Tout au sommet, d'abord, il semble de plus en plus certain que la chute de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï » va entraîner celle de personnalités qui leur étaient plus ou moins liées. Le limogeage du ministre de la culture, M. Yu Hui-jung, paraît acquis, et de sérieuses questions se posent au sujet d'un des membres militaires du bureau politique, le général Li Teh-sheng, commandant de la région militaire de Chongqing. De tous les cadres supérieurs de l'ar-

De notre correspondant

mée, ce général est celui qui avait le plus nettement épousé les thèses de la gauche. C'est un homme d'une soixantaine d'années, originaire de la région de Pékin, ancien de la Longue Marche, et dont l'association avec la tendance la plus révolutionnaire du parti date de la fin des années 60, alors qu'il commandait le district militaire provincial de l'Anhui. Plus récemment, sa fortune a évolué en sens inverse de celle de celle de M. Tung Hsiao-ping, dont le retour e: grâce lui avait notamment fait perdre, il y a deux ans, sa qualité de membre du comité permanent du bureau politique.

Le cas du général Li Teh-sheng est intéressant: il va être un test à la fois de l'homogénéité des nouvelles équipes dirigeantes, des degrés de compromis auxquels on se résoudra, ou de la volonté des nouveaux hommes forts d'éliminer tous les ennemis potentiels.

Il n'est pas certain que M. Hua Kuo-feng ait encore sur ce plan des idées tout à fait définies, mais, surtout, les maîtres enfoncent leurs cartes. Ce qui vient de se passer à Changhaï est révélateur. Selon une version généralement admise, la situation à Changhaï a été prise en main, aussitôt acquiescée, l'élimination de Mme Chiang Ching et de ses amis, à Pékin, par le commandant de la garnison de la municipalité, le général Chou Chun-ling. L'intention n'était certainement pas alors de faire une purge générale du personnel qui avait travaillé aux côtés de Mme. Chang Ching-chien (Wang Hong-wen et Yao Wen-yuan au sein du comité du parti de la ville. La preuve en est que l'un des secrétaires, M. Yao Wen-shui, était chargé le 14 octobre d'accueillir le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Depuis, une campagne d'accusations par voie d'affiches s'est développée contre les quatre secrétaires demeurés en fonctions. L'un aurait tenté de résister en s'appuyant sur la milice, deux autres auraient tardé à faire connaître les décisions dont ils avaient été informés à Pékin. Ils ont finalement, d'après des informations dignes de foi, été arrêtés.

La crise entraîne inévitablement un affaiblissement relatif de l'autorité du pouvoir central sur les provinces. Si l'on ferait un bilan des directives de M. Hua Kuo-feng, si l'on précisait les ordres qu'il donne au nom du comité central, il n'en resterait pas moins une autorité nouvelle, ayant émergé dans une succession de remous, dont la légitimité reste à démontrer et qui, en tout hypothèse, ne peut se percevoir de sa pleine stature. Au minimum, le nouveau président du parti doit faire preuve de tolérance à l'égard des pouvoirs locaux et ouvrir plus ou moins leurs initiatives. Or, même à travers le filtre qualifié de l'information officielle, des nuances apparaissent d'une dépeche à l'autre dans les témoignages de soutien aux nouvelles autorités

centrales. Le « camarade Hua Kuo-feng » est lui-même plus ou moins fréquemment cité, plus ou moins volontiers présenté comme « de cœur » avec la plume. Certains thèmes, comme celui de la lutte contre la bourgeoisie au sein du parti, sont absents de certains textes, mais subsistent dans d'autres.

Schématiquement parlant, les crises des années 60 ont laissé dans l'appareil du parti, de l'administration, de l'armée des « strates » d'activités, d'autant plus solides qu'elles correspondent à de complexes réseaux de relations personnelles et de positions établies. Ne dit-on pas qu'il existe encore dans l'organisation régionale de l'armée des « lin-piaistes » ? En tout cas, le pouvoir central doit compter avec toutes sortes de bastions à l'intérieur desquels les autorités locales, civiles ou militaires, sont enclavées, soit à l'abri de circonstances pour liquider quelques comptes qui leur tiennent à cœur, soit à l'abri d'une fidélité aux consignes de la capitale. Dans un pays comme la Chine, où le centralisme des institutions a toujours été contrebalancé par un certain degré d'autonomie régionale, M. Hua Kuo-feng a un long chemin à parcourir avant que l'ensemble des mécanismes du parti et de l'Etat lui obéissent sans arrière-pensées.

ALAIN JACOB.

Les maoïstes français s'interrogent sur les événements

Le Quotidien du peuple, édité par l'une des principales branches de la famille des maoïstes français, le parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), a rompu dans son numéro du mardi 19 octobre, le long silence observé jusqu'alors par la presse pro-chinoise sur les événements de Pékin et de Changhaï. Il a publié, en effet, plusieurs lettres de lecteurs exprimant ce silence, et un communiqué de l'agence chinoise de nouvelle daté du 18 octobre et soulignant que « la classe ouvrière de Changhaï (...) soutient fermement les décisions importantes des autorités centrales ». Le quotidien maoïste a annoncé, en outre, qu'il se fera désormais régulièrement l'écho des événements de Chine, « au fur et à mesure que la lutte actuelle s'intensifiera », et précise qu'il ne s'agit là d'aucun « sui-generis » vis-à-vis des manifestations de masse qui ont lieu actuellement en Chine populaire pour soutenir M. Hua Kuo-feng. Le Quotidien du peuple estime en outre qu'« il n'y a rien à voir » entre les remous qui ont suivi la mort de Staline en Union soviétique et la lutte pour le pouvoir observée aujourd'hui à Pékin. « Nous affirmons notre conviction, conclut-il, que la Chine est et restera rouge ».

reprocher au P.C.R. de se raccrocher timidement et sans informations sérieuses à l'évolution de la politique gouvernementale chinoise vis-à-vis des éléments les plus « gauchistes ».

Quant à la volonté affirmée par le Quotidien du peuple de poursuivre la publication d'articles consacrés à la situation en Chine, elle se manifeste par l'insertion, dans son numéro daté de ce mercredi 20 octobre, d'une étude de Chine nouvelle consacrée à « un mouvement de masses pour étudier consciencieusement le marxisme, le léninisme et la pensée maoïste » qui se développe dans la fabrique générale d'articles de bonnetterie de Pékin.

L'Humanité rouge, de son côté, a également rompu le silence qu'elle avait observé jusqu'alors sur les événements de Chine, mais d'une façon très indirecte. Elle a, en effet, publié dans sa rubrique des informations générales (numéro du 19 octobre), et sous le titre: « Le fait lire et étudier les œuvres de Mao Tse-toung », deux extraits de celles-ci ayant trait aux « méthodes de direction » et aux « méthodes de travail » du parti. Il s'agit de principes très généraux et très connus de la pensée politique du dirigeant chinois: « Lier le général au particulier », « partir des masses pour retourner aux masses », « élaborer de justes méthodes de travail ». Dans son numéro du 20 octobre, le quotidien maoïste dénonce « la campagne anti-chinoise de la bourgeoisie », et « rejette avec violence les interprétations empoisonnées », sans plus préciser sa position à cet égard, et en attendant les explications précises et nécessaires.

Les maoïstes-léninistes français avaient toujours insisté, dans leurs efforts pour améliorer leurs méthodes et la diffusion de leurs différents journaux et quotidiens, sur l'intérêt que présentait pour eux l'existence de telles tribunes, du haut desquelles ils pourraient dénoncer « les mensonges de la presse bourgeoise », s'agissant en particulier de la Chine populaire, et le faire au jour le jour ou presque.

Or la presse maoïste française, dans son ensemble, était restée jusqu'alors d'un mu-

tisme quasi total sur les derniers événements de Chine, après avoir pris soin d'expliquer qu'il serait rendu compte de ces événements « dès que l'un sera en mesure de le faire sur la base d'informations sérieuses permettant de fonder son jugement », selon la formule de l'Humanité rouge du 15 octobre.

Le Quotidien du peuple avait publié le même jour, sans aucun commentaire et sous le seul titre: « Chine » un long communiqué de l'agence Chine nouvelle exaltant « le président Mao, plus grand marxiste de notre temps », se félicitant de la réédition de ses œuvres complètes et appelant à l'unité « autour du comité central du parti, ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». La dépêche de Pékin était, il est vrai, datée du 10 octobre.

De son côté, le quotidien trotskiste Rouge a pris à partie, mardi, l'Organisation communiste Révolutionnaire à propos des commentaires apportés par son hebdomadaire sur les mêmes événements. Révolution (qui se réfère à la révolution chinoise et compte dans ses rangs de nombreux marxistes-léninistes) faisait part, dans son dernier numéro, à la fois de son inquiétude devant les interprétations auxquelles se livrait à ce sujet l'extrême gauche non maoïste. Rouge ironise sur « la gène de Révolution » et déclare partager davantage ses inquiétudes que ses doutes sur le bien-fondé des informations en provenance de Pékin. — B.B.

A travers le monde

Finlande

LES RESULTATS DEFINITIFS des élections municipales, qui ont eu lieu les 17 et 18 octobre, donnent 56,5 % des voix aux partis non socialistes (54,7 % aux élections municipales de 1972). Les socialistes-démocrates ont 35 % des voix (37,1 % en 1972), les communistes 18,5 % (17,5 % en 1972), le parti centriste (ancien parti agrarien) 18,6 % (18 % en 1972), les conservateurs 20,9 % (18,1 %), et les libéraux 4,8 % (5,2 %).

Inde

L'ANCIEN SOUVERAIN DU SIKKIM, Palden Thondup Namgyal, a été découvert inconnu, mardi 19 octobre, dans son palais de Gangtok, annonce l'agence Samachar. Il aurait absorbé une dose importante de barbituriques. Il a été transporté par avion dans un hôpital de Calcutta, où son état est considéré comme grave. Souverain, depuis 1964, du Sikkim, petit Etat himalayen situé entre la Chine, le Népal, le Bhoutan et l'Inde, Palden Thondup Namgyal était pratiquement en résidence surveillée (par l'armée indienne) depuis le référendum organisé, en avril 1975, contre sa volonté. Le royaume, jusqu'alors protectorat de l'Inde, était alors devenu un Etat de l'Union indienne, et la monarchie avait été abolie.

Vietnam

LE PREMIER PROTOCOLE D'ACCORD franco-vietnamien en matière de coopération culturelle a été signé mardi 19 octobre à Hanoi. Il prévoit le financement par la France de la première tranche de la section française de l'école normale supérieure des langues de Hanoi pour un montant de 1.900.000 francs. Les autres tranches feront l'objet d'accords ultérieurs.

Thaïlande

La junte assure qu'elle ne se livre pas à une quelconque chasse aux sorcières

De notre correspondant

Bangkok. — Le Comité national administratif (C.N.A.) a lancé, mardi 19 octobre, un appel à toutes les personnes qui se cachent depuis le coup d'Etat, leur demandant de rentrer chez elles, et leur promettant qu'elles ne seront pas inquiétées si aucune charge n'est retenue contre elles. Ces personnes ne doivent pas craindre une quelconque chasse aux sorcières. Or, un quotidien vient de publier une liste de cinquante-sept journalistes « qui servent la communiste », selon le Khaa Rakhaan.

Des journalistes « sont fichés par la police et leurs actes sont considérés comme étant pro-communistes à plus de 70 % ». La police, ajoutait ce journal, est prête à les arrêter dès qu'elle en aura reçu l'ordre.

Le porte-parole du C.N.A. a démenti que cette liste ait été préparée par un quelconque service officiel. Comment en expliquer la publication, puisque tous les journalistes sont soumis à la censure ? Deux des soixante-quinze journalistes sont d'ailleurs déjà sous les verrous: MM. Pan-sak Vinyarun, directeur de l'hebdomadaire Chaturachai Chaturaraj, et Yachara Cedhoyaterang. Allas Yodthong, collaborateur du quotidien Thai Rath, et qui est célèbre dans le royaume.

On ignore toujours, à quelques exceptions près, le nom et le nombre des personnes arrêtées depuis le 6 octobre. Les porte-parole affirment depuis plusieurs jours qu'ils ne savent pas combien il y a de prisonniers politiques. Rares sont ceux, semble-t-il, qui ont été informés des charges qui pèsent contre eux. En vertu d'un nouveau texte, la détention préventive a été étendue à cent quatre-vingt jours. Et, bien que les autorités affirment n'arrêter qu'à bon escient, il aura fallu attendre mardi pour que les responsables de la police se réunissent pour mettre au point une définition des « personnes nuisibles à la nation ». On cite le cas de Thaïlandais arrêtés par un service qui ne sachant qu'en faire, a téléphoné aux différents armées et à la police pour savoir qui voulait bien s'en charger.

Les tribunaux militaires ont commencé de s'écrouler lundi pour juger les quelques cinq cents étudiants encore détenus. De nou-

Thavathorn, commandant de la première division d'infanterie basée à Bangkok.

PATRICE DE BEER.

Cette semaine dans Newsweek — Upheaval in China: Hua takes over Italy: The price of power France's professional Premier

Chaque semaine, Newsweek rend compte de l'actualité mondiale de façon honnête et neutre, et présente les diverses opinions — souvent contradictoires — qui s'expriment aux quatre coins du globe. Newsweek ne s'aliène par aucun parti-pris politique, social ou régional.

Chaque fait est relaté depuis la source même des événements et commenté selon le point de vue international.

C'est la seule façon, selon Newsweek, d'informer objectivement ceux qui veulent savoir comment, au delà de leur propre pays, l'actualité affecte le monde.

Semaine après semaine, Newsweek écrit un chapitre de l'histoire du monde. Un monde où nous vivons.

Newsweek L'Histoire en action.

L'AVIATION AMERICAINE AUTORISEE A UTILISER LA BASE DE TAKHLI

Bangkok (U.P.I.). — Un porte-parole militaire américain a annoncé mercredi 20 octobre que la base aérienne de Takhl, située au nord de Bangkok, est utilisée comme point d'escale par les avions américains se rendant des Philippines à Diego-Garcia, dans l'océan Indien. Il a précisé que « plusieurs civils américains » se trouvent à Takhl à cette fin. D'autres sources estiment qu'il y en fait trente techniciens au moins sur la base.

Takhl fut utilisée par les appareils de l'U.S. Air Force pendant la guerre d'Indochine. Les militaires américains évacuèrent cette base en 1974. Mais des techniciens civils y reviennent aussitôt après la fermeture de toutes les bases américaines de Thaïlande, le 20 juillet.

M. Thanet Khotman, conseiller de la junte militaire de Bangkok, avait récemment laissé entendre que les avions américains pourraient faire escale à Takhl sans avoir à demander une autorisation aux Thaïlandais.

Les « durs » semblent l'emporter

La junte militaire ne semble toujours pas avoir réussi, deux semaines après le putsch et à la veille de la publication de la nouvelle Constitution et de la formation du gouvernement, à surmonter ses divisions. Un divorce entre « durs » et « modérés » se serait fait jour. Les « modérés » seraient dirigés par le général Sern Nakhon, commandant en chef de l'armée de terre. Il se serait proposé de démissionner de la junte et aurait demandé un assouplissement de la répression, en particulier de celle des étudiants. Mais les « durs » semblent l'emporter. Ils sont menés par le général Kriangsak Chamanand, qui apparaît comme l'homme fort de la junte, et par deux officiers discrets mais très actifs: le général Yot Thepsittakorn, de l'armée de terre, qui est proche de l'ancien dictateur, le maréchal Prapass, et le général Aroon

Le gouvernement interdit le congrès du parti socialiste ouvrier

Le représentant du Front des francophones est battu pour la présidence du Conseil culturel français

M. Breineu envisage de faire un voyage officiel à Bucarest

**Cent quarante délégués français et soviétiques
ont participé à la deuxième rencontre
des villes jumelées**

La gauche travailliste renonce à un « contre-discours du trône » d'inspiration socialiste

Kadhafi

Kadhafi ● le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO, le livre vert de KAPHAËL (Le Monde)

**La « Pravda » publie la « lettre de repentir »
d'un jeune Français arrêté
pour avoir distribué des tracts antisoviétiques**

Principal est de revenir en
ance et de faire connaître
la vérité sur les activités
teuses des groupements anti-
viétiques. » — J. A.

150

EUROPE

Pologne

Le jour où le peuple crut prendre le pouvoir

(Suite de la première page.)

Afin de mieux marquer sa volonté de renouvellement, M. Ochab fit un geste hautement symbolique. M. Gomulka, l'ancien secrétaire général emprisonné sous Staline et déjà réhabilité, fut réintégré dans le parti.

Le procès des émeutiers de Poznan

Que faire alors des personnes arrêtées après les troubles de Poznan ? Puisque les plus hautes autorités rejettent la thèse de la provocation, il n'était pas possible de les juger comme des adversaires du socialisme. Il n'était pas davantage possible de les relâcher sans formalités. Des procès eurent donc lieu, auxquels la Pologne n'était plus accoutumée. Les prévenus se défendaient et étaient défendus avec acharnement. Le public suivait passionnément les débats et, au fur et à mesure des audiences, les rôles paraissaient inversés. C'était, en fin de compte, le régime qui faisait figure d'accusé. Il était déjà trop tard pour se contenter d'une politique d'apaisement. L'effervescence gagnait le pays. Pris entre une population qui exigeait tout de suite un grand chambardement et des alliés soucieux de freiner la déstalinisation, les dirigeants en place perdaient le contrôle de la situation. Allaient-ils proclamer qu'il y avait eu malentendu, et reprendre par la force la plus brutale tout ce qu'ils avaient abandonné depuis des mois ?

En ces jours dramatiques, M. Ochab fit pencher la balance. Celui que Staline qualifiait de « bocheux aux dents d'acier » se refusait à conduire la répression. Mieux, il céda sa place de premier secrétaire à M. Gomulka qui, seul, en raison de ses antécédents antistalinistes, pouvait rallier au régime la masse de la population. Les Soviétiques ne l'entendaient pas ainsi. Ils jugeaient insupportable le retour en scène — et sous la pression de la foule — d'un homme qui passait pour un « communiste nationaliste » et qui naguère s'était opposé à la collectivisation agricole.

Ils décidèrent d'user de grands moyens. Les troupes russes stationnées sur le territoire polonais firent mouvement. En pleine session du comité central, quatre

dirigeants soviétiques — MM. Molotov, Mikoyan, Kaganovitch et Khrouchtchev — débarquèrent sans crier gare, accompagnés de quatorze généraux. Leur premier objectif était d'empêcher l'élection de M. Gomulka. Ils comptaient sur l'appui, au sein de la direction polonaise, du groupe appelé « nstolien » qui entendait maintenir le vieux système et s'en tenait au principe de la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S.

De l'autre côté, se trouvait la majorité du comité central, acquiesce par conviction ou par résignation au changement et qui, cette fois, était décidée à ne pas se laisser dicter de l'étranger le choix de son chef. Cette force-là eût été bien dérisoire si les ouvriers des usines ne s'étaient mobilisés et si nombre de militaires n'avaient montré leur volonté de défendre l'indépendance. Le ministre de la défense, Rokossowski, un maréchal soviétique, redevenu polonais pour quelques années, commandait dans le vide. Certes, des troupes russes auraient surclassé les rebelles polonais, civils et militaires. Mais, cette fois au moins, les dirigeants du Kremlin eurent peur d'un choc sanglant. Ils firent la part du feu. M. Gomulka pouvait quand même sauver le socialisme. Qu'il tente donc sa chance ! Khrouchtchev fut un des premiers à complimenter le nouveau premier secrétaire qu'il avait insulté à son arrivée dans la capitale.

Liesse dans Varsovie

Le dénouement suscita la liesse dans Varsovie, écho de sa victoire. Les Polonais ne se rendaient pas encore compte du caractère ambigu de la situation. M. Gomulka combloit leur espérance. Sa dignité devant les Soviétiques guérissait des humiliations subies pendant dix ans. Il rendait leur liberté aux paysans embrigadés de force dans les fermes collectives. Il concluait un accord avec l'Eglise catholique. Et, le 20 janvier 1957, lors des seules élections peut-être qui aient eu un sens dans un régime communiste, il faisait approuver par les citoyens sa politique ou plutôt ce qu'il représentait.

Pourtant, le héros national s'installait déjà dans de vieux meubles. Il s'appliquait à reconstituer le parti en pleine décomposition, contre lequel la foule

s'était dressée. Il parlait un « langage de Polonais », mais la « raison d'Etat » l'incitait de plus en plus à ménager le voisin soviétique. Lors de l'intervention russe à Budapest il n'avait pas lancé le cri de colère que ses compatriotes attendaient. Dès 1958, il se retournait contre ceux qui avaient été les champions les plus résolus de son retour au pouvoir. Il n'allait pas tarder à entrer en conflit avec l'Eglise. Au début des années 60, il ne restait apparemment rien, ou plus grand-chose, de la grande espérance. Les intellectuels constataient qu'ils étaient en fait moins libres qu'ils ne l'avaient été en 1955-1956, et le défenseur de l'indépendance était devenu l'un des meilleurs alliés de l'U.R.S.S.

L'ébranlement d'octobre 1956 a eu, cependant, des conséquences durables. Les rebelles ont été à la fois vaincus et triomphants. Ils ont fait la démonstration que même dans un pays communiste un peuple peut renverser la direction. Leurs héritiers ont renouvelé l'expérience en 1970, puis en juin 1976. Ils ont montré, une fois pour toutes, que dans des Etats socialistes aussi le peuple avait ses aspirations. Et ils ont appris à leurs chefs qu'il pouvait être dangereux de n'en jamais tenir compte.

BERNARD FÉRON.

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

CONTAX

RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

autriche

le pays qui fête l'hiver!



- 1 semaine, 1/2 pension (sans transport) à partir de 440 F.
- 1 semaine, transport A et R, ch. + pt. déj. à partir de 655 F.

Office National Autrichien du Tourisme 12, rue Auber, 75009 Paris

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____



Quand un homme N°1 nous dit qu'il arrive. Nous sommes prêts à le recevoir.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



LA VOITURE EST RETENUE.

LES PAPIERS SONT PRETS.

VOUS PARTEZ.

Nous savons ce qu'il faut faire quand un homme N°1 nous téléphone pour nous dire qu'il va atterrir sur l'un des grands aéroports d'Europe ou d'Amérique du Nord et qu'il a besoin d'une voiture, arrivé à destination. Et nous le faisons.

Nous remplissons son contrat de location par avance. Comme cela, il n'a pas à le faire à son arrivée. Il n'a plus qu'à le signer, prendre ses clés et partir au volant de la voiture entièrement nettoyée et contrôlée que nous mettons à sa disposition.

Adhérez vous aussi au Hertz N°1 Club*. A votre arrivée, vous n'aurez plus qu'à signer et prendre le volant de la voiture que vous aurez demandée: une Ford Escort ou Granada, ou une autre grande marque. Appelez le numéro qui se trouve en bas de cette page, ou celui de votre agence de voyage, et dites-nous quand et où vous voulez votre voiture. Elle sera au rendez-vous.

Pas de frais d'inscription. Plus jamais de formulaires. Pourquoi perdre du temps à louer une voiture? Demandez votre inscription au Hertz N°1 Club, à n'importe quel bureau au comptoir Hertz. Ou la prochaine fois que vous louerez une voiture chez nous, demandez à être inscrit automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



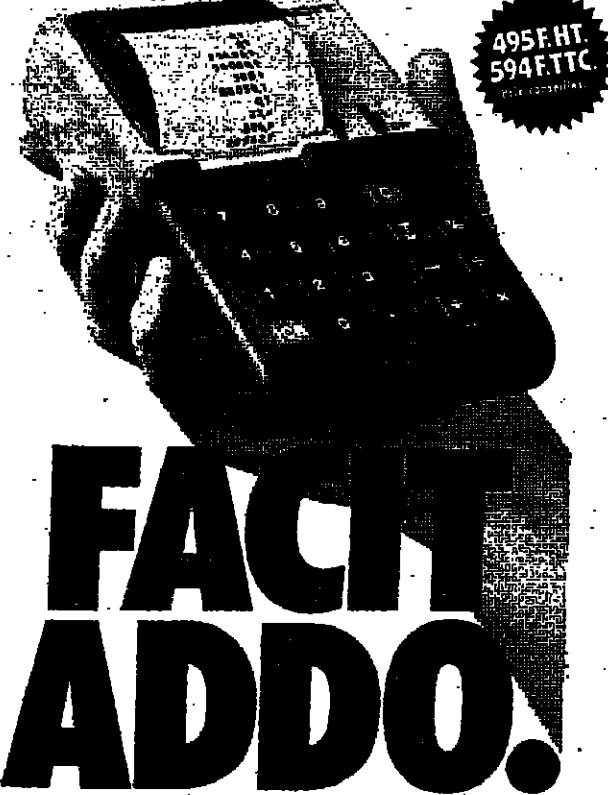
Hertz N°1 Club.
788.51.51

TELEPHONEZ. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.

Les chiffres lumineux s'envolent, les écrits restent.

Voici la première calculatrice compacte. Rechargeable. Imprimante à large bande de contrôle. Facit Addo 1140 Compact.

Où que vous alliez, vous conservez la trace de vos calculs.



495 F.T.T.
594 F.T.T.
(T.T.C. 10% en plus)

Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion. Magasins spécialisés. Librairies-papeteries.



Facit Addo, 305, rue du Pdt S. Allende, 92700 Colombes. Tél. 780.71.17. Spécialement et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements compact 1140, Nom: _____ Adresse: _____

AFRIQUE

Ouganda

La situation intérieure demeure très tendue

Nairobi. — Depuis le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe, le maréchal Idi Amin Dada a tenu compense fait parler de lui. Cela ne signifie pas que tout est calme en Ouganda. En fait, l'ancien président de l'Organisation de l'Unité africaine semble avoir consacré l'essentiel de ses efforts depuis juillet dernier à tenter de consolider l'assise réduite d'un pouvoir ébranlé.

Le major-général Mustapha Andrieu, qui avait fermement déconseillé au président ougandais l'épreuve de force avec le Kenya à la suite du raid sur Entebbe, vient d'être relevé de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre (le Monde du 14 octobre). Cet ancien sous-officier assez fruste, d'origine kakwa comme le maréchal, faisait figure de numéro deux du régime. Il a été remplacé par le colonel Mondo, l'un des rares militaires ougandais ayant une véritable formation d'officier.

On ignore encore le sort réel réservé au général Mustapha, nommé inspecteur des armées. Si les disparitions sont fréquentes en Ouganda, il arrive aussi qu'une personnalité tombée en disgrâce revienne sur le devant de la scène. C'est le cas d'un ancien commissaire de police, M. Ali Trowell, rappelé à la tête de la police à la suite de l'attentat auquel le maréchal Amin a échappé en juin dernier dans la capitale.

Les signes de tension demeurent. Radio-Kampala a rapporté, fin septembre, que plusieurs charges d'explosifs avaient été « démontées à temps » dans quatre centrales électriques de province.

Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés. Il a cité le cas d'« anciens politiciens » récemment aperçus à des cérémonies religieuses, notamment musulmanes, au cours desquelles des fonds ont été ramassés « sans raison évidente ».

Par ailleurs, les enlèvements continuent. Le corps de M. Pariza, chef photographe au ministère de l'Information, vient d'être

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'Etat du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier, n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police a l'air de s'en préoccuper régulièrement à travers les élections en les frontières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, voilà deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a annoncé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à un autre membre du State Research Center sur le lit d'hôpital de Kampala où elle se trouvait la nuit du raid israélien. Depuis mai dernier, Londres n'en tolère

pas moins un trafic aérien entre Entebbe et l'aéroport de Stansted (Angleterre) qui semble d'une importance vitale pour le maréchal Amin. Deux ou trois fois par semaine, le Boeing-707 et l'Heracles C-130 que le président ougandais a rachetés à une compagnie américaine (il s'agit d'Air America), l'ancienne compagnie de la C.I.A.) se posent à Stansted pour y charger une cargaison qui va de la caisse de Coca-Cola au matériel de radio le plus sophistiqué.

Si l'on en croit le Sunday Times, le C-130 a notamment chargé un camion Ford de 3 tonnes transformé en station de radio mobile émettrice, ainsi qu'une Land-Rover équipée d'un système d'interception d'émissions clandestines de radio ou de messages d'ambassadeurs. Dans un pays où tout semble maigrier, l'entourage du maréchal Amin et sa police sont aussi ravitaillés en articles aussi divers que des pommes de terre, du dentifrice, du beurre, des shampooings, des vaccins antimalaria ou du lait de longue conservation.

Le maréchal continue ainsi le moral de la fraction la plus sûre de ses forces armées, ce qui montre bien à quel point le président a visé de l'Ouganda à un mal à l'égard de l'O.A.U. et de l'Organisation de l'Unité africaine. L'attentat manqué de peu à la sortie d'une revue de cadets de la police à Kampala, fin de son mandat d'un an à la tête de l'O.A.U., la humiliation du raid israélien sur Entebbe, crise avec le Kenya et exaspération des étudiants de l'université de Makerere. Tout cela est le résultat de cette attitude : attention manquée de peu à la sortie d'une revue de cadets de la police à Kampala, fin de son mandat d'un an à la tête de l'O.A.U., la humiliation du raid israélien sur Entebbe, crise avec le Kenya et exaspération des étudiants de l'université de Makerere. Tout cela est le résultat de cette attitude :

On comprend mieux alors que le maréchal, avec une rare discrétion, se soit contenté ces derniers temps d'un télégramme pour donner son avis sur un règlement rhodésien ou d'un autre pour demander au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, de l'informer de la situation des Nations unies, en matière de « apporter une contribution personnelle » au rétablissement de la paix dans cette région du monde.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Maroc

Les partis d'opposition à l'exception de l'U.N.F.P. participeront aux élections municipales

De notre envoyé spécial

Rabat. — Plusieurs dizaines de milliers de candidats vont briguer, le 12 novembre, les suffrages des électeurs à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux et communaux. Plus de 13 000 sièges sont à pourvoir dans 830 communes, y compris celles créées dans les trois nouvelles provinces « récupérées » au Sahara occidental.

La plupart des partis d'opposition ont décidé de participer activement à cette consultation. L'istiglal nous a annoncé qu'il désignait des candidats pour la quasi-totalité des postes. L'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), de M. Bouabid, sera présente, avec près de 10 000 candidats dans toutes les communes, à l'exception de celles du Sahara occidental. Le parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste) de M. Ali Yaya fait état d'un millier de candidatures. En revanche, l'Union nationale des forces populaires de M. Abdallah Ibrahim ne participera pas à la consultation (1).

La campagne électorale sera ouverte officiellement le lundi 18 octobre. Un conseil national, mis en place par le roi Hassan II, doit en contrôler le déroulement. Il comprend les représentants des formations dont l'existence est reconnue légalement. A la demande de plusieurs partis, il a été décidé de régionaliser cet organisme et de créer des conseils

à l'échelon des provinces et des préfectures. L'opposition craint en effet que les autorités ne s'emparent de ces pratiques largement utilisées dans le passé.

La presse de l'istiglal et de l'U.S.F.P. accuse les personnalités officielles de faire largement appel aux « organes de l'Etat » et de mobiliser à des fins personnelles toutes les potentialités des services qu'elles dirigent. M. Ben Chelikh, secrétaire d'Etat au plan, candidat à Meknes, et M. Gharrit, secrétaire d'Etat à la promotion sociale, qui se présente à Marrakech, sont particulièrement visés, mais rétorquent avec vigueur les accusations portées contre eux.

L'opposition, privée de l'accès à la télévision et à la radio, entend dénoncer tous les abus et affirme qu'elle n'hésitera pas à se retirer au dernier moment si ceux-ci deviennent flagrants.

Les élections constituent pour ces partis, absents de la vie politique légale depuis 1953, une occasion de diffuser librement leur propagande et de tester leur représentativité. Ces formations paraissent trop engagées dans la campagne électorale pour pouvoir faire « machine arrière », mais il est clair que de la régularité des municipales dépendra leur participation future aux élections professionnelles et législatives. C'est dire l'importance de la consultation du 12 novembre.

DANIEL JUNQUA

M. BOUABID : un pays démocratique va naître.

Interrogé par M. Jean-Pierre Elkabbach, mardi 19 octobre, à France-Inter, dans le cadre de l'émission 13-14, M. Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a déclaré notamment au sujet des élections municipales du 12 novembre et des consultations ultérieures :

« Nous voyons naître un Maroc nouveau. Si cette expérience réussit, dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie... »

« Je suis socialiste et démocrate. Mais je ne peux accepter la monarchie si elle va dans la bonne direction. Il y a certes des injustices flagrantes... 10 à 15 % des Marocains possèdent 45 % du revenu national. C'est pour cela que nous sommes socialistes. Nous voulons mettre l'économie au service du peuple. Un Maroc démocratique va naître... Le processus est engagé. La règle du jeu doit être respectée. »

(1) Le conseil central de ce parti d'opposition, qui s'est réuni à Casablanca, estime que « les conditions ne sont pas réunies pour que puisse être organisée une véritable consultation électorale » au cours de ces élections. M. Abdallah Ibrahim désire de ne plus participer aux travaux du conseil national de contrôle des élections, réuni sous l'autorité du roi. Cependant, l'U.N.F.P. laisse à ses membres la liberté de voter ou non.

Invocant la « nécessité du secret », temporisant, mettant à profit les divisions de ses interlocuteurs, le secrétaire d'Etat avait donné le spectacle d'un étonnant brio. Aujourd'hui, les délégués américains, italiens, japonais, britanniques et français, justifient leur veto ou leur abstention par le caractère extrêmement délicat des pourparlers en cours. En privé, les diplomates américains disent à qui veut les entendre que l'Afrique du Sud est disposée, désormais, à se rendre à Genève, mais que, selon eux, celui de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et des délégués à la confé-

rence de Windhoek, ne sont pas encore prêts.

Le délégué de la France, M. Jacques Lecomte, a expliqué en ces termes le veto de Paris : « Le Premier ministre de l'opposant à la résolution et le fait par lequel l'immunité du chapitre 7 (qui s'applique lorsque « la paix est menacée ») lui paraît peu appropriée et inopportune. Les conditions pour l'application de sanctions ne sont pas réunies à l'heure actuelle, alors que des discussions importantes et peut-être décisives ont lieu. » Le délégué du Benin a répondu à ces arguments : « Le veto est clair : ceux qui bloquent par leur veto le projet de résolution ont confirmé leurs intentions de soutenir militairement et économiquement le régime fasciste de Pretoria. »

LOUIS WIZNITZER.

LA SEMAINE DE LA PENSÉE SIONISTE A PARIS

LE MOUVEMENT SIONISTE DE FRANCE CONSEIL DES INTELLECTUELS JUIFS POUR ISRAEL au Centre RACHL, 30, boulevard de Port-Royal (Métro : Gobelins)

JEUDI 21 OCTOBRE 1976 à 20 h. 30

SAISON 1976 à 20 h. 30

MARDI 26 OCTOBRE 1976 à 20 h. 30

JEUDI 28 OCTOBRE 1976 à 20 h. 30

REGION PARISIENNE : Bondy, 23 oct.; Nogent, 24 oct.; Vincennes, 27 oct.; St-Maur, 28 oct.; Ivry, 29 oct.; Garges-la-Garonne, 30 oct.; Champsigny, 31 oct.; Stains, 30 oct.; Versailles, 2 nov.; Créteil, 3 nov.; Orly, 6 nov.; Suresnes, 7 nov.; Orsay, 20 nov.

MM. Jacques DEBAYNE, Dr Elvareo BEN ELASSAR, Dr David MENDELSON, Dr Ezra TALMON.

INVITATIONS A RETENIR AU M.S.F., 30, rue de Turbigo, PARIS (3^e). Téléphone : 272-70-30.

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAIX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

Journal de L'ESD

DROITS DE L'HOMME

MANIFESTATION LE 21 OCTOBRE A PARIS

Libres opinions Des hommes à sauver

par MICHEL BROUÉ et GASTON FERDIÈRE (*)

« Je combattrai pour la légalité et pour la justice. Et je ne regrette qu'une chose : pendant la brève période — un an, deux mois et trois jours — que j'ai passée en liberté, n'avoir pas eu la chance de participer à cette cause. »

(V. Boukovaï, devant ses juges.)

Au petit déjeuner, 80 grammes de poisson salé. Au déjeuner, une assiette de soupe claire. Pour le dîner, 250 grammes de bouillie à l'eau. Pas de sucre, 400 grammes de pain humide, 3 grammes (nous disons : trois) de matières grasses. Telle est la ration quotidienne, pudiquement qualifiée d'« alimentation réduite », allouée, à intervalles fréquents et réguliers, à Vladimir Boukovaï. Quand on ne le jette pas, en tenue légère, dans l'entonnoir glacé du cachot. A trente-trois ans, Boukovaï souffre d'une lésion cardiaque, de rhumatismes chroniques, d'un ulcère du duodénum. Depuis son transfert, le 7 juin 1974, dans les cellules médiévales de la prison de Vladimir, on détruit ainsi, lentement et systématiquement, Vladimir Boukovaï. Mourra-t-il en détention, comme Galtakov ? Ce que nous ne pouvons pas savoir. Mais nous savons que Galtakov a été tué. « Ouvertement et courageusement », Boukovaï a écrit sa voix contre les illégalités commises dans notre pays. C'est de cela qu'il est puni. Il a informé le monde entier, dans notre pays, des brutes humains sont détenus indéfiniment dans des hôpitaux psychiatriques à cause de leurs opinions. Il a fait en sachant parfaitement que cela lui valait de perdre sa liberté.

Pour détruire le mathématicien uruguayen José-Luis Massera, soixante-neuf ans, arrêté depuis le mois d'octobre 1975, on l'a d'abord frappé. Si bien qu'il en a eu la hanche fracturée. Puis on l'a frappé, systématiquement, sur la tête. Cet homme, autrefois imposant, ne pèserait plus aujourd'hui que 40 kilos. On a aussi arrêté et torturé sa femme, José-Luis Massera est un mathématicien renommé, fondateur de l'école mathématique uruguayenne. Il était devenu l'un des principaux dirigeants du parti communiste. Ses collègues mathématiciens du monde entier ont signé des pétitions, contesté des déclarations, écrit des articles. Sans beaucoup d'écho. Sans résultat. On craint pour la vie de Massera.

D'Edgardo Enriquez, nous ne savons plus rien. Arrêté en Argentine, le 10 avril dernier, il a été — au mépris des conventions internationales sur les réfugiés politiques — livré par le gouvernement de la Junta nationale à la police politique de Pinochet. On imagine la suite. Edgardo Enriquez est membre du comité central du MIR.

« Mon oratoire est complètement rasé. J'ai toujours l'air, je gèle sur le ciment des cachots. On m'oblige à marcher en rang, à chaque instant on peut me contraindre à me mettre tout nu, à faire d'innombrables flexions. Je suis un esclave, le premier saqueur venu a le droit de le pouvoir de son propriétaire à l'importe quel travail assigné. Je suis le condamné Glouzman, S.F. » Sentiment Glouzman s'exprime ainsi dans une lettre qu'il avait échappé à la censure. Le psychiatre Glouzman, ami personnel de Pliouchitch, paye ainsi en camp de concentration (en principe jusqu'en 1982...) son courage, son refus de déclarer Pliouchitch malade, sa lutte pour la liberté et la défense de l'honneur de sa profession.

Le cas de Victor Lopez, secrétaire de la Fédération des mineurs de Bolivie, père de cinq enfants, est exemplaire. Arrêté et torturé par la police bolivienne à la suite de graves au printemps dernier, il a ensuite été livré par son gouvernement à la Junta chilienne. Il survit actuellement, à 1 610 kilomètres au sud de Santiago, dans la province de Chile.

Dirigeant étudiant très populaire à Prague dans les années 1968-1969, Jiri Müller a été condamné, en 1972, à cinq ans et demi de prison. Il est détenu dans des conditions épouvantables. Mûrier souffre des yeux et de calculs biliaires. On lui refuse des soins, et on l'oblige à travailler, jusqu'à douze heures par jour, à fixer des épingles sur des cartons, sous un faible éclairage artificiel, le non-respect des normes de rendement étant sanctionné par diverses peines supplémentaires.

Chacun des dix cas que nous venons d'exposer est un symbole pour des milliers d'autres cas analogues. Est-il possible de ne pas agir pour leur libération ? Massera est uruguayen ; depuis la campagne d'Amnesty International, on connaît mieux la situation de ce pays, où un hébraïste sur cinq est un prisonnier politique, où un habitant sur cinquante a subi, dans le passé récent, interrogatoire, arrestation provisoire ou emprisonnement. Victor Lopez est Bolivien ; il faut savoir que, aujourd'hui en Bolivie, on livre les syndicalistes à Pinochet, et on traite les dirigeants ouvriers comme les hors-la-loi des westerns : tel le dirigeant trotskiste G. Lora, par exemple, dont le portrait est affiché partout avec une mention promettant une forte récompense à qui permettrait son arrestation. Chacun connaît la situation au Chili ; ce n'est pas une raison pour l'oublier, et à travers notre lutte pour la libération d'Enriquez nous entendons lutter aussi pour L. Corvelan et les autres prisonniers politiques de Pinochet. Boukovaï et Glouzman symbolisent incontestablement la lutte pour les droits de l'homme en U.R.S.S. ; comment ne pas leur associer les noms de Stern, Moroz, Djamiliev, Plakhotnikov ? Comment ne pas rappeler, en défendant Müller, les noms des communistes Huebi et Sabata, emprisonnés eux aussi avec d'autres militants du Printemps de Prague ?

La libération de Leonid Pliouchitch, après le meeting du 23 octobre 1975, puis celle des deux syndicalistes péruviens emprisonnés avec leurs avocats (1), l'écho rencontré par les dernières campagnes d'Amnesty International, ont soulevé un grand espoir chez ceux qui luttent contre la répression et pour les libertés démocratiques sous quelque régime que ce soit. Leonid Pliouchitch lui-même a contribué, avec la plume de ceux qui ont lutté pour sa libération, à la constitution du Comité international contre la répression qui, aujourd'hui, engage une campagne sur l'Amérique latine tout en publiant, en français, la revue de l'opposition socialiste tchécoslovaque, *Liby*.

Il faut sauver Boukovaï, Enriquez, Glouzman, Lopez, Massera, Müller !

* Michel Broué est chargé de recherche au C.N.R.S. et secrétaire du comité des mathématiciens ; Gaston Ferdière est journaliste, membre du comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S., président du comité Santa-Ortiz.

(1) Hernan Cuenca et Victor Cuadros.

Le comité des mathématiciens organise une réunion en faveur de plusieurs détenus politiques

Un an après le meeting pour la libération de Leonid Pliouchitch, le comité des mathématiciens organise, le jeudi 21 octobre 1976, à 20 h 30, dans la grande salle de la Mutualité, un meeting présidé par M. Laurent Schwartz pour la libération de Vladimir Boukovaï (U.R.S.S.), Edgardo Enriquez-Spina (Chili), Victor Lopez-Arles (Bolivie), José-Luis Massera (Uruguay), Jiri Müller (Tchécoslovaquie), avec le soutien et la participation des organisations suivantes : Amnesty International, Comité international contre la répression, Ligue des droits de l'homme, C.F.D.T., Force ouvrière, F.N.P., C.O.R.F., M.A.S., U.N.E.F. (Unité syndicale), Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S., Comité du 6 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, Jeunes Amis de l'Ukraine, Mouvement international des juristes catholiques, C.I.M.J., Fondation Bertrand Russell, A.G.A.T., la Libre pensée.

La salle de la Mutualité, où divers stands seront installés, sera ouverte dès 18 heures.

(Plusieurs personnalités se sont associées à cette réunion parmi lesquelles Simone de Beauvoir, Noam Chomsky, Jacques Chirac, Pierre Dels, Jean Dels, Yves Deshayes, Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Faye, Jean-Jacques de Felice, Gaston Ferdière, Armand Gatti, François Jacob, Daniel Jacoby, Vladimir Jankélévitch, Lionel Joseph, Yves Jonckheere, Jacques Julliard, Olympe de Kermadec, Victor Leduc, Louis Legros-Rivier, Albert Luchaire, Léo Marjane, Marcel Mayer, Paul Muller, Alexandre Noy, Louis Perle, Ramiel, Théodore Monod, Maurice Remy, Henri Remy, Hélène Remy, Françoise Remy, Robert Remy, Paul Remy, Philippe Remy, Jean-Paul Remy, Claude Roy, Philippe Sautou, Jean-Paul Sartre, Erry Schuman, Dominique Tardieu, Charles Tillon, Alain Tournadre, Vernoux, Vidal-Jacques, Jean-Pierre Vigier, Jean-Marie Vincent.)

La participation de MM. Juquin et Einstein

M. Laurent Schwartz a répondu à la lettre de M. Gaston Pliouchitch, membre du secrétariat du P.C.F., par laquelle le P.C.F. annonçait son intention de prendre part au meeting à un temps de parole lui était accordé pour expliquer sa position. Dans une précédente lettre, en date du 10 octobre, le P.C.F. avait tout d'abord refusé de s'associer à la manifestation.

Dans sa réponse, M. Schwartz s'abstient de relever les critiques

LA TORTURE EST UN MOYEN DE GOUVERNEMENT DANS CENT DOUZE PAYS affirme l'évêque d'Arras

Mgr Gérard Huyghe, évêque d'Arras, après avoir commenté, dans son bulletin diocésain du 15 octobre, son refus de participer à une émission télévisée sur le baptême par étapes, enchaîne :

« J'aurais aimé, par contre, parler d'une pastorale du devenir chrétien (...). J'aurais voulu dire que la vie quotidienne des hommes de mon pays — et de tous les pays — est le lieu où l'Évangile doit être annoncé aujourd'hui. C'est en cela que le concile Vatican II est, pour moi, prophétique. C'est pourquoi je voudrais donner ma voix — une faible voix, mais une voix de croyant — à tous ceux qui, en France et ailleurs, souffrent de leur dignité de fils de Dieu. Tous ceux qui, dans leur travail ou leur logement, souffrent de conditions infra-humaines. Tous ceux qui mesurent à petit feu de la pauvreté ou de la faim pendant que d'autres s'enrichissent de leurs dépouilles. Tous ceux qui sont, pour leurs idées politiques ou religieuses, privés de leur liberté, torturés moralement ou physiquement. J'aurais voulu dire tout cela, avec vigueur et fermeté, car je crois que l'Évangile, aujourd'hui encore, donne l'âme et le sens à la justice. Je crois bien, à ce prix, être accusé de faire de la politique.

« Que dire, sinon qu'il y a des riches et des pauvres dans tous les pays et sous tous les régimes. Que dire, sinon que la torture est un moyen de gouvernement dans cent douze pays du monde. Que dire enfin, sinon qu'aujourd'hui le Christ est sans abri, sans travail, sans liberté, et qu'il est torturé physiquement et moralement dans le secret des caves »

Un dirigeant syndical uruguayen en exil dénonce l'action des forces de sécurité de son pays en Argentine

M. Washington Perez, un syndicaliste uruguayen, a participé dans son pays à la fondation de la Confédération nationale des travailleurs (C.N.T.) et a milité dans le syndicat des ouvriers des pneumatiques. Les persécutions dont il avait été l'objet avant le coup d'État de juin 1973 puis les incertitudes de la situation l'ont conduit, en mai 1974, à s'installer en Argentine, où il était devenu vendeur de journaux. En août dernier, il a dû quitter précipitamment ce pays, en compagnie de toute sa famille. Il s'est réfugié au Sud de la suite d'une mésaventure qu'il nous a contée lors de son passage à Paris. Ce récit illustre le climat qui règne aujourd'hui en Argentine.

« Le 13 juin dernier, dit-il, vers heures du matin, un groupe armé fait irruption dans ma maison de Buenos-Aires. Ils m'emmènent en compagnie d'un de mes trois fils. Ils nous font monter dans une voiture, nous passent une capote et démarrent. Au bout de quelques temps, nous sommes débarqués, et introduits dans une pièce où nous attendent un groupe de huit à dix personnes. Parmi elles, j'ai aussitôt reconnu le lieutenant-colonel uruguayen Barrion, par lequel j'avais, une fois, été interrogé lorsque j'étais responsable du syndicat des pneumatiques, et qui était, au moins à l'époque des faits, directeur de la prison Libertad. Il y avait aussi le commissaire Campos Hermida, qui m'avait, lui aussi, interrogé à deux reprises en Uruguay. Il y avait également une personne, visiblement de nationalité argentine, à qui, à diverses reprises par la suite, telle ou telle personne présente s'adressera en l'appelant « colonel ».

« Passé à la machine »

« Ils me disent : « Nous vous avons choisi pour servir d'intermédiaire pour une affaire importante concernant un de vos camarades. » Ils ouvrent une porte, et dans la pièce voisine, énorme surprise, il y avait Gerardo Gatti, secrétaire national de l'organisation révolutionnaire Résistance ouvrière et étudiante (R.O.E.) à laquelle j'appartenais moi-même. Gatti avait été enlevé par des inconnus quatre jours plus tôt. Il était étendu sur un lit et, évidemment, il avait été « passé à la machine » comme nous disons, c'est-à-dire torturé. « Nous l'avons racheté à la police fédérale argentine. Dans cet état... », me disent-ils.

« Et ils m'expliquent qu'il s'agit pour moi de me mettre en contact avec des camarades de la R.O.E. pour leur proposer d'échanger Gatti et d'autres personnes détenues en Uruguay contre une rançon de 1 million de dollars. Cette somme, pensaient-ils, pourrait être obtenue auprès d'organisations internationales d'aide ou de solidarité. Le camarade, avec qui ils m'ont permis de parler quelques minutes, m'a dit qu'il avait pu lui-même d'objecter à ce que je sois le seul à pouvoir être fait. Ils me confient donc une lettre, contenant leurs

instructions, et me raccompagnent, ainsi que mon fils, vers 6 heures du matin, à une gare assez proche de mon domicile. »

A quatre reprises par la suite, les 23 et 29 juin, et les 6 juillet et 17 juillet, M. Perez sera ramené dans le même local par ses ravisseurs du 13 juin. Le 23, une photographie est prise montrant M. Gatti allongé sur un lit et M. Perez, assis à ses côtés, tenant à la main un exemplaire du journal *la Tarde* du 23 juin. Ce document était, naturellement, destiné à confirmer aux responsables clandestins de la R.O.E. que leur leader était bien vivant à cette date.

« C'est fini »

Les ravisseurs de M. Gatti s'impatientent devant les inviolables lenteurs de la transmission des messages. Le 17 juillet, ils annoncent inopinément à M. Perez : « Cette... frère Gatti est finis ! » Ce jour-là, ils le mettent alors en présence de M. Leon Duarte, un autre leader de la R.O.E., également enlevé quelques jours auparavant en compagnie d'une vingtaine d'Uruguayens.

Apparemment, les ravisseurs semblent décidés à demander une nouvelle rançon, comme ils l'ont fait pour M. Gatti. Ils relâchent une dernière fois, M. Perez en lui disant : « On vous reconduira. »

« Cela a été ma dernière rencontre avec ces gens-là, conduit M. Perez. Je suis allé avec toute ma famille au bureau du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Buenos-Aires. Nous sommes restés quatre jours dans les locaux avant d'obtenir un visa pour la Suède. » — J.-P. C.

« Deux avocats argentins, MM. Gustavo Roca et Lucio Garzon Macea, ont donné, lundi 18 octobre, à Paris, une conférence de presse au siège du parti socialiste sur la « répression et les atteintes aux libertés en Argentine ». Ils ont relaté le témoignage personnel qu'ils avaient accepté d'apporter au sous-comité des relations internationales de la Chambre des représentants des États-Unis, les 26 et 29 septembre 1976. Victimes eux-mêmes de violences diverses, ils ont insisté sur le caractère particulièrement dégradant de la torture et des atteintes aux droits de l'homme en Argentine depuis l'arrivée au pouvoir de la Junta militaire : « Leur dénonciation publique devant le monde entier devient un devoir pour tout Argentin », ont-ils ajouté avant d'indiquer que leur seul « tort » était « d'avoir à défendre des prisonniers politiques dont la défense technique est devenue impossible ». Les avocats ont été assassinés ou emprisonnés, ils ont disparu ou sont exilés.

Le Congrès américain n'a pas encore conclu à la violation des droits de l'homme, alors qu'il a fait pour le Chili et l'Uruguay. Cette constatation est, suspensive des exportations d'armes ; celles qui sont destinées à l'Argentine s'élèveront à 80 millions de dollars pour 1977.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS
Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 46
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

L'Amérique du Nord. Où on veut. Quand on veut.

- Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes desservies par 29 vols hebdomadaires. Et reliées immédiatement au reste du continent par des correspondances intérieures.
- Washington en Concorde. En exclusivité sur Air France, Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). Tous les mercredis, vendredis et dimanches. 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. Correspondances pour New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles, Atlanta, Chicago, Nashville. Arrivée à destination le soir même. Après une journée bien remplie, la nuit américaine commence.
- Premier vol pour New York. En exclusivité sur Air France, le premier vol de la journée à destination de New York. Départ à 10 h. Arrivée à 13 h, heure locale. Chaque jour, un second départ à 13 h.
- Houston sans escale. Une autre exclusivité Air France : tous les lundis, mercredis, jeudis, samedis, Houston sans escale. En Boeing 747.
- Chicago et Los Angeles. A l'est, Chicago en Boeing 747 : à 11 h, tous les jours sauf les mardis et samedis. A l'ouest, Los Angeles en Boeing 747 : tous les jeudis, vendredis et dimanches à 16 h.
- Toronto sans escale. En exclusivité sur Air France, Toronto sans escale 3 fois par semaine en Boeing 747. Et Montréal 5 fois par semaine. Egalement en Boeing 747.
- Mexico au plus près. Sur Air France, le vol le plus rapide vers Mexico. Avec une seule escale à Houston. Les lundis, mercredis, jeudis et samedis.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Le Monde

POLITIQUE

ATIONALE
ébat

M. Labbé : l'initiative de M. Chirac
correspond à la volonté du groupe U.D.R.

A l'issue de la réunion du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, président de ce groupe, a rejeté mardi 19 octobre les accusations portées contre certains députés U.D.R., qui, ayant proposé un impôt sur la fortune, auraient contribué à détériorer la situation financière.

« Nous ne sommes pas responsables de cette dégradation », a-t-il dit. Nous n'avons pas l'intention de demander un impôt sur la fortune qui se surajouterait à la fiscalité existante. Nous voulons que l'impôt sur le capital ne subisse la taxation des plus-values. La taxe sur les plus-values est un mauvais texte, et nous espérons que le problème sera repris. Notre désir est de parvenir à une réforme de la fiscalité pour mettre un terme aux inégalités. Il aurait été plus juste — avant de s'adresser à notre groupe — de stigmatiser d'abord les auteurs de la dégradation fiscale, qui a commencé longtemps avant le projet sur les plus-values.

Le groupe U.D.R. a également examiné l'avenir du mouvement gaulliste après des communications de M. Labbé et Guéhen, secrétaire général de l'U.D.R. M. Labbé a indiqué, à l'issue des travaux : « L'initiative de M. Chirac est bonne et elle correspond à la volonté de l'ensemble du groupe de promouvoir un vaste rassemblement. Il ne s'agit pas de l'initiative d'une simple personnalité. C'est l'ensemble du groupe et du mouvement qui entourent se situent dans ce rassemblement. Jacques Chirac n'est pas seul ; nous sommes avec lui pour une opération qui s'est faite « chiraquienne ». Nous sommes gaullistes, nous n'avons pas voulu être pom-

pidiens, nous ne sommes pas giscardiens, nous ne sommes pas chiraquistes. Nous n'allons pas chercher à pousser l'U.D.R. où elle n'est pas de droite. Nous voulons lui redonner sa vocation essentielle de vaste rassemblement populaire, tel que l'avait défini le général de Gaulle. La plate-forme que nous établirons présentera une synthèse d'idées qui nous permettront de faire appel à des hommes nouveaux, aux milieux socio-professionnels, à la jeunesse.

Les réserves
de M. Chaban-Delmas

M. Labbé a indiqué qu'un cours de la discussion, M. Chaban-Delmas avait été « le seul à mettre en garde contre le risque opérationnel personnel ». L'ancien premier ministre a reproché avec vivacité à M. Chirac de penser davantage à l'élection présidentielle de 1981 qu'aux municipales de 1977 et aux législatives de 1978, et il a assuré que son initiative contribuait à diviser la majorité.

M. Raymond Barre qui, le 20 octobre, sera entendu par le bureau du groupe sur les problèmes européens, a assisté mardi à une partie des délibérations du groupe. Il a été interrogé sur l'accroissement des impôts locaux, qui dépasse parfois 100 %, sur les contrôles fiscaux parfois anormaux. Il a demandé que les cas contestables lui soient signalés. Le premier ministre a indiqué qu'il ne redoutait pas une baisse de la consommation mais plutôt un gonflement anormal, et il s'est référé, à ce propos, aux résultats du Salon de l'automobile.

LA REVUE « L'APPEL » : les
gaullistes doivent quitter la
majorité.

Dans la revue gaulliste *L'Appel* d'octobre, M. Olivier Germain-Thomas, directeur de la publication écrit : « M. Chirac et, derrière lui, l'U.D.R. affirment vouloir retourner aux sources du gaullisme. Dans cette période de décadence où les Français éprouvent une nostalgie pour la grandeur et la fermeté d'hier, ce choix est certainement de bonne politique, mais les années de décadence — voire de trahison — de ceux qui le font empêchent tout gaullisme sincère d'y voir autre chose qu'une ruse de la société libérale convenue tant que les preuves de la stérilité de la conversion ne sont pas apportées. »

Après avoir été la politique de défense, la participation dans les entreprises et la construction européenne, l'auteur estime que les choix du président de la République ne correspondent pas aux options gaullistes et affirme qu'on ne peut « s'affirmer gaulliste sans rompre avec le giscardisme » et que les gaullistes doivent « quitter la majorité présidentielle ».

M. Germain-Thomas souhaite que des candidats U.D.R. se présentent dans toutes les circonscriptions électorales.

LES ANCIENS DÉPUTÉS GAUL-
LISTES : l'U.D.R. doit avoir
une plus grande liberté
d'action.

L'Union des anciens députés gaullistes, réunie lundi 18 octobre à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Triboulet, ancien ministre, et en présence de M. Olivier Guichard, garde des sceaux, a regretté que la conduite du gouvernement ne soit plus assurée par un homme politique appartenant à l'U.D.R., principal mouvement gaulliste et principal force de la majorité, et a ajouté : « Cette situation nouvelle donne désormais à l'U.D.R. une plus grande liberté d'expression et d'action, que les anciens députés gaullistes n'ont cessé de considérer comme nécessaire. »

Prenant acte de l'initiative de M. Jacques Chirac, l'Union estime que « le plan Barre est limité aux seuls problèmes de la nation de majorité présidentielle, d'ailleurs étrangère aux concepts institutionnels du général de Gaulle, ne saurait permettre à la majorité gaulliste de répondre pleinement aux aspirations des électeurs français. »

AU SÉNAT

La protection sociale des travailleurs français à l'étranger

Le Sénat a adopté, mardi 19 octobre, avec quelques modifications (sa première lecture avant l'Assemblée nationale), le projet de loi relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés de l'étranger.

« Ce projet », a indiqué le rapporteur, M. LOUIS GROS (Ind.), tend à renforcer la protection sociale des salariés du secteur privé installés à l'étranger et celle de « leurs familles. Il répond aussi aux préoccupations des entreprises françaises soucieuses d'affirmer leur expansion au-delà de nos frontières et, pour cela, d'être en mesure de proposer à leur personnel des conditions d'emploi « attrayantes. »

Ce texte a tout d'abord pour objet de donner aux détachés qui tiennent leurs droits à la sécurité sociale de leur pays d'origine un statut social légal. Une seconde série de dispositions concerne les salariés expatriés.

Le projet de loi leur ouvre le droit de se couvrir volontairement contre les risques maladies-maternité-invalidité, ainsi que contre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ces deux assurances volontaires nouvelles, s'ajoutant à l'assurance volontaire vieillesse, leur permettent de bénéficier, s'ils le souhaitent, d'une protection sociale très complète.

M. Gros souligne néanmoins les difficultés pratiques qui restent à surmonter, notamment pour le paiement des cotisations dans les pays qui s'opposent aux transferts de fonds. M. PALMIERO (Union centriste), maire de Menton, demande que l'on revise la convention de 1952, qui n'est pas favorable aux salariés travaillant dans la Principauté de Monaco.

« Ce projet », souligne M. BESUT-LAC, ministre du travail, s'insère dans un ensemble plus vaste, favorable aux salariés travaillant dans la Principauté de Monaco. « Ce projet », souligne M. BESUT-LAC, ministre du travail, s'insère dans un ensemble plus vaste, favorable aux salariés travaillant dans la Principauté de Monaco.

« Ce projet », souligne M. BESUT-LAC, ministre du travail, s'insère dans un ensemble plus vaste, favorable aux salariés travaillant dans la Principauté de Monaco.

rance prioritaire, le progrès est plus marqué encore. »

Le ministre répond à M. Palmiero que le problème des salariés français de Monaco est à l'étude.

Les sénateurs ont adopté plusieurs amendements, qui visent principalement à préciser les garanties données aux travailleurs expatriés, en particulier à valoir assurer la continuité de la couverture des risques au départ et au retour du travailleur.

Ils ont ensuite voté, sans modification, un projet de loi dont le rapporteur était M. MARIE-ANNE (U.D.R.), sénateur de la Martinique, et dont l'objet était d'adapter la législation métropolitaine la protection sociale de certaines catégories de marins dans les DOM et les TOM.

Au début de la séance de l'après-midi, M. LIGOT, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a répondu à une ques-

tions de M. SCHIELE (Un. centr.), concernant notamment les compétences respectives des collectivités locales et des régions. Il a déclaré : « Nous souhaitons déconcentrer les compétences administratives départementales au niveau des chefs-lieux d'arrondissement. »

« Toute action sur les structures tendra à la déconcentration. Les services extérieurs doivent être mieux dotés, pourvus de plus de latitude d'application en même temps que de directives plus précises pour l'action. »

« Dans son discours de Dijon sur les régions, le chef de l'Etat a déclaré qu'on s'en tiendrait pour l'instant à la loi de 1972, qui est, d'ailleurs, évolutive. L'Etat a transféré aux régions le pouvoir de répartir certains investissements entre les départements ; le crédit par habitant destiné aux régions passe de 25 F à 30 F. »

A. G.

M. Monory : les chances de succès
du plan de lutte contre l'inflation sont minces

M. René Monory (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances du Sénat, déclare notamment, dans une note de conjoncture qu'il vient de rendre publique : « C'est avec trois ans de retard que la France s'engage dans une véritable lutte contre l'inflation. (...) S'attaquant seulement, en septembre 1976 à l'inflation, la France part avec un sérieux handicap. Il ne s'agit pas seulement de réparer les erreurs passées, mais de prendre conscience que dans les circonstances actuelles les chances de succès sont minces. Il est donc plus que jamais nécessaire de dire la vérité aux Français pour que ceux-ci puissent réaliser combien étroite est la voie dans laquelle nous sommes engagés. »

M. Monory dresse ensuite le « constat » de l'actuelle situation économique et financière. Il note en particulier la faiblesse de notre commerce extérieur, puis analyse les divers aspects du plan Barre, regrettant la réduction des investissements de l'Etat qui comporte le budget de 1977, et estimant que les investissements des entreprises publiques seront rendus difficiles à cause des problèmes de financement qui posera la norme de 6,5 % pour les prix des tarifs publics. « Il n'est pas douteux, affirme-t-il, que la perspective ne rencontre, jusqu'à présent, qu'une assu-

croissance aggraveront encore les perspectives en matière de chômage qui, pourtant, étaient déjà assez sombres. »

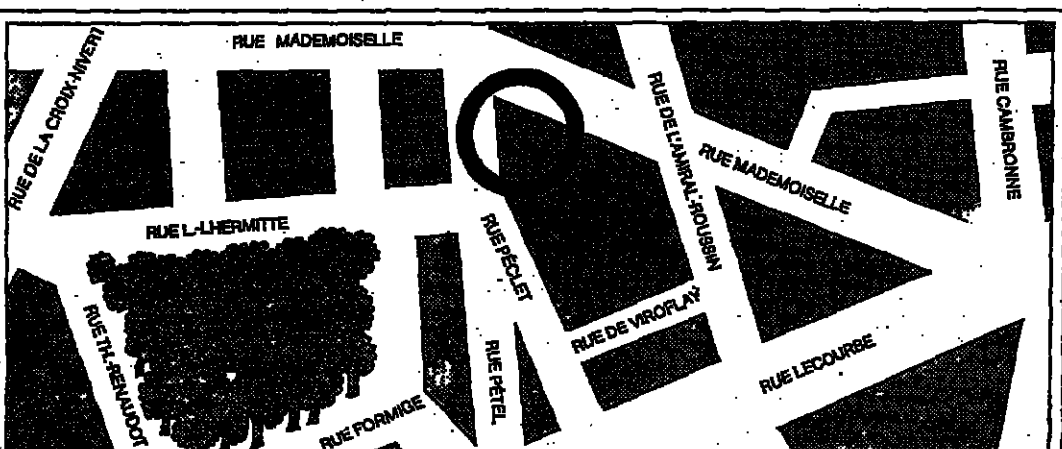
En conclusion, le rapporteur général déclare notamment : « Le programme engagé par le nouveau gouvernement a constitué un redressement salutaire. Malheureusement, son exécution s'engage dans une période difficile. Sur le plan international, comme sur le plan national, de nombreux signes indiquent un très net ralentissement de la croissance. Aussi les mesures contre l'inflation, qui comportent inévitablement des effets de réduction de la demande, risquent-elles de plonger la France, comme un certain nombre d'autres pays, dans une nouvelle période de récession, aggravant encore un chômage qui est déjà fort préoccupant. »

« De plus, l'ensemble de ces dispositions ne constitue en réalité que des mesures d'urgence, créant un choc psychologique certain, laissant un état pour engager des réformes plus en profondeur. Mais on peut regretter que le gouvernement ait préféré en ce domaine faire des déclarations d'intention, dont on peut toujours se demander si elles seront suivies d'effets, plutôt que de prendre des décisions rapides, quitte à les corriger ultérieurement en fonction des premiers résultats. »

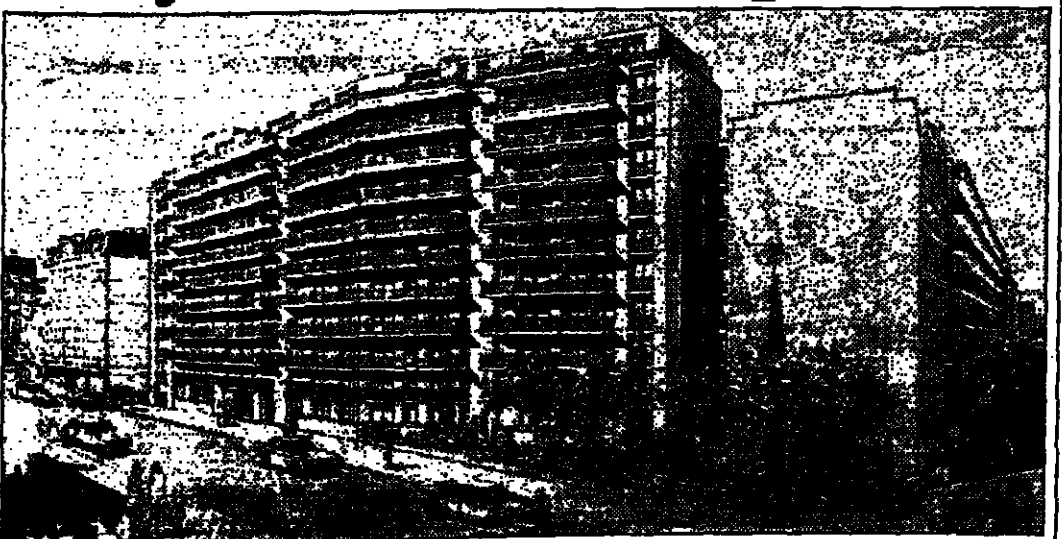
Sonia Rykiel
se raconte.

Avec croquis
à l'appui.

Cette semaine dans ELLE.



Dans le 15ème vivant,
il y a un 15ème tranquille.



Le 52 Rue Mademoiselle
Du studio au 5 pièces et 2 pièces duplex avec jardin

Notre 15^e, c'est celui de la rue Lecourbe, de la rue Cambronne, des boutiques, des métros, des bus... Mais notre 15^e, c'est aussi celui du calme, des squares et des arbres, à deux pas de cette vivante animation.

SEFRI-CIME 538.52.52

Renseignements sur place
et Tour Maine-Montparnasse - Paris



Il y a des moments où on aimerait bien avoir des sous-titres.

Et si on vous proposait un moyen
pas bête et plutôt amusant d'être dans le coup
quand on vous parle anglais ?*

Léts face à (regardons les choses en face) : l'anglais ou l'américain que l'on vous parle n'arien à voir avec l'anglais que l'on vous a appris. Cet anglais que vous avez du mal à suivre dans vos affaires ou dans votre vie privée, vous pouvez maintenant vous le mettre en tête (sans vous ennuier) et le parler avec une nouvelle méthode : les cassettes Gimmick.

L'anglais par le français.

Nouveauté number one des cassettes Gimmick : tout ce qui est dit, vous le comprenez. Parce que tout est traduit. Ça ne se fait peut-être pas d'habitude, mais c'est très efficace. Des amis parlent et d'autres vous soufflent la traduction. C'est comme un sous-titre sonore. Comme ça, on peut les écouter partout, ces cassettes. En voiture, par exemple ou dans son bain sans avoir besoin de chercher dans un livre.

De l'anglais dans le coup.

L'anglais du Gimmick n'est pas un anglais de tableau noir, c'est un anglais « sur le tas ».

* Le Gimmick existe en allemand, espagnol, anglais 1 et anglais 2.

Bon pour recevoir une documentation gratuite
avec échantillon sonore.

Bon à découper et à renvoyer à A.F.C. 26 rue d'Aboukir, 75002 Paris.

Les cassettes Gimmick m'intéressent.
Je voudrais recevoir une documentation
complète avec échantillon sonore sur le
Gimmick ☐ anglais, ☐ allemand,
☐ espagnol. (Cochez la case souhaitée.)
Je joins à ce bon 3F en timbres pour
les frais d'envoi.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

A.F.C. UNE EXCLUSIVITE FLAMMARION.

LM1

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing à la Réunion

(Suite de la première page.) Les habitants de l'île s'étaient, en effet, rassemblés en grand nombre — quelques dizaines de milliers de personnes — pour rendre hommage au chef de l'Etat. Il est vrai que les paroles de la majorité, qui avaient été appelées à cette vaste manifestation, n'avaient pas ménagé leur peine : transport gratuit, services publics fermés, travailleurs des entreprises privées en congé (sans salaire). Sous l'impulsion de M. Robert Bassot, qui avait déjà préparé le voyage de M. Giscard d'Estaing aux Antilles, il a été organisé, en décembre 1974, un spectaculaire effort de mobilisation avait été entrepris : distribution de tee-shirts, campagne d'affichage, chansons à la gloire du président, dont la plus diffusée — le « sega des Antilles », par le célèbre Luc Donat — invite à danser le sega « pour notre patron Giscard d'Estaing ».

Les départementalistes avaient voulu faire, de toute évidence, de cet accueil un test de l'attachement de la population à la France. « Quand le Concordat apparaît dans le ciel de Gilet, écrit-il la *Journal de l'île de la Réunion*, c'est la France que tous les Réunionnais et toutes les Réunionnaises perçoivent. » On attendait donc de M. Giscard d'Estaing qu'il exaltât la présence française dans l'Océan Indien.

M. Michel Debré, député de la première circonscription de l'île, confiait pour sa part, mardi soir : « Les Réunionnais ne doutent pas d'eux-mêmes. Mais ils doutent de l'Etat. L'évolution de plusieurs territoires de la région, en particulier de Mayotte (île de l'archipel des Comores) pour laquelle le gouvernement a renoncé au statut départemental après l'avoir envisagé à ces inquiétudes. Le *Quotidien de la Réunion*, concurrent du journal précédemment cité, soulignait à cet égard que pour rétablir la confiance, « l'Etat et son chef affirment leur volonté qu'elle soit ». Il ajoutait : « L'irréversibilité du statut n'est pas encore ressentie comme un acquis inaliénable. » M. Giscard d'Estaing avait déjà répondu la veille, dans des interviews aux deux principaux quotidiens de l'île, que « la place des DOM au sein de la République est sous enquête » et que « le département est le statut de droit commun pour les citoyens de la République, il faut qu'on s'en persuade ». Les nouvelles assurances fournies par le chef de l'Etat permettent donc aux « nationaux », comme on les appelle ici, de donner plus de poids à leur test.

En face, les autonomistes semblaient dans l'expectative. En

dépit des traditionnelles batailles d'inscriptions avant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, des jets de clous sur la chaussée, et des « segas » contestataires, les partis de gauche sont restés en effet plutôt discrets. Rien de comparable avec les manifestations auxquelles avait donné lieu, il y a près de deux ans, le voyage du chef de l'Etat aux Antilles. Il est vrai que, pour éviter le renouvellement de pareils incidents, présents à tous les esprits, le service d'ordre avait été renforcé par un millier de gendarmes.

Si M. Paul Vergès, secrétaire général du parti communiste réunionnais, a ironisé sur le « cirque » organisé par la majorité, il a laissé celle-ci occuper le terrain. Quant à *Témoignages*, organe du P.C.R., tout en dénonçant le « gaspillage » provoqué par « l'opération Giscard », il présentait, dans un catalogue de revendications économiques, mais n'écrit pas le mot autonome.

C'est sans doute à Saint-Louis, seule commune d'opposition visitée par M. Giscard d'Estaing, que la gauche fera, jeudi matin, entendre sa voix.

THOMAS FERENCZI.

« JUSTICE ET PAIX » DÉCLARE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADANTES DES RÉUNIONNAIS

Le groupe Justice et Paix de la Réunion (1) a informé publiquement M. Valéry Giscard d'Estaing de la situation « préoccupante » de ce département français. Malgré des apparences de prospérité, la Réunion connaît, dit-il, une dégradation constante de la situation. La production locale diminue constamment (cultures vivrières, vanille, géranium, élevage, produits transformés). Le secteur tertiaire s'effondre. On veut faire croire que le salut ne peut venir que de la France, ce qui est une atteinte à la « dignité » du Réunionnais. L'ensemble est insupportable. Le nombre de chômeurs et d'alcoolisés ne cesse d'augmenter. « La radio et la télévision martèlent intensivement une information et une culture importées, aliénantes et trompeuses, et méconnaissent totalement les conflits et problèmes locaux. Non seulement les Réunionnais ne s'y reconnaissent pas, mais ils y perdent leur identité, leur originalité. L'homme réunionnais en sort méconnaissable, bédouin en Occidental moyen. »

(1) Organisation officielle de l'Union des législateurs de la Réunion, créée en 1962, et qui agit en tant que service de l'homme et des sociétés.

Le Mouvement de la jeunesse communiste va tenir un congrès extraordinaire

M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, a évoqué mardi 19 octobre, à l'occasion d'un

LE P.S. LANCE UNE CAMPAGNE POUR DÉVELOPPER LES SECTIONS D'ENTREPRISE

La fédération de Paris du parti socialiste a présenté, mardi 19 octobre, au cours d'une conférence de presse, la campagne qu'elle organise du 11 octobre au 11 novembre, afin de développer ses sections et groupes d'entreprises. Son premier secrétaire, M. Pierre Mingotaud, a déclaré : « Cette campagne vise à contribuer à combattre, sur les lieux mêmes du travail, les conséquences de la politique du pouvoir, et néfastes pour les salariés. Elle s'inscrit en outre dans la perspective des échéances électorales de 1977 et 1978. » Un effort particulier est entrepris dans les secteurs économiques où les socialistes sont encore assez mal implantés : construction électrique, commerce, assurances, presse, S.N.C.F. chauffeurs. La campagne prendra notamment la forme de distributions massives de tracts et de rencontres entre des membres du secrétariat national du P.S. et des travailleurs de grandes entreprises parisiennes. Enfin, le numéro de novembre du mensuel de la fédération, le *Nouveau Populaire de Paris*, sera presque exclusivement consacré aux difficultés des salariés de la capitale et fera l'objet d'une diffusion particulière.

Dans les entreprises parisiennes, on dénombre 97 sections du P.S. (environ le tiers du total national) contre 88 en 1975 ; les membres de ces sections appartenant principalement à la C.F.P.T. (35,5 %) et à la C.G.T. (33,5 %). On ne compte parmi eux que 8,5 % d'ouvriers (contre 50,5 % d'employés, 16 % d'agents de maîtrise et assistants et 25 % de cadres) ; plus des trois quarts sont des hommes et près des deux tiers ont moins de quarante ans.

déjeuner de presse, le congrès extraordinaire du mouvement, convoqué du 9 au 12 décembre. Pour la première fois dans leur histoire, les jeunes communistes ont invité à leurs assises, outre des représentants des formations politiques de gauche et des organisations de jeunesse communiste de tous les pays du monde, les jeunes socialistes et sociaux-démocrates d'Europe. Le but de ce congrès est de faire le point, après le XXII^e congrès du P.C.F. de l'évolution des idées au sein du mouvement communiste. « Si le Mouvement de la jeunesse communiste de France, l'Union des étudiants communistes sont par principe sur les positions du parti communiste, nous ne devons en rien un acte de discipline, mais le résultat d'un large débat démocratique, d'une réflexion libre et constructive menée par tous nos militants », a rappelé à ce sujet M. Catala.

Auparavant les jeunes communistes organisent, du 8 au 15 novembre, une série d'élections en direction des collèges d'enseignement technique. Enfin, M. Catala a noté que, pour la première fois, les jeunes vont, dès dix-huit ans, pouvoir participer aux élections municipales. Il a précisé que des membres du Mouvement de la jeunesse communiste seront présents sur toutes les listes parmi les candidats du P.C.F. « C'est là, a-t-il noté, une décision très importante que notre parti et notre mouvement ont prise. Elle est bonne pour la jeunesse. Pris parmi les meilleurs de nos militants, les défenseurs reconnus des jeunes, nos conseillers élus seront les représentants de la jeunesse dans les conseils municipaux, ils y feront valoir ses droits et ses exigences. »

Le comité central du P.C.F. se réunira mardi 9 et mercredi 10 novembre pour étudier un rapport de M. André Lajoinie, membre du bureau politique, sur la situation politique et un autre de Mme Madeleine Vincent, également membre du bureau politique, intitulé : « Pour les femmes, une vie heureuse, libre et responsable dans l'égalité. »

La préparation des élections municipales

RENNES : M. Fréville renoncera à son mandat de maire.

M. Henri Fréville, sénateur de l'Union centriste, annoncé mardi 19 octobre qu'il ne solliciterait pas la reconduction de son mandat de maire après les prochaines élections municipales. Il a indiqué qu'il avait demandé à M. Jean-Pierre Chaudet de conduire la liste de la municipalité sortante. M. Chaudet est actuellement adjoint, membre du conseil régional de Bretagne, président de la Société économique mixte d'aménagement et d'équipement de la Bretagne, président de la répartition départementale des républicains indépendants et professeur à la faculté de droit de Rennes (le *Monde* du 12 octobre).

Dans une lettre qu'il a adressée à M. Jacques Croissant, député U.D.R. d'Ille-et-Vilaine, M. Yves Croissant, secrétaire général de l'U.D.R., écrit : « Si est normal que M. Fréville marque ses préférences en ce qui concerne son successeur, je vous confirme que les élections pour les grandes villes sont données par le comité des secrétaires généraux des divers mouvements de la majorité. Or aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne la ville de Rennes. »

Outre M. Chaudet et Croissant, deux autres personnalités appartenant à la majorité pourraient briguer la succession de M. Fréville. Il s'agit de M. François Le Douarrec, député U.D.R., et de M. Claude Champan, professeur à la faculté des sciences juridiques de Rennes, président du comité économique et social de Bretagne depuis le 6 septembre dernier.

CAMBRAI : M. Perrier mène les négociations au nom du P.S.

(De notre correspondant.)

Lille. — Contrairement à ce qui a été écrit (le *Monde* du 19 octobre), M. Raymond Gernès, maire de Cambrai, ne quitte pas le parti socialiste, bien qu'il ait renoncé à ses fonctions de secrétaire de la section locale du P.S. Dans une lettre adressée aux militants, il écrit : « Depuis des mois, certains depuis des années, mènent une campagne systématique pour démolir Raymond Gernès par tous les moyens. Cinq ans de ma vie ont été gaspillés, quatre années de vie vaine, renouées à ses fonctions de secrétaire de la section locale du P.S. »

M. Gernès, qui avait été élu député en 1936, a dit en 1973 se désister pour le candidat communiste de la ville de Cambrai, M. Jacques Legendre (U.D.R.) fut élu. M. Gernès, qui est maire de Cambrai depuis 1945, a été en minorité au début du mois de juin au cours d'une réunion de la section socialiste lors de la désignation du responsable chargé de mener les négociations pour la constitution d'une liste d'union de la gauche à Cambrai. C'est Jean Perrier, conseiller municipal et conseiller général, qui fut désigné. C'est lui d'ailleurs qui conduira aux prochaines élections municipales une liste d'union de la gauche et de diverses personnalités de Cambrai.

● A Sarcelles (Val-d'Oise), M. Raymond Lamontagne, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, sans être, favorable à la mal, a annoncé sa candidature à la tête de la liste aux prochaines élections municipales. M. Lamontagne, qui l'avait emporté aux élections cantonales de mai dernier dans le canton de Saint-Denis, a été battu par son adversaire, M. Henry Canac, député communiste, maire de Sarcelles, a indiqué qu'il espérait attirer également des élus du parti socialiste sur sa liste.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● M. Raymond Julien, conseiller général de Blanquefort (Gironde), président de la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche, sera le candidat de l'U.C.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate), qui réunit le P.S. et le M.R.G., à l'élection législative partielle organisée dans la cinquième circonscription de Gironde, où M. Aymar Achille-Poulé, ancien secrétaire d'Etat, tente de retrouver son siège.

● M. Georges Vieilledent (sans étiquette) a décidé de retirer sa candidature pour l'élection législative partielle organisée dans la deuxième circonscription de la Haute-Loire et destinée à pourvoir le siège de Jean-Claude Simon, décédé (le *Monde* du 19 octobre).

AU CONSEIL DES MINISTRES

La réforme de l'aide au logement tend à renforcer le droit des Français à la constitution d'un patrimoine

Le conseil des ministres s'est réuni mardi 19 octobre sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● STATUT DE LA MAGISTRATURE

Le conseil a adopté un projet de loi organique modifiant l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature. Ce projet vise à la fois à améliorer le statut des magistrats et à renforcer le rôle de la magistrature par l'institution d'un conseil d'Etat de Paris d'un premier président adjoint et d'un premier vice-président adjoint. Ce projet vise également à améliorer le statut des magistrats par l'institution d'un conseil d'Etat de Paris d'un premier président adjoint et d'un premier vice-président adjoint.

Le projet de loi prévoit, par ailleurs, le classement hors hiérarchie des présidents et procureurs de la République des tribunaux de grande instance de province les plus importants : Marseille, Lyon, Lille et Versailles. Cette amélioration s'ajoute à celles qui concernent la situation des chefs des cours les plus importantes prévues par le projet de loi de finances pour 1977.

● LES AMENDES DANS LES T.O.M.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi qui aligne le système de perception des amendes dans les territoires d'outre-mer sur le régime métropolitain pour certaines infractions de simple police : le contrevenant acquiesce l'amende, en matière d'infractions au code de la route, soit par le paiement immédiat à l'agent verbalisateur, soit par paiement différé, dans un délai de quinze jours, au moyen d'un timbre amende.

● STATUT DU T.F.A.L.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la composition de la chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas. La chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas est composée de quarante membres dont les sièges sont répartis entre des sections électorales ; le nombre de députés de chaque section est déterminé par la loi. La loi du 10 juillet 1975 sur la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas ayant augmenté de façon importante le nombre des citoyens français, et donc des électeurs, le projet permet au gouvernement de modifier, par ordonnance, la composition des sections ainsi que la répartition des sièges de députés au sein de ces sections. Les ordonnances prises dans ces conditions seront soumises à la ratification du Parlement au plus tard le 1^{er} décembre 1977.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (département et territoires d'outre-mer) a fait le point de l'évolution institutionnelle du Territoire des Afars et des Issas vers l'indépendance. La population sera consultée sur l'indépendance par un référendum qui interviendra au printemps de 1977. Selon le choix fait par la population, une Assemblée constituante sera ensuite élue pour élaborer la Constitution du Territoire, qui deviendra indépendante en 1977. Le secrétaire d'Etat a exprimé le souhait que la réconciliation amorcée entre les ethnies et les partis politiques se développe et s'étende. Il a souligné qu'un effort sera fait pour aider le Territoire à surmonter les difficultés économiques et financières qu'il traverse actuellement. Le président a confirmé que la France poursuivait son action diplomatique en vue de conforter auprès de l'opinion internationale et de ses voisins la position du futur Etat.

● LOGEMENT.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant réforme du

logement. Ce projet a un triple objectif : développer l'accès à la propriété de logement en offrant à ceux qui ne peuvent aujourd'hui y prétendre, la raison de préférence, les ressources, un concours leur permettant de dépasser les charges financières que cela entraîne, et veiller à l'égalité devant le logement en ouvrant effectivement l'accès de l'habitat social à ceux qui en ont le plus besoin et en déterminant la liste de ces habitants ; améliorer une amélioration générale de la situation de l'habitat social dans les conditions socialement satisfaisantes.

Le projet de loi crée une aide personnelle attribuée aux logements construits ou rénovés, après la mise en vigueur de la loi, au moyen des nouvelles formes de prêts ou de subventions de l'Etat. Elle s'ajoute également aux R.L.M. (40 %) constructeurs pour lesquels une convention a été passée avec l'Etat. Le montant de cette aide, qui sera attribuée qu'un titre de la résidence officielle, sera fonction de la situation personnelle de l'occupant, qu'il soit propriétaire ou locataire ; dépenses de logement, charges de famille, ressources. L'aide personnelle sera révisée annuellement, après avis du comité d'orientation du Fonds national de l'habitation et du Conseil national de l'habitation à la propriété.

Le Fonds national de l'habitation est chargé du financement et de la gestion de l'aide personnelle. Placé sous l'autorité du ministre chargé du logement, il est composé de représentants des administrations concernées et des représentants de la Caisse nationale des allocations familiales. Les recettes de ce fonds sont constituées par des contributions provenant du budget de l'Etat, qui diminue les aides à la pierre, et par celles des régimes de prestations familiales, du Fonds national d'aide au logement, ainsi que par contributions des bailleurs de logements ayant passé une convention avec l'Etat. L'Etat assure l'équilibre des recettes et des dépenses du nouveau régime d'aide.

Cette aide sera liquidée et payée pour le compte du Fonds national de l'habitation et, selon les modalités, par les organismes ou services désignés par décret par ceux qui sont chargés de gérer les prestations des conventions nationales. Les conventions nationales seront conclues par le président du Fonds national de l'habitation avec, d'une part, la Caisse nationale des allocations familiales, et d'autre part, la Caisse centrale d'allocations familiales mutualistes agricoles. Cette réforme fera l'objet d'une mise en œuvre progressive.

● L'ADMINISTRATION DE PARIS.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a fait une communication sur la mise en place de la réforme du régime administratif de la ville de Paris.

Une commission générale comprenant des représentants de l'Etat, du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Paris a été créée pour examiner les problèmes posés par la mise en place de la commune et du département de Paris : répartition des attributions de la préfecture de Paris entre la commune, le département et Paris, modifications statutaires relatives aux personnels de la Ville de Paris qui doivent être affectés dans les emplois des nouvelles collectivités de l'Etat, conséquences budgétaires de la réforme. Parallèlement, une commission composée exclusivement de conseillers de Paris examinera les incidences de la réforme sur les personnels des collectivités syndicales et des établissements publics de l'Etat, les conséquences budgétaires de la réforme. Parallèlement, une commission composée exclusivement de conseillers de Paris examinera les incidences de la réforme sur les personnels des collectivités syndicales et des établissements publics de l'Etat, les conséquences budgétaires de la réforme.

En outre, le ministre d'Etat a indiqué que le conseil des ministres a approuvé un projet de loi relatif à la composition de la chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas. La chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas est composée de quarante membres dont les sièges sont répartis entre des sections électorales ; le nombre de députés de chaque section est déterminé par la loi. La loi du 10 juillet 1975 sur la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas ayant augmenté de façon importante le nombre des citoyens français, et donc des électeurs, le projet permet au gouvernement de modifier, par ordonnance, la composition des sections ainsi que la répartition des sièges de députés au sein de ces sections. Les ordonnances prises dans ces conditions seront soumises à la ratification du Parlement au plus tard le 1^{er} décembre 1977.

● VOYAGE EN POLOGNE.

Le président de la République a autorisé le conseil des ministres des ministres de l'Intérieur, de l'Etat, de la République polonaise de Pologne.

Mesures particulières

Le conseil des ministres a adopté les mesures suivantes : Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, le conseil municipal de la commune de Mirabel - aux - Baronnies (Drôme) est dissout. Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et du secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, M. Henri Baux administrateur civil, est nommé administrateur supérieur des Iles Wallis et Futuna en remplacement de M. Yves Arbellot-Repaire.

LES CITOYENS DU MONDE organisent une manifestation

« QUELQUES HEURES POUR LA CITOYENNETÉ MONDIALE »

le SAMEDI 23 OCTOBRE, de 15 heures à 22 heures

Hôtel des Ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, av. d'Alsace, PARIS-10

Jean d'ARCY, ANTOINETTE BRESSON, Edmond BONNEFANT, Charles CANNI, Georges CASALIS, Michel CEFFRE, Jean-Jacques de FELICE, Jean FORASTIER, Georges FLEDMANN, Eustache GEORGIADES, Alfred KASTLER, Irène de LÉPROVIER, Louis PELLERIN, Louis QUENNEL, Michèle SAINT-LO, Jacqueline THOMAS-FATTEGROSSI, Jean TOULAT.

pendant que

SAINT-CLAUDE, Brigitte SAUVAGE.

Chanteront ou réciteront leurs poèmes.

φίραμα?

5 jours pour mesurer l'évolution du matériel scientifique et technique

PHIRAMA 76

12.000 M² D'EXPOSITION • 750 FIRMES PRESENTES • 3 SECTIONS

EQUIPEMENT DE LABORATOIRE — ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE — CONTROLE ET REGULATION

CYCLE DE CONFERENCES — L'Informatique au service de la science, de la médecine et de la technique

25-29 OCTOBRE-MARSEILLE

PARC CHANOT

PHIRAMA

pour tous renseignements

FOIRE DE MARSEILLE 13286 Marseille Cedex 2 Tél. : (01) 54.15.80 Téléc. : 410.021

1976-1977

1976-10-21

ADMINISTRATION

Les documents de caractère général devront être rendus publics

annonce M. Marceau Long

Environ deux cents hauts fonctionnaires, universitaires et chercheurs ont participé, les 15 et 16 octobre, à une rencontre sur le thème « Administration et recherche », présidée par M. Bernard Gregory, délégué général à la recherche scientifique, et M. Marceau Long, secrétaire général du gouvernement. Ce colloque était organisé par la Commission de coordination de la documentation administrative (C.C.D.A.) et le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).

Les participants ont d'abord recensé les difficultés que rencontrent les uns et les autres à l'occasion des recherches entreprises sur et pour l'administration. Quels sont les obstacles à une bonne coopération entre fonctionnaires et chercheurs ? L'obstacle le plus souvent cité au cours des débats fut la tradition, pour ne pas dire l'obsession, du secret administratif auquel se heurte le chercheur pour accéder à la documentation. La recherche administrative se fait traditionnellement de façon « silencieuse », a pu écrire M. Jean-Luc Bodiguel, chargé de recherches au C.N.R.S. dans son rapport de synthèse. Des difficultés de taille l'anarchie de la documentation et de l'information dans nombre d'administrations. M. Francis de Baecque, président de la Commission de coordination de la documentation administrative, a précisé qu'on pouvait dénombrer jusqu'à mille centres de documentation administrative à Paris, dont un tiers ne tiennent pas du tout à être connus, précisa-t-il. Il a souvent été question, enfin, des difficultés plus subjectives de communication entre administrateurs et chercheurs : disparité de langage, conflit entre l'utilitarisme et la recherche plus fondamentale, crainte de l'administrateur d'être remis en cause et du chercheur de perdre sa liberté.

Mais l'administration ne devient-elle pas de plus en plus scientifique, demande M. Georges Dupuis, président du groupe « administration - recherche » de la C.C.D.A. ? L'ancien scepticisme de l'administration face à la recherche s'est peut-être changé aujourd'hui en un snobisme inverse. Les résultats des chercheurs servent d'armes dans les conflits qui opposent les services administratifs concurrents. Dès lors il y a un risque de gaspillage de recherches, souvent dénoncé par la Cour des comptes. Et pourtant, les régions, les départements et les communes ont des besoins non satisfaits de recherche, alors que

celle-ci se concentre sur l'administration parisienne.

Quelles solutions apporter pour une meilleure entente administration-recherche ? En premier lieu, résoudre l'épineuse question du secret administratif par un code de déontologie précisant les rapports entre l'administration et ceux qui ont vocation de l'étudier ou d'étendre pour elle. Ce code de déontologie pourrait s'inspirer lui-même d'un véritable droit à la recherche. A l'autre bout de la recherche s'affirme la nécessité d'une large publicité donnée aux travaux des chercheurs.

Dans ce sens, M. Marceau Long a annoncé la sortie prochaine d'un décret obligeant les administrations à rendre publics les documents de caractère général : rapports des commissions administratives, études des chercheurs, rapports d'inspection, etc.

Une certaine mobilité entre les carrières de chercheur et d'administrateur devrait, d'autre part, faciliter leurs relations. Le but serait de permettre aux uns de vivre un temps les contraintes de l'action administrative, et aux autres de se familiariser avec la démarche scientifique. Enfin, il faut que l'administration connaisse, chaque instant, les études et les recherches qui sont conduites en son sein : M. Crémieux-Brilhac, directeur de la documentation française, a fait état, à ce sujet, d'un projet de fichier général des études et recherches effectuées sur et pour l'administration.

La tâche la plus importante demeure la poursuite de la rationalisation de la documentation administrative, qui constitue l'objectif permanent de la Commission de coordination de la documentation administrative (1), instituée auprès du premier ministre depuis juillet 1971.

(1) Commission de coordination de la documentation administrative, 23, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, tél. 251-50-10.

POINT DE VUE

Le statut général des fonctionnaires a trente ans

Un facteur de progrès

par CATHERINE LAUMIERE (*)

PUBLIÉ le 19 octobre 1946, le statut général des fonctionnaires, modifié par ordonnance du 4 février 1959, a été consacré à sa naissance comme une importante conquête sociale. A l'épreuve du temps, qu'est devenu ce texte qui concrétisait tant d'espoirs ?

Nul ne peut contester l'attachement que les fonctionnaires continuent de manifester à cet instrument de protection de leurs droits individuels et collectifs. En vérité, le statut consacrait des progrès fondamentaux, qui correspondent à des besoins de plus en plus généralement ressentis : la garantie de l'emploi, le déroulement régulier des carrières, la protection contre les sanctions arbitraires. Sur ces points, le statut était en avance sur le droit privé du travail, mais ce caractère progressiste a eu son revers : il a déclenché des oppositions à deux niveaux, celui de la mise en œuvre du texte et celui du principe même d'un statut unique et rigide régissant la fonction publique.

Depuis 1946, le statut a souvent été appliqué par des gouvernements de droite, qui ont cherché à en limiter la portée. Dès lors, le texte a joué le rôle de tapage derrière lequel se dissimulait une réalité différente. En particulier, depuis les débuts de la V^e République, l'évolution a progressivement restreint la portée initiale du texte.

La première manifestation en a été l'ordonnance du 4 février 1959, qui remplaçait la loi de 1946. Au premier abord, le nouveau texte changeait peu de choses. Il consacrait cependant, sur la base des articles 34 et 37 de la Constitution, le transfert de plusieurs questions du domaine législatif au domaine réglementaire, entraînant d'autant le contrôle que le Parlement peut exercer sur les initiatives de l'exécutif.

Parallèlement, l'unité que postule le caractère général du statut n'a pas empêché la multiplication des situations dérogatoires. Contrairement à une opinion trop répandue, le statut ne s'applique pas à tous les agents publics. Non seulement on s'exclut les agents des entreprises nationales et ceux des collectivités locales, mais encore, au sein même des personnels d'Etat, il ne s'applique ni aux auxiliaires, contractuels, temporaires, vacataires, ni à ceux qui ont un statut dérogatoire (magistrats, militaires de carrière, corps issus de l'ENA, corps enseignant, etc.), ni aux ouvriers de l'Etat. Bref, le statut général, malgré son nom, ne concerne directement que les deux tiers des personnels de l'Etat, soit environ un million cinq cent mille agents. Certes, il n'est pas évident qu'il faille étendre à tous le statut général.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut dissiper l'illusion qui consiste à croire que tous les travailleurs du secteur public et parapublic ont les mêmes droits. Certains sont fort mal lotis (par exemple les auxiliaires, qui sont les parents pauvres de la fonction publique) ; d'autres ont tout avantage à échapper au statut général et, de ce fait, à la grille unique des rémunérations : ainsi certains contractuels bénéficient d'une situation administrative et financière supérieure à celle de leurs homologues titulaires. Bref, l'apparente unité cache une infinie diversité qui n'est pas sans créer un malaise parmi les personnels du secteur public.

Par ailleurs, les garanties que le statut consacrait ont été progressivement « grignotées » par la pratique. Le statut, comme tous les textes de portée générale, ne pouvait tout prévoir dans le détail. L'autorité politique et administrative a donc conservé le moyen d'interpréter dans un sens libéral ou étroit les pouvoirs qui lui étaient laissés. L'application du statut a ainsi donné lieu à une politique en « accords » faisant alterner les périodes de relatif libéralisme avec les périodes de répression.

Les deux années écoulées font partie de ces dernières. Incontestablement, le gouvernement a manifesté la volonté d'interpréter restrictivement les dispositions du statut, qu'il s'agisse de la liberté d'opinion, de l'exercice du droit syndical ou du droit de grève. Entre les mailles du statut, ajoutant au texte ou en dénaturant l'esprit, se sont multipliées les circulaires du premier ministre (du 8 octobre 1975, sur l'interdiction des activités politiques — et syndicales — dans les locaux administratifs ; du 3 juin 1976, sur l'exercice du droit de grève), ou du ministre de l'Intérieur (circulaire du 5 février 1976, sur les obligations de discrétion et de réserve). Récemment encore, les parlementaires de la majorité ont voté une modification aux règles des concours dans un sens fort peu démocratique. De même la proposition de loi dite « de la liberté », déposée en décembre de l'année dernière par MM. Feyer, Labbé, Chénou et Max Lajoinie, prévoit des restrictions aux libertés des fonctionnaires.

En fait, il apparaît clairement que

le régime politique actuel accepte mal l'existence d'un statut libéral et protecteur. On le tolère faute de pouvoir le supprimer. Mais tout est fait pour qu'il tende à devenir un masque cachant des pratiques contraires à son esprit.

Le statut général n'a pas seulement été critiqué dans son contenu, il a été dans son principe. Son existence a été contestée en raison des rigidités qu'elle entraîne. Il est incontestable qu'un texte de cette nature peut sembler un facteur de sclérose. A première vue, il paraît plus aisé de gérer une entreprise privée soumise, pour l'essentiel, à la volonté de son chef, que le million et demi de fonctionnaires régie par des textes contraignants.

Encore faut-il s'interroger sur la « souplesse » de gestion des entreprises privées et la « rigidité » de la fonction publique. Si souplesse signifie libre pouvoir du chef d'entreprise, elle n'est pas nécessairement facteur d'efficacité. La malaise qui règne présentement dans les grandes entreprises, aux dires mêmes des dirigeants de ces firmes (qui n'ont pas entendu leurs doléances sur l'absentéisme, le manque de zèle, etc.), est sans doute dû pour une large part à l'anachronisme du droit du travail. Le recrutement par concours, la sta-

bilité de l'emploi, la régularité de l'avancement, les garanties disciplinaires, toutes ces règles sur lesquelles il est de bon ton d'ironiser dans le monde des affaires, ont au moins un mérite non négligeable : elles diminuent l'inquiétude des agents, facilitent les relations hiérarchiques, apaisent les tensions. Certes, sur tous ces points, des progrès importants doivent encore être accomplis : la composition et le rôle des organes paritaires, la participation des agents à la gestion des services, l'exercice du droit syndical, l'assouplissement des règles du secret administratif, constituent, parmi d'autres, des domaines dans lesquels le statut de 1946 reste en deçà des exigences actuelles.

Mais, sous réserve des améliorations toujours souhaitables, il demeure que, pour l'essentiel, l'existence d'un statut général des fonctionnaires a eu le grand mérite de poser les bases d'un droit du travail nouveau, susceptible de donner à des centaines de milliers d'employés le sens de leur dignité. En définitive, malgré les obstacles qu'un texte aussi large suscite nécessairement dès que l'on veut le modifier ou y introduire une quelconque innovation, il reste que le statut de 1946 a été un facteur de progrès dans l'administration.

(*) Déléguée nationale du parti socialiste pour la fonction publique.

Les tuniques Aztèques.

*On dirait
du Kenzo!!!*

Cette semaine dans ELLE.

**Vous cherchez
une boisson peu sucrée ?**
(naturelle et plus légère)

Yin de Volvic a le goût nature que vous préférez, car c'est une boisson riche en fruit et très désaltérante, mais naturellement peu sucrée.

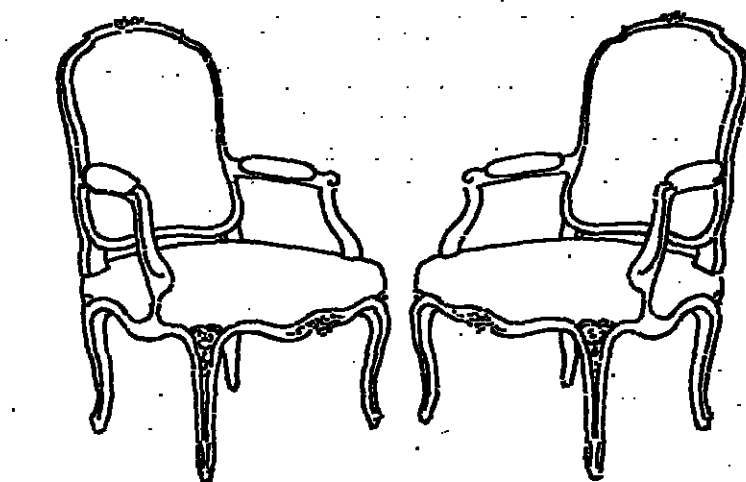
Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 352-45-34

Si on pouvait enfermer
l'arôme d'Amsterdam
dans un flacon...
on aurait créé le plus
formidable parfum d'homme.

En attendant...
fumez Amsterdam!
(ça sent si bon !)



Régie Française des Tabacs sous licence Rinsow et Ormond



Vrai ou Faux ? Chiche !

Sauriez-vous reconnaître le vrai du faux ?
Un meuble d'époque d'un meuble de style ?
Un original d'une reproduction ?
C'est un jeu instructif et révélateur que vous propose

Mailfert - Amos

Ouverture des Salons de Présentation
chez Barroux mercredi 20 octobre 1976
6, avenue d'Eylau Paris 16^e Tél. 504.70.80.
Ouverts du lundi au vendredi.

FAITS DIVERS

En Seine-et-Marne

SIX AGRESSIONS SONT COMMISES CONTRE DES PERSONNES AGÉES

Les gendarmes et les policiers de Seine-et-Marne recherchent trois malfaiteurs qui ont commis les 15 et 19 octobre, six agressions nocturnes contre des personnes âgées de quatre-vingts à quatre-vingt-cinq ans. Cinq de ces agressions ont été commises dans le village de Sourdun, près de Provins, la sixième à Noville, dans la région de Nemours. A chaque fois, le scénario de l'agression a été le même : les bandits, masqués et gantés, ont pénétré par effraction, la nuit, dans des pavillons isolés habités par une personne âgée, seule. Ils ont ligoté leur victime, l'ont menacée ou frappée pour qu'elle leur indique où se trouvaient ses économies.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre, B en date du 23 novembre 1975.

Le Tribunal avait :

Fait défense sous astreinte à la Société de Production et d'Exploitation de Chauffage d'utiliser la dénomination PROCALOR.

Ordonné la suppression par tout procédé à la connaissance de la demanderesse du mot PROCALOR dans tous documents commerciaux ou publicitaires.

Condamné la Société PROCALOR à 8 000 F de dommages et intérêts et autorisé la publication dans trois journaux au choix de la demanderesse pour un coût global maximum de 6 000 F.

Le Cour :

Confirme le jugement entrepris ;

Toutefois, l'amendant quant à ces chefs :

1^{er} Dit que la condamnation prononcée contre la Société de Production et d'Exploitation de Chauffage PROCALOR intervient en définitive pour contre-façon de la marque déposée CALOR et pour imitation de la dénomination sociale CALOR.

2^e Condamne la Société PROCALOR à payer à la société CALOR 12 000 F de dommages et intérêts ;

3^e Fixe un mois à compter du prononcé du présent arrêt, le délai passé lequel prendront effet les mesures de suppression et d'interdiction sous astreinte ;

4^e Dit que les publications portant sur le dispositif du présent arrêt ;

Condamne la Société PROCALOR aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extrait : M^{re} Georges GASTIOT, avocat près la Cour d'Appel.

JUSTICE

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITE : l'U.D.R. se réveille.

« [...] Comme s'il n'était pas au courant, le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale vient de s'associer à la demande d'une commission d'enquête parlementaire tendant à faire la lumière sur les annonces faites par l'Etat à des sociétés aéronautiques. Le groupe U.D.R. demande à M. Dassault de se disculper de toutes les accusations dont il est l'objet. »

« Cette tardive intervention prouve-t-elle que M. Dassault est désormais assuré de réussir ses loquaces ou ressemble-t-elle au processus que l'U.D.R. avait amorcé lorsqu'elle dut se décider à larguer Rives-Henry ? Le juge Pétot, qui instruit l'affaire de Vathaire, va-t-il seulement leur parler de « l'abus de confiance » commis par leur homme de confiance ? »

(JEAN GEORGE)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le vrai scandale.

« [...] Comptable, Dassault amuse. Innocent, son cas terrifie. Or des syndicalistes du ministère des finances, qui ont épluché les déclarations de Vathaire, ont obtenu, en gros, pour la non-culpabilité légale : Dassault aurait joué jusqu'à l'extrême limite avec la loi, il ne l'aurait pas, pour l'essentiel, violée. »

« Et de même que tuer à la guerre n'est pas un crime, que violer sa propre femme n'est pas un crime, l'évasion fiscale de capitaux n'est pas une fraude. De la même façon, lorsque Chaban-Delmas ne payait pas d'impôts, il était absolument en règle. Si ces syndicalistes ont raison, alors Dassault n'est pas un fraudeur, il n'y a pas d'affaire Dassault. Il n'y a plus qu'une affaire d'Etat. »

« Car l'innocence dans cette affaire pourrait bien constituer le vrai scandale. »

(JEAN-FRANÇOIS KAHN)

L'AFFAIRE DASSAULT-DE VATHAIRE

L'U.D.R. et le P.S. demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire

MM. Marcel Dassault et Pierre Gaillain de Benerville, sous-secrétaires conjoints, ont été entendus mercredi après-midi 20 octobre à Paris, par le juge d'instruction, dans le cadre de l'information ouverte le 9 juillet dernier après le détournement de 8 millions de francs par l'ancien directeur comptable, M. Hervé de Vathaire, incriminé pour abus de confiance. M. de Vathaire est également l'auteur d'une note dans laquelle sont révélés certains mécanismes de la gestion financière des sociétés contrôlées par le constructeur aéronautique.

Depuis la révélation, par divers organes de presse, du contenu de cette note, le groupe parlementaire de l'U.D.R. et M. Marcel Dassault est député U.D.R. de

Poissy — et le groupe parlementaire du P.S. ont fait savoir, mardi 19 octobre à l'Assemblée nationale, qu'ils réclamaient la création d'une commission d'enquête parlementaire, notamment sur les méthodes de passation de certains contrats de l'Etat à l'industrie aéronautique.

Le parti radical-socialiste, présidé par M. Gabriel Péronnet, a décidé de s'associer à cette demande.

De leur côté, les deux fonctionnaires des impôts mis en cause par M. de Vathaire, qui les accuse de « complicité » dans les irrégularités ou les détournements qui auraient eu lieu dans ces sociétés, ont été autorisés à déposer une plainte pour diffamation.

Le ministre des finances a, du reste, dans l'après-midi du mardi 19 octobre, publié un long communiqué dans lequel il fait état des vérifications intervenues depuis une dizaine d'années dans les comptes des différentes sociétés appartenant, totalement ou partiellement, à M. Dassault. Il n'est fait aucune mention de l'existence, et à plus forte raison, du montant des redressements fiscaux qui auraient pu être décidés. On sait seulement que l'ancien directeur comptable estime à 1 milliard et demi de francs le total des détournements ou irrégularités de plusieurs années, et que M. Dassault a révélé qu'il avait été récemment l'objet d'un redressement de 15 000 francs.

LES DEUX FONCTIONNAIRES DES IMPOTS MIS EN CAUSE PORTENT PLAINTE EN DIFFAMATION

M. Marcel Tixier, directeur régional de la direction des impôts, et M. Roger Pallon, directeur de la direction des impôts, ont porté plainte en diffamation contre M. Marcel Dassault et M. Hervé de Vathaire, ancien directeur comptable de la direction des impôts, chef de la brigade contrôlant les entreprises aéronautiques, ont déposé, le mardi 19 octobre, avec l'assistance de M^{re} Jean-Yves Gollat-Besoumestre et Jean Gollat, deux plaintes contre X, en diffamation, contre les mains de M. Camille Cochet, doyen des juges d'instruction de Paris.

Celles-ci visent les révélations extralégales d'un document de M. Hervé de Vathaire, publiées cette semaine dans le Point et dans d'autres organes de presse. Car, les plaignants estiment pouvoir être aisément identifiés comme étant les deux fonctionnaires accusés par M. de Vathaire d'avoir une part de complicité dans les fraudes fiscales imputées à M. Marcel Dassault.

En sortant du cabinet de

M. Cochet, M. Pallon a déclaré : « Une histoire absolument insupportable. Je n'ai rien à dire. Les faits sont suffisamment flagrants. »

M. Marcel Tixier, actuel directeur de la direction des impôts, a déclaré : « Je n'ai rien à dire. Les faits sont suffisamment flagrants. »

M. Marcel Tixier, directeur de la direction des impôts, a déclaré : « Je n'ai rien à dire. Les faits sont suffisamment flagrants. »

LES REACTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lors du débat sur la motion de censure, mardi 19 octobre, à l'Assemblée nationale, plusieurs orateurs ont parlé de l'affaire Dassault-de Vathaire. M. Pierre Mauroy, député du Nord (P.S.), a annoncé qu'il avait demandé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête.

M. Roland Leroy, député de Seine-Martinique (P.C.), a déclaré : « Quelle déception de trouver les familles de travailleurs d'un impôt supplémentaire au nom de la solidarité et de laisser le magnat de l'aéronautique française jongler, dévotement, avec les deniers publics ! »

Mme Jacqueline Chonavel, députée de Seine-Saint-Denis (P.C.), a ajouté : « Une des résidences secondaires de M. Dassault a coûté 5 milliards d'anciens francs (1), soit trente-trois mille fois le salaire d'un ouvrier payé au S.M.I.C. Les familles de P.D.G. et de membres de conseils d'administration des grosses sociétés peuvent dormir tranquilles : nous ne leur ferons pas payer d'impôt malgré leurs énormes profits. Vous cherchez à faire croire que vous combattez les inégalités sociales. Mais c'est votre système qui les engendre. C'est lui qu'il faut combattre. »

De son côté, le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, réuni sous la présidence de M. Claude Labbé, a décidé de voter la proposition de résolution déposée par

(1) Il s'agit de la résidence de Colombes (Seine), autrement appelée « le Petit Trianon » et qui servait à l'été de M. Dassault, à sa famille, à ses amis, à ses collaborateurs, selon M. Dassault. (N.D.L.R.)

M. de Vathaire proteste contre les divulgations du « Point »

M. Hervé de Vathaire a fait parvenir à son défenseur, M^{re} Marcel Ceccaldi, une lettre ainsi conçue :

« Frères, le 17 octobre 1976. Mon cher maître, je vous serais obligé de bien vouloir publier le communiqué dont le teneur suit : le journal le Point a pris l'initiative de publier un manuscrit de seize pages rédigé par mes soins le 2 juillet 1976, manuscrit que je destinais à M. Dassault, et à lui seul. Ce manuscrit a été saisi, puis versé au dossier du juge d'instruction qui l'a placé sous scellé judiciaire. »

« Je remarque tout d'abord que cette publication a été faite sans que l'on ait sollicité mon accord ni recueilli mon consentement. J'ignore les conditions dans lesquelles ce document a pu être porté à la connaissance de certains journalistes. J'ignore à quelle date il fut divulgué. J'ignore à quelles motivations obéissent ceux qui le communiquent. J'ignore pour quelles raisons la publication intervient le 18 octobre, un mois et demi après ma composition volontaire, trois mois après les faits. »

« J'ignore enfin l'usage que l'on fera désormais de mes déclarations. »

« Mais ce que je sais, c'est qu'une justice qui ne respecterait plus les droits de la personne ne serait plus digne de respect. Je crois que le secret de l'instruction avait été institué afin de protéger l'inculpé et lui laisser le libre choix des moyens de sa défense. Je crois que, dans le cadre d'une information, l'inculpé, et lui seul, avait le droit de révéler avant l'audience publique les faits et documents de l'instruction : une moitié de vérité n'est pas la vérité, mais un erreur. Je crois que, même privé de sa liberté, l'inculpé conservait encore quelques droits, notamment celui de s'exprimer. Je crois encore que ces principes étaient au moins aussi importants que le droit à l'information. »

« Je m'aperçois qu'il n'en est rien. J'ai le sentiment d'être le jouet d'une machination et que nul ne se soucie plus guère en vérité de mon sort. Je m'étais constitué prisonnier dans le but de faire connaître à la justice de mon pays les circonstances dans lesquelles j'ai été amené à faire usage de la procédure que m'avait confiée M. Dassault. »

« Je constate que l'on me dénie aujourd'hui, le droit de le faire en toute liberté m'opposant par avance le contenu d'un ma-

nuscrit sur lequel je ne m'étais pas encore exprimé. »

« Je considère que cette opération constitue une violation du secret de l'instruction et une atteinte grave à mes droits d'inculpé. Je voudrais que l'on coupe l'empressement d'un homme dans le zoo de la curiosité publique est une humiliation pour tous les autres hommes. Ce sont les raisons qui m'ont conduit à réclamer la saisie du journal le Point, demande qui m'a été refusée. Je fais appel de cette décision. »

CONTROLE ET BENEFICE

Entre autres problèmes, la note de M. de Vathaire pose celui des rapports qui peuvent exister, au sein d'un groupe industriel, dominant par un homme ou une famille, entre entreprises cotées en Bourse et sociétés contrôlées totalement ou partiellement par cet homme ou cette famille.

Pour contrôler une société cotée en Bourse il n'est évidemment pas nécessaire de détenir la totalité de son capital ; en règle générale, les 10 à 15 % conservés par dessus elles, mais 50 % et 60 % de celui-ci, mais ce pourcentage peut être inférieur. Lorsqu'une coopération s'établit entre ce type d'entreprises et des firmes appartenant en totalité à un homme ou à une famille, la tentation peut être grande de faire glisser, au sein du groupe, le bénéfice de la société cotée vers les entreprises détenues en totalité.

Les moyens pour y parvenir sont nombreux. Une société cotée peut par exemple louer à une société totalement contrôlée des installations ou du matériel à des prix prohibitifs. Sur le plan financier elle peut encore soit consentir des prêts à des taux favorables, soit émettre des actifs à un prix inférieur à leur valeur, etc.

La loi de 1966 n'interdisant pas ce type de coopération, même si elle prévoit, dans certains cas, certaines modalités particulières, c'est la nature des contrats passés qui permet de déterminer si il y a ou non détournement d'actifs et abus de biens sociaux.

Une affaire de ce genre a récemment éclaté à Grenoble, trois dirigeants de la Société anonyme des éléments Vieux ayant été inculpés (le Monde a daté 15 juin 1975 et 23-24 mai 1976).

DEAUVILLE-Bénerville CALME, MER, AIR, CHEVAL, GOLF, CASINO.

Directement en bord de mer, nous édifions une très belle résidence de style normand.

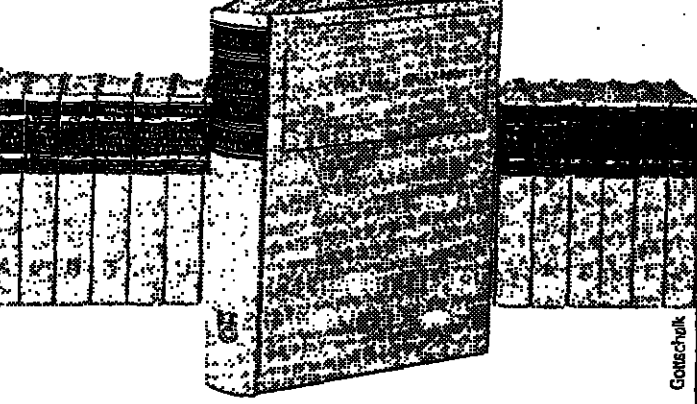
RESIDENCE NEPTUNE

Studios, 2 et 3 pièces de grand standing. Prix fermes et définitifs. Livraison fin 1977.

Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80%

13, Bd de Courcelles 75008 Paris - Tél. 522.37.80. Je désire recevoir une documentation gratuite sans engagement.

33, rue Shakespeare 06400 Cannes - Tél. (93) 39.50.90. Nom : Adresse : Mandataire local de vente : Paris/Deauville Immobilier 46, r. Offite - Tél. (37) 88.30.25.



« Parce qu'elle apporte la réponse immédiate à toutes vos questions, dans tous les domaines, »

« parce qu'elle met à votre disposition 3800 spécialistes mondiaux parmi les plus éminents de notre époque, »

« parce qu'elle ne se contente pas de définir mais qu'elle explique, comment et stimule la réflexion personnelle, »

« parce qu'elle est le complément indispensable à l'enseignement secondaire et supérieur que reçoivent vos enfants et qu'elle suscite des vocations, »

offrez à votre famille L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS la nouvelle grande encyclopédie française

20 volumes • 21 760 pages • 5 500 articles principaux • 12 500 articles de complément • 20 681 illustrations en noir et en couleur • élégante reliure noire gravée à l'ac.

Pour en savoir plus demandez, sans engagement, le Dossier Universalis en couleur, GRATUIT en appelant le 734.02.31 (répondra automatiquement même la nuit et les jours fériés) ou en renvoyant ce bon après l'avoir rempli.

Nom et prénom : Adresse : Code postal : Ville : 6552

Bon à retourner au Club Français du Livre, 7, r. Armand Moisan, 75754 Paris Cedex 15. Offre valable uniquement pour la France métropolitaine.

Des sociétés contrôlées tous les cinq à six ans selon le ministère de l'économie et des finances

Le ministère de l'économie et des finances a publié, mardi 19 octobre, le communiqué suivant :

« A la suite des informations publiées dans la presse et relatives à la situation fiscale du groupe Marcel Dassault, il est précisé que :

1^{er} Les principales entreprises du groupe Marcel Dassault ont été régulièrement vérifiées par l'administration fiscale selon une fréquence de cinq à six ans, soit une moyenne supérieure à celle retenue pour les entreprises d'importance comparable. »

2^e Les vérifications les plus récentes s'inscrivent dans le cadre du contrôle de l'ensemble de ce groupe d'entreprises décidé par le service compétent en août 1975. »

« Le tableau indique le détail des principales vérifications effectuées. »

RAISON SOCIALE	DATE de vérification (1)	EXERCICES vérifiés
Société centrale d'études et d'investissements, devenue Générale Immobilière Marcel Dassault (société holding)	Décembre 1970 Vérification 1969 à 1975 en mai 1976	1964 à 1968 1969 à 1975
Avions Marcel Dassault	Décembre 1968 Avril 1975	1964 à 1968 sur les sociétés 1967 à 1971 (T.V.A.)
Avions Marcel Dassault - Bréguet Aviation	Avril 1975	1969-1973
Electronique Marcel Dassault	Octobre 1966 Décembre 1971	1962-1965 1967-1970
Dassault International	Avril 1976	1972-1974
Diverses sociétés immobilières	Vérification en septembre 1976	

(1) Fin de la vérification, sauf indication contraire.

« En application de l'article 1889 du code général des impôts aux termes duquel l'autorité judiciaire doit donner connaissance à toute indication qu'elle peut recueillir de nature à prouver une fraude commise en matière fiscale, le garde des sceaux a communiqué en temps utile au ministre délégué à l'économie et aux finances le contenu des déclarations de M. de Vathaire. »

« Les dispositions nécessaires ont été prises pour vérifier, dans le respect du secret fiscal, si ces déclarations sont ou non fondées. »

« Les fonctionnaires mis en cause par M. de Vathaire ont, après en avoir référé à leur hiérarchie, déposé aujourd'hui une plainte en diffamation auprès du

POLICE

« M. Jean-Pierre Soisson, qui remplacait M. Michel Fromont, a répondu mardi matin 19 octobre au Sénat à une question de M. Francis Palmaro, sénateur des Alpes-Maritimes (union centriste). Il a déclaré : « La partie entre la police nationale et la gendarmerie est liguée et normée. A la fin de juin, le procureur ministre avait rendu un arbitrage dans ce sens. Elle est effective pour les gardiens et les

gradés, mais elle sera étendue sur deux ans. Pour les personnes grades plus élevées et pour les personnels en civil, la question est plus complexe. M. Raymond Barre vient de désigner une commission présidée par M. Rénée pour l'étudier. Quant aux réformes de structures cette même commission s'attachera à en définir les principes. Un corps unique de commandement est prévu. Les dualités entre compétences doivent disparaître. »

Journal de 1976

1520

JUSTICE

UN DÉBAT DE LA FÉDÉRATION DES JEUNES AVOCATS

La fonction de bâtonnier

De notre correspondant

Lille. — La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) avait choisi de mettre le bâtonnier sur le grill, au cours de la journée d'étude organisée au Palais de justice de Lille samedi 16 octobre. Le bâtonnier dans l'avenir, de sa tradition, de ses pouvoirs et plus encore peut-être de son personnage, un personnage à la fois agaçant et séduisant. A cette confrontation de quelques heures opposent une soixantaine de cadets des barreaux de France, sous la présidence de M^{re} Bernard Cohen et Bernard Leboucq, président et vice-président de la F.N.U.J.A., s'étaient prêtés avec bonne grâce et sans complexe M^{re} Jean Rostier, président de la conférence des bâtonniers, M^{re} Gérard Sauriez, ancien bâtonnier d'Amiens, et Gérard Doussot, bâtonnier de Lille.

Dans la batterie des questions posées, rien n'avait été oublié de la candidature avec « sa campagne de petits banquets » aux réunions du conseil de l'ordre « où l'on s'agrippe surtout de la couleur des moquettes des salles de réunion », en passant par la répartition des aides judiciaires ou le danger de gérontocratie. Ces questions posées souvent avec plus de malice que de vigueur trouvaient toujours des réponses percutantes et hautes sinon toujours convaincantes. Mais il n'y avait rien là de nature à bousculer l'ordre ! On fit allusion à « certains qui pensent que la suppression s'impose et mettent en cause la fonction du bâtonnier même... » pour demander si les bâtonniers sont conscients de ce danger. M^{re} Rostier répondit sans ambages : « Concevez-vous une entreprise sans responsables ? Si le bâtonnier n'existait pas, il faudrait l'inventer. Je ne suis absolument pas de ceux qui disent... » L'impression que l'on retient de ces longues explications est bien que la F.N.U.J.A., sans mettre vraiment en cause le bâtonnier ni le conseil de l'ordre, souhaite tout de même quelques changements dans l'élection et, ne se satisfaisant pas du traditionnel « tour de tête », dans l'exercice de la fonction, dans la production des jeunes, elle réalise fondamentalement « un peu plus de démocratie ».

GEORGES SUEUR.

AUTOMOBILE

LE DERNIER SALON BRITANNIQUE A EARLS COURT

La reprise profite aux importateurs

De notre envoyé spécial

Londres. — Sanitise le fin de la porce japonaise dans le Royaume-Uni ? L'analyse des statistiques statistiques rendues publiques à l'occasion de l'ouverture du Salon de Londres (1) pourrait le laisser supposer. On assiste actuellement à un net ralentissement de la conquête du marché britannique par les firmes nipponnes, dû notamment à un essai des constructeurs européens. Pour les neuf premiers mois de cette année, la progression des immatriculations japonaises n'est que de 7 % (contre 27 % l'an dernier), alors que celle des Européens sont en augmentation de 19 %.

Il n'empêche que, désormais, sur dix voitures immatriculées en Grande-Bretagne (plus exactement 9,6 %) une est japonaise et que ce résultat est supérieur à celui enregistré par les Français (9,1 % du marché, toujours pour les neuf premiers mois) et par les Allemands de l'Ouest (8,3 %). Quant aux Britanniques eux-mêmes, leur part du marché national a encore diminué : elle est de 83 % contre 70 % l'an dernier et 72 % en 1974. La reprise (on estime que 1 270 000 d'automobiles particulières seront vendues cette année, soit 6 % de plus qu'en 1975) n'aura profité qu'aux importateurs.

Le dernier Salon de Londres — le prochain aura lieu à Birmingham en 1978 et sera bisannuel, comme ceux de Francfort et de Turin — n'est pas pour autant morose.

La production britannique, bien mise en valeur notamment sur les stands de British Leyland, y paraît même dotée d'une belle vitalité mais hormis la présentation de la nouvelle Rover 3500 (que les Anglais veulent circuler depuis l'été dernier et que nous avons décrite dans le Monde daté 7-8 octobre) n'a qu'un faible inté-

(1) Motor Show, du 20 au 30 octobre, à Earls-Court, Londres.

MICHEL BERNARD.

Tout ce que vous vouliez savoir sur l'accession à la propriété sans jamais oser le demander.

Et nous avons raison.

Cette semaine dans ELLE.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 18 relient Paris à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX
18 liaisons quotidiennes
(départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 330 26 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

L'écriture de A jusqu'à Z.

La machine à écrire à boule Facit Addo 1850 est la seule qui réunit tous ces perfectionnements :

Tête d'écriture interchangeable.
Double espacement.
Double tabulation dont une à mémoire.
Double marge à gauche.
Touche de correction.
Touche spéciale à 4 caractères.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion.

Facit Addo. 308, rue du Pdt S. Allende.
92700 Colombes. Tél. 760.71.17. Succursales et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements machine à boule 1850
Nom _____ Adresse _____

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION « GROUPES » 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent → Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 330 26 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Choisir un matériel de photocopie réaliste, cela compte pour une compagnie de transport. Car le fret arrive et part grâce à des papiers.

Sans ses papiers un chargement se perd. C'est pourquoi une compagnie de transport ne peut fonctionner qu'avec des duplicata et des copies de duplicata. Elle a évidemment besoin de

l'analyse de vos besoins, car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

C'est sans doute pourquoi Océ est réputé pour la précision des ses analyses de besoins en repro, même hors d'Europe. Que vous importiez ou que vous exportiez, un photocopieur Océ améliorera vos opérations. Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



مكتبة ابن الجوزي

1501

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

L'Italie semble décidée à nettoyer ses rivages

D'IMPORTANTES PROGRAMMES ANTIPOLLUTION SONT LANCÉS

Rome. — La Méditerranée sera peut-être sauvée. En février dernier, à Barcelone, treize nations riveraines (sur dix-huit) s'engageaient à combattre la pollution qui empoisonne cette mer fragile. Les Italiens tiennent aujourd'hui à faire savoir qu'ils ne se contentent pas de parler mais qu'ils passent à l'action. Il était temps car, après l'affaire des boues rouges de la Montedison et le naufrage de Seveso, la péninsule commençait à avoir, pour l'opinion internationale, une fâcheuse réputation écologique.

Il est vrai aussi que l'Italie a une responsabilité toute particulière dans le bon ou le mauvais état de la Méditerranée. Cette boîte jetée au beau milieu du bassin, peuplée de cinquante-six millions d'habitants, qui se couvre de villes et d'industries à vitesses accélérées, crache toutes ses toxines à la mer par 7 400 kilomètres de côtes. L'Italie, première puissance industrielle de la Méditerranée, en est aussi le pollueur numéro un. Situation paradoxale et inquiétante quand on se targue de recevoir chaque été sur ses plages plus de trente-six millions de touristes étrangers (qui rapportent en devises 2 000 milliards de lires).

Aussi le ministère des affaires étrangères a-t-il récemment convié

une vingtaine de journalistes français et britanniques à visiter la côte entre Rome et Vintimille. Il s'agissait de montrer que les pouvoirs publics comme les industriels ont entamé pour de bon la bataille contre la pollution de la mer Tyrrhénienne. Les experts n'ont pas fardé la vérité. « Jusqu'en 1973 », a dit M. Gianni Scalio, l'un des responsables « environnement » de l'ENI (1), société pétrolière d'Etat, l'Italie a pratiqué l'écologie verbale. Mais, depuis, malgré la crise de l'énergie et sans que l'opinion s'en rende compte, nous sommes passés aux actes. Il n'existe aucune statistique officielle sur les réalisations en matière d'épuration des eaux (2) mais celles-ci vont pourtant bon train. « Un indice au moins confirme cette affirmation. Les deux cents firmes italiennes qui fabriquent des équipements antipollution comptent parmi les rares entreprises de la péninsule à n'avoir connu aucune récession au cours de ces trois dernières années.

Du sud au nord des rivages tyrrhéniens, dans toutes les régions et sur tous les points les plus sensibles, d'importants programmes sont lancés. En Sardaigne, en Sicile, comme en Calabre, la « Caisse du Mezzogiorno » sorte de fonds de développement des provinces défa-

vorisées, finance huit cent cinquante petits projets d'assainissement.

Le célèbre golfe de Naples, où se déversent sur 260 kilomètres de côtes des effluents domestiques et industriels équivalant à ceux de quinze millions d'habitants, est un véritable bouillonnement de culture. La « Caisse du Mezzogiorno » y dépense 350 milliards de lires (1,8 milliard de francs) pour édifier un chapelet de treize stations d'épuration. Plus au nord, en remontant vers Rome, ce sont les municipalités de bord de mer elles-mêmes qui s'équipent. La Ville éternelle, qui, par le Tibre, expédie vers la mer les salées de trois millions d'habitants, ne traitait jusqu'ici que le quart de ses effluents. On y achève une station d'épuration de grande capacité qui éliminera les eaux usées de près d'un million de citoyens. Une autre plus vaste encore est en projet.

Pas d'eau, mais des idées

Sur la Riviera ligure, de La Spezia à la frontière française, la situation était consternante. On n'y trouvait jusqu'à cette année qu'un modeste épurateur à Gênes, couvrant à peine 3 % des besoins de la ville, ce qui

obligeait la municipalité à interdire la baignade chaque été sur plusieurs kilomètres. Difficulté supplémentaire, il n'y a plus un pouce de terrain libre dans cette cité accrochée au flanc des collines. Pourtant cinq stations d'épuration sont en chantier ou programmées. Certaines, comme celle du quartier de Quarto Quinto, sont donc construites carrément dans la mer, à 2 mètres au-dessous du niveau du flot. Sur ces installations sous-marines semblables à des blockhaus on installera des jardins et des promenades de bord de mer.

Dans un autre quartier, on démolit une usine pour loger des bassins d'épuration dont l'efficacité est accrue par des insufflations d'oxygène et qui, au lieu de rejeter en mer, fourniront de l'eau industrielle à une aciérie voisine. « La Ligure manque d'eau », disent les Génois, mais elle ne manque pas d'idées.

Tout au long de la côte tyrrhénienne, les usines — au moins celles qui appartiennent à de grosses sociétés soucieuses de leur image de marque — paraissent se mettre au diapason. L'ENI équipe ses raffineries de Sardaigne et de Livourne ; l'IRI (3), autre groupe à capitaux

publics, a dépensé 100 milliards de lires pour l'environnement au cours des trois dernières années. La Montedison, 200 milliards de lires (1 milliard de francs) à l'anti-pollution de 1973 à 1976. Et elle annonce des investissements deux fois plus importants pour les quatre années à venir. Il est vrai que cette société géante compte près de cent usines, dont les productions (chimiques, plastiques et textiles) s'accompagnent de véritables fleuves de déchets liquides. Mais, au moins dans ses installations les plus tristement célèbres comme l'usine de bioxyde de titane de Scarfino, sur la côte toscane, la firme montre les preuves de sa bonne volonté. Les journalistes étrangers ont pu visiter en détail les bassins étanches et l'atelier spécial où l'on neutralise l'acidité des fameuses « boues rouges ». Ils sont montés à bord de l'un des bateaux-poubelles qui, chaque jour, vont déverser en haute mer les résidus préalablement traités, et ils se sont assurés auprès du capitaine que le déstavage se fait bien par 100 mètres de fond.

« Toutes ces précautions ont coûté l'an dernier à l'usine 10 milliards de lires (53 millions de francs) de déficit », a affirmé M. Cesare Bianconi, l'un des directeurs de la Montedison, qui fut aussi l'un des

co-inculpés du procès de Livourne. Cependant, la production n'a pas été stoppée pour autant et elle ne le sera pas. Le groupe, qui, sur un chiffre d'affaires de 3 500 milliards de lires en 1975, a accusé une perte de 72,6 milliards de lires, a les reins solides. Il espère que la Communauté européenne finira par imposer aux autres producteurs de bioxyde de titane des dispositifs d'épuration dont les prix de revient seront comparables à ceux de l'usine de Scarfino.

Coalition de pollueurs

Tous ces efforts, publics et privés, sont récents. Les Italiens montrent à leurs invités plus de chantiers que de réalisations achevées, et ils leur parlent le plus souvent au futur. Les programmes annoncés seront-ils exécutés ? On pourrait en douter si le Parlement n'avait voté en extrême avant de se séparer, en avril 1976, une loi sur l'eau qui est, avec douze ans d'écart, l'équivalent de la loi française de 1964 sur laquelle est fondé notre arsenal anti-pollution. L'auteur de ce texte, le député démocrate-chrétien Gianfranco Merli, de Livourne, se battait depuis dix ans pour le faire adopter. La coalition des pollueurs l'avait toujours emporté. La loi a finalement été votée, mais le parlementaire y a perdu son siège.

La loi Merli organise la lutte contre la pollution des eaux, de toutes les eaux, qu'elles soient douces ou salées, de surface ou souterraines. Elle soumet tous les déversements à autorisation et détermine avec précision leur composition. Des normes de sévérité croissantes seront appliquées en 1979 puis en 1982. La loi oblige le gouvernement à établir dans les trois ans un programme complet de régénération des eaux de la péninsule. En attendant, les industriels qui déversent dans les égouts collectifs sont soumis à une taxe d'épuration et ceux qui ne font rien à une taxe pour pollution.

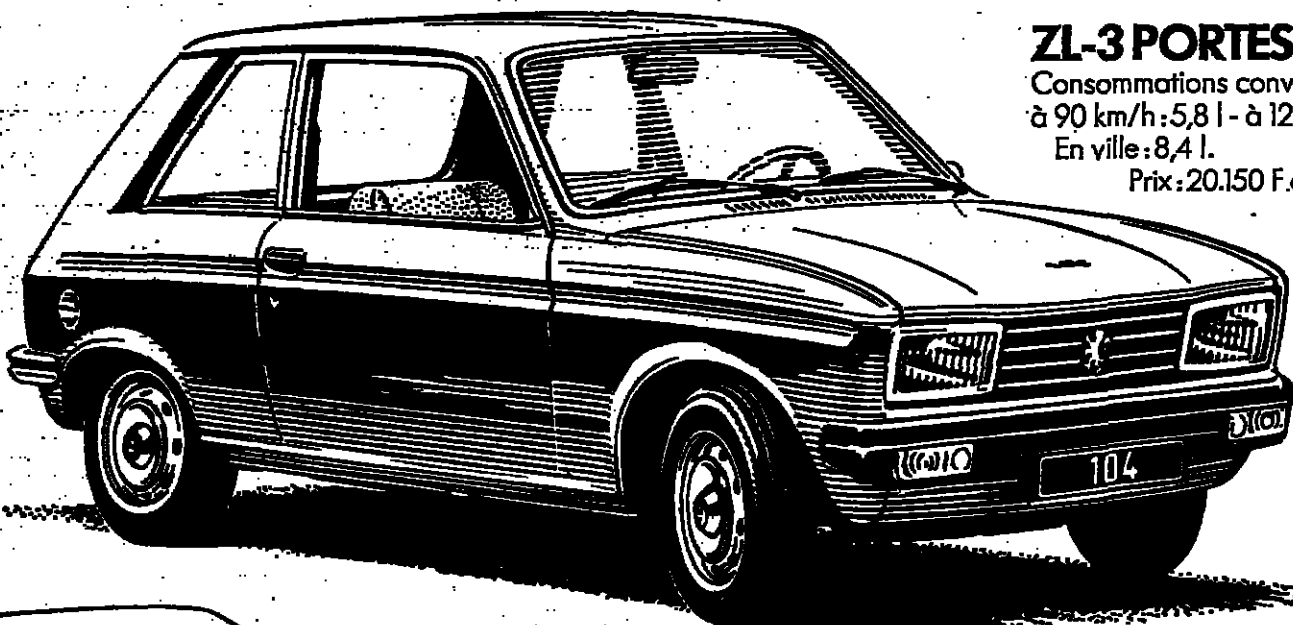
De l'avis unanime, cette loi-cadre est encore insuffisante parce que trop vague, incomplète. Elle ne punit pas le pollueur en tant que tel mais celui qui contrevient aux règlements. Elle ne prévoit pas le financement des plans d'anti-pollution. Mais, comme le dit le magistrat Gianfranco Amendola — l'un de ces « juges d'assaut » qui terrorisent les industriels — « la loi Merli a le mérite d'exister. Depuis son vote on l'a déjà amendée deux fois et on continuera à l'améliorer. L'instrument existe, il faut l'affûter et s'en servir ».

Cela, c'est l'affaire des tribunaux, mais aussi du pouvoir politique, régional et national. Une fois de plus, dans la défense du milieu naturel, la pression de l'opinion publique — italienne et internationale — sera donc déterminante. Faire déstager de sa bonne volonté surprise de la presse franco-britannique n'exonère pas l'Italie de faire son devoir jusqu'au bout. Cela veut dire que, selon les estimations actuelles, industriels et municipalités devront dépenser plus de 3 000 milliards de lires (16 milliards de francs) pour épurer leurs déversements. Le devis est énorme. Il faudra sans doute vingt ans pour l'exécuter. Raison de plus pour s'y mettre aujourd'hui. Car il n'existe aucune technique pour réanimer une mer morte...

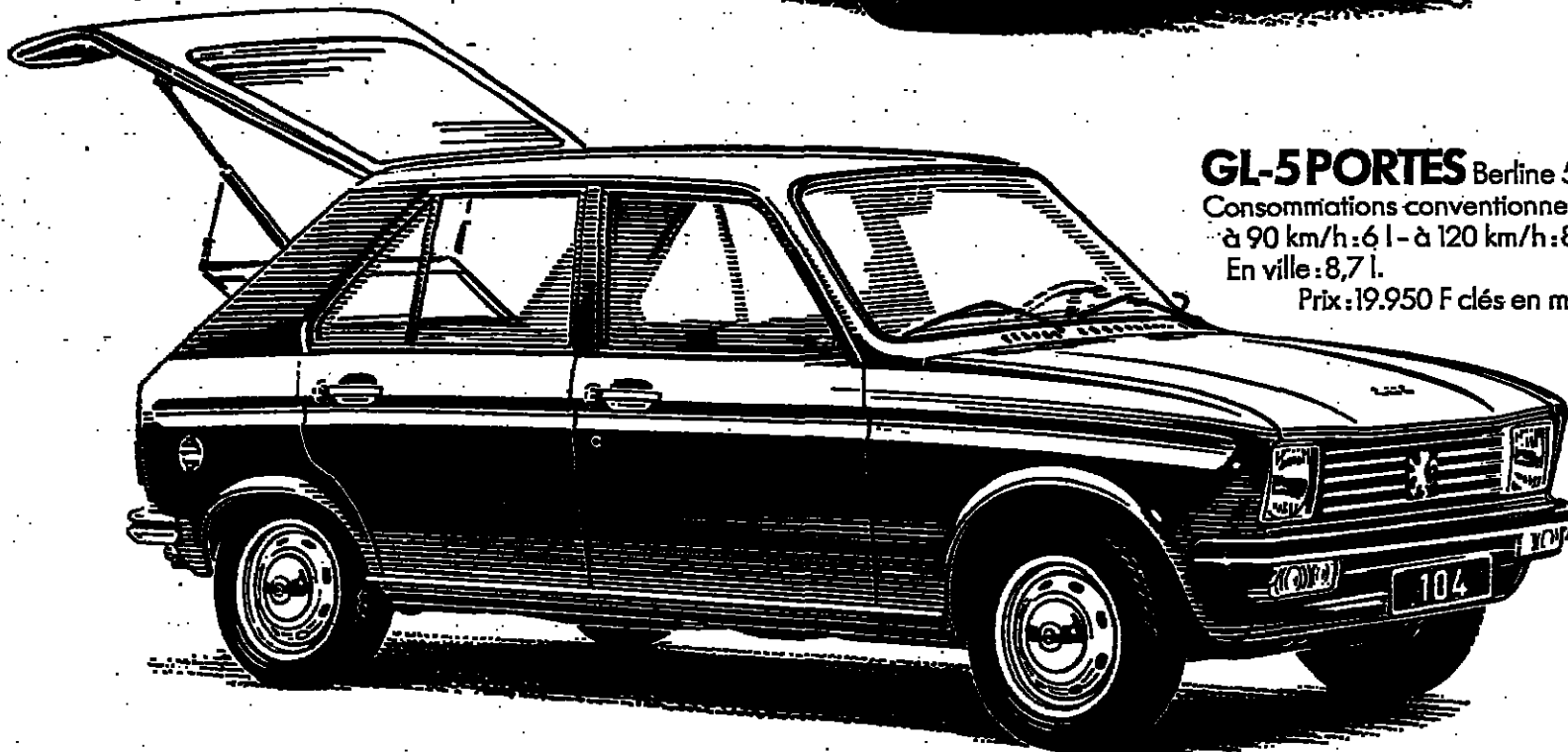
MARC AMBROISE-RENDU.

- (1) Ente nazionale idrocarburi.
- (2) Aucun ministre de l'environnement ne figure non plus dans le gouvernement de M. Andreotti.
- (3) Istituto per la ricostruzione industriale.

Nouvelles 104-5 CV. Roulez à l'essence ordinaire.



ZL-3 PORTES Coupé 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 5,8 l - à 120 km/h : 8,7 l.
En ville : 8,4 l.
Prix : 20.150 F clés en main*



GL-5 PORTES Berline 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 6 l - à 120 km/h : 8,5 l.
En ville : 8,7 l.
Prix : 19.950 F clés en main*

PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.

*Tarif au 12/07/76.

Peugeot fait confiance à ESSO

Pacer



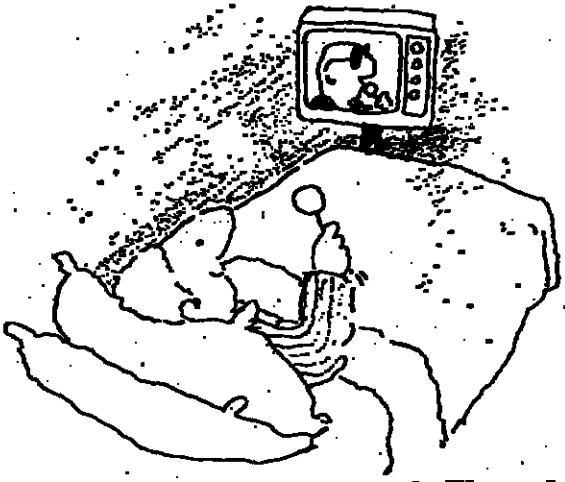
American Motors
Jean-Charles
20, Boulevard de la République - 92100 Nanterre - Tél. 288 - 23-46

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous télégraphiez vos messages. Nous les télétypons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphones.

Service Télex
345.21.62 - 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Si vous avez payé pour regarder la télévision dans votre chambre,



vous vous êtes trompé d'hôtel. Dommage.

Chez Holiday Inn toutes les chambres sont équipées d'une télévision gratuite (en couleur dans la plupart des cas), de deux grands lits, d'une salle de bains privée, et de bien d'autres choses que le prix fort raisonnable de cet hôtel de première classe ne laissait pas supposer.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en France. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Monte-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissey.



Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

COURS DE LANGUES PHILIPS

3 METHODES POUR APPRENDRE LES LANGUES ETRANGERES

70^F TTC

COURS "TOURIST"

1 manuel de poche regroupant 300 phrases dans 30 langues différentes. 1 cassette pour chaque langue.

"LES LANGUES PAR L'IMAGE" (méthode directe)
Le texte n'est jamais traduit. Le sens en est découvert grâce aux illustrations des manuels. Vous êtes ainsi maintenu en permanence dans le contexte de la langue étudiée.

240^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE" (AA)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - RUSSE - AMERICAIN - PORTUGAIS.
Série utilisable sur tous magnétophones ou lecteurs de cassettes. L'enregistrement comporte des silences permettant la répétition de chaque phrase et la réponse aux questions test.

400^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE-COMPARATIVE" (AAC)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - RUSSE - AMERICAIN - PORTUGAIS.
4 niveaux en anglais, français et allemand.
3 niveaux dans les autres langues. 6 cassettes et 1 manuel par niveau. Dans cette version : possibilité de s'enregistrer en parallèle avec le speaker - donc de comparer. Cette faculté de comparaison ne peut-être obtenue qu'en utilisant un magnétophone du type "laboratoire de langues". L'AUDIO K7 LCH 1015 le plus répandu des appareils de ce type, permet de travailler et aussi de se distraire (1.560 F TTC avec micro-casque).

* Prix indicatifs au 1^{er} mai 1976 (Prix par niveau).

PHILIPS



Enseignement

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

BP 131, 92154 Suresnes - Cedex

Si vous désirez une documentation détaillée ou l'adresse d'un revendeur spécialisé, retournez-nous la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom _____
Adresse _____

EDUCATION

LES ETUDES DE DROIT DANS LA REGION PARISIENNE

La « déssectorisation » de Nanterre a provoqué un imbroglio administratif

La « déssectorisation » des études de droit à Nanterre — c'est-à-dire le fait de ne plus obliger certains étudiants à s'y inscrire en fonction de leur lieu de résidence — décidée en juillet, n'a pas fini de faire sentir ses effets. Non seulement à Nanterre, mais sur d'autres universités parisiennes. Ajoutée aux restrictions d'heures complémentaires, elle a créé une situation administrative quasi insupportable.

Les enseignants du SGEN, du SNI-Scp et de la FEN ont organisé, mardi 19 octobre, une conférence de presse à laquelle participaient les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T.

Dans un premier temps, la décision du secrétariat d'Etat aux Universités avait entraîné un afflux de demandes d'inscription dans les deux établissements du centre de Paris-7 (Tolbiac) et Paris-II (Assas) ont reçu près d'un million d'inscriptions « excédentaires ». On a donc décidé d'en « verser » des vides dans une nouvelle unité d'enseignement de recherche de droit qui devait être créée au sein de l'université Paris-V et installée à Malakoff, dans les anciens locaux de l'Ecole supérieure d'électricité. Le secrétariat d'Etat avait d'autre part prévu de transférer à Paris-V les vingt-sept professeurs (sur trente-neuf) et les sept autres assistants qui souhaitaient quitter Paris-X-Nanterre. (1)

Mais le démarrage de l'U.E.R. de Malakoff a été laborieux. Le conseil de Paris-V avait mis plusieurs conditions à cette création : notamment une dotation de personnel administratif et de service et l'attribution de locaux au premier cycle de sciences humaines, expulser de ceux qu'il occupait l'ancien département de droit. Mais le nombre de nouveaux étudiants candidats à Nanterre atteint le million, contre mille deux cents à la rentrée 1976. Au total, il y avait donc dans cette université cinq mille étudiants à Paris-X.

Ces retards ont été mis à profit par l'université de Nanterre, qui avait obtenu la nomination d'un administrateur provisoire pour le droit, M. Robert Mandrou, historien et vice-président de l'université. Celui-ci a obtenu que la première session d'examens ait lieu en juin — se passe sans encombre fin septembre-début octobre. Les responsables de Paris-X ont aussi mené une propagande efficace auprès des étudiants. Résultat : le nombre de nouveaux étudiants candidats à Nanterre atteint le million, contre mille deux cents à la rentrée 1976. Au total, il y avait donc dans cette université cinq mille étudiants à Paris-X.

Mais le monde est ainsi dans l'expectative : le secrétariat d'Etat aux Universités attend pour attribuer les crédits supplémentaires à Paris-V et Paris-X. D'autre part, sans remettre en question les promesses faites pendant l'été, l'administration se hâte lentement de faire les nominations de professeurs et assistants. Mais les universités attendent nominations et dotations, pour établir les emplois du temps définitifs.

La « déssectorisation » des études juridiques de Nanterre

des Hauts-de-Seine. Ils ont affirmé que « les attaques portées contre l'université de Nanterre s'inscrivaient dans la volonté gouvernementale de punir les universités combattives et de faire un tri idéologique entre « bonnes » et « mauvaises » universités ».

M. Robert Mandrou, vice-président de l'université et administrateur provisoire de l'U.E.R. de droit, a affirmé le caractère illégal de la création d'une U.E.R. concurrente à Malakoff et du transfert d'enseignants de Nanterre vers celle-ci.

a-t-elle « échoué », comme le programme le Syndicat national de l'enseignement supérieur ? Elle n'a sûrement pas facilité une rentrée déjà compliquée pour les juristes (mais aussi pour les enseignants de sciences humaines de Paris-V). Les rumeurs provoquées vont peut-être même plus loin que les deux universités : on peut se demander si l'accroissement considérable du nombre d'inscriptions en première année au centre juridique de Sceaux (Paris-XI) — mille cent cinquante et onze étudiants en 1976-1977, mille cinq cent cinquante cette année — n'est pas dû en partie à cette « déssectorisation ». Or cette augmentation a entraîné en octobre un blocage provisoire des inscriptions. Une nouvelle section a été ouverte, mais l'organisation des travaux dirigés semble encore problématique.

La « déssectorisation » et le transfert des enseignants qui l'accompagne auront d'autres conséquences curieuses : en raison des effectifs en droit à Paris-X et Paris-V, on prévoit déjà qu'un bon nombre des enseignants nommés à Paris-V devront, en 1976-1977, et probablement l'année suivante, faire tout leur enseignement à Nanterre, c'est-à-dire dans l'université qu'ils voulaient quitter. Une logique toute particulière...

GUY HERZLICH.

(1) Selon le SNI-Scp, 90 % des assistants ont obtenu de rester à Nanterre.
M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale a écrit à Mme Alice Saunier-Selb, estimant que « le transfert envisagé de quatre-vingt-sept professeurs titulaires sur quarante-cinq de Paris-X à Paris-V ne saurait être présenté comme une mesure conforme aux besoins du service public », compte tenu des effectifs d'étudiants inscrits dans ces deux universités.

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS DURCIT SA POSITION A PROPOS DU REMPLACEMENT DES MAITRES EN CONGE

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collèges (SNI) a annoncé, mardi 19 octobre, qu'il allait donner des consignes très strictes à ses adhérents à propos du remplacement des maîtres en congé.

« Il semble bien », explique M. Guy Georges, secrétaire général du SNI, que les inspecteurs et recteurs d'académie ont pour instructions de ne pas pourvoir au remplacement des maîtres en congé avant un délai de dix jours pour le premier degré, et un délai de quinze jours dans le premier degré. Si ces délais sont respectés, le SNI se réserve le droit de demander aux instituteurs et professeurs de collèges de ne pas aller dans les écoles de remplacement, mais d'attendre la fin de leur congé.

Le SNI souhaite que les postes de remplaçants titulaires — qui assurent le remplacement des absents — soient portés de 5 % à 8 % du total des postes d'instituteurs et de professeurs de collèges. La formation du corps enseignant a entraîné une augmentation des absences, les congés de maternité s'ajoutant aux congés de maladie : les trois quarts des enseignants du primaire sont des femmes, dont la moitié ont moins de trente ans. A cet égard, le SNI demande que les congés de maternité soient dissociés des congés de maladie et complétés dans une rubrique qui pourrait s'appeler les « congés sociaux ». Ainsi, les parents d'élèves comprendraient-ils que les instituteurs ne sont pas plus souvent malades que les autres fonctionnaires.

« Lorsqu'on est employé de bureau, on peut se rendre à son travail sans être en retard et en physique, explique un responsable du SNI. Lorsqu'on s'occupe d'enfants, c'est différent : ils ne pardonnent pas la moindre défaillance ».

M. Guy Georges a d'autre part annoncé qu'un colloque international organisé par son syndicat aura lieu les 8 et 9 novembre à Paris sur « les finalités de l'éducation », avec la participation d'experts français et étrangers.

LA SITUATION DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DANS LA REGION RHONE-ALPES

Quand un collège menace ruine

De notre correspondant régional

Une délégation du conseil régional de Rhône-Alpes, conduite par M. Paul Ribeyre, son président, sera reçue par M. René Haby le vendredi 22 octobre. Elle fera part au ministre de l'Education de ses doléances à propos des constructions scolaires dans cette région où il manquerait cent mille places. La situation au collège d'enseignement général d'Heyrieux (Isère) a mis le feu aux poudres et alimenté la colère des élus de la région.

Pour la quatorzième année consécutive, la rentrée au collège d'enseignement général d'Heyrieux (Isère) a eu lieu dans des bâtiments « provisoires ». Construits en 1961, les bâtiments préfabriqués qui abritent une vingtaine de classes à l'entrée ouest de ce gros bourg dauphinois ont atteint depuis longtemps l'âge de la réforme. Des planchers s'effritent, des fenêtres et des portes ne ferment plus, les plafonds tombent sur la tête des élèves, et le chauffage est totalement défaillant : on y gèle l'hiver et on y étouffe l'été. A ce stade, ce n'est plus une question de confort, c'est un problème de sécurité. Ce réquisitoire a été dressé à la dernière session du conseil régional de Rhône-Alpes à la fin de septembre par un représentant de la majorité, M. Bernard Saugy, conseiller général d'Heyrieux.

La situation d'Heyrieux est certainement exemplaire. Depuis quatorze ans, la promesse de construction d'un collège d'enseignement secondaire de quatre cents places a été repoussée. Et chaque année, repoussée, faute de crédits. Aujourd'hui, l'établissement accueille quatre cent cinquante élèves. Ce qui signifie que lorsqu'il sera enfin réalisé — en principe pour la rentrée de 1977 — il sera trop petit. Parler d'« accueil » en l'occurrence est d'ailleurs un euphémisme. Les élèves n'ont pu commencer une scolarisation sérieuse faute de place. Malgré les prévisions, qui prévoient apparaître clairement des besoins supplémentaires pour la rentrée de 1978, les nouvelles classes préfabriquées ne sont en cours de montage que depuis le 10 octobre.

Doléances

Le conseil régional, de son côté, a déploré « le niveau trop faible des crédits affectés par l'Etat aux constructions scolaires du second degré : 178 millions en 1977, contre 190 millions en 1976 ». Pour régler le sort d'Heyrieux, le conseil a, toutefois, décidé de transférer sur cette opération les crédits affectés au lycée international de Farnay-Voltaire (Ain). Mais il a porté un jugement sévère sur la politique gouvernementale : « Ce n'est pas parce que je fais partie de la majorité que je ne suis pas critique », a notamment déclaré M. Saugy, M. Guy Cabanel, député (R.U.) de l'Isère, a dit « son désaccord avec une option de l'Etat qui traduit une conception erronée de l'enseignement en France ». Les conseillers ont alors adopté un plan de rattrapage, qui prévoit la construction, en 1977, en plus des investissements prévus, de vingt-six établissements, soit vingt et un mille places environ, pour un coût de 210 000 000 de francs.

BERNARD ELIE.

UN C.E.S. EN OR MASSIF

Une lettre du maire de Neuilly

Nous avons reçu de M. Achille Peretti, député (U.D.R.) et maire de Neuilly-sur-Seine, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ai pris connaissance avec intérêt de l'important dossier que vous m'avez adressé le 14 de votre numéro du 2 octobre intitulé « Les mésaventures d'un C.E.S. en or massif ». J'ai été sensible à la visite courtoise de votre comité d'initiative. Je voudrais cependant préciser pour vos lecteurs les faits suivants :

1) Ce n'est pas en raison des difficultés d'acquisition des terrains, faites par un adversaire tenace, que nous avons construit un C.E.S. de qualité. C'est en fait notre politique constante : nous considérons qu'il n'y a que le bon marché qui coûte cher et qu'on ne fait jamais assez pour les équipements publics. (...)

LES EFFECTIFS DES ETUDIANTS EN 1977-1978

Le nombre d'étudiants prévus pour la rentrée universitaire 1977-1978 est de 814 000 et non de 814 000, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 19 octobre.

M. François Valverde, secrétaire général de la société Messier-Hispano, vient d'être élu président de l'association des anciens de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, en remplacement de M. Jean Chaplin, qui présidera l'Union des associations d'anciens élèves des écoles d'enseignement supérieur et commercial.

Médecine

PHARMACIE
• Encadrement annuel de soutien parrainé à la Fac. par C.E.U.
• Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B

4 CENTRES

Maillet - Salin-Pérez
Rueil - Créteil

CEPES

Groupement libre de professeurs
37, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly
722-94-94 ou 745-09-19

«jeunes artisans»

Revue trimestrielle
Pour les jeunes artisans...
par des jeunes artisans.

AP sommaire du N° de septembre
Les jeunes artisans se penchent sur la revalorisation des métiers manuels.

• JEUNES ARTISANS •
5, rue des Immeubles Industriels,
75011 PARIS - Tél. : 371-79-32
Abonnement : 20 F - Le N° : 5 F
C.C.P. Paris 939-94

une année de manifestation
abonnements collectifs :
individuels :
enseignement
IRCAM - 31, rue

150

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Martha Graham
aux Champs-Élysées

La vieille dame en visite

LORSQUE Martha Graham vint pour la première fois avec sa troupe au Théâtre des Champs-Élysées, elle n'eut pas de succès. Comment le Paris des années 50, convaincu de sa suprématie mondiale en matière de danse, aurait-il pu accepter, comprendre une esthétique qui rompait brutalement avec les traditions du ballet classique ? Pour dire ce qu'elle avait à dire, cette Américaine n'avait pas hésité à rejeter les techniques constituées et à recréer elle-même pas à pas un langage corporel apte à exprimer les émotions fondamentales de l'homme. D'abord limitée au modèle américain et en réaction contre le puritanisme de ses aînées, Martha Graham a élaboré toute une dramaturgie contemporaine, reprenant et développant les grands mythes de la tragédie grecque revus par la psychanalyse, alors en plein essor aux États-Unis. Mais les choses vont vite. Au moment où le public français la découvrait avec effacement, Martha Graham, elle, était déjà dépassée, et la danse moderne qu'elle avait créée se trouvait dans d'autres directions. Peu à peu, ses disciples se sont imposés, comme Merce Cunningham et Paul Taylor ou Robert Cohan.

A quatre-vingts ans passés, la vieille dame gâtée de blanc qui vient saluer dans ses voiles mauves reste un phénomène à part : la créatrice de cette dramaturgie par la danse dont rêvait déjà Nerval, au *Siècle des Lumières* : « théâtre », pour lui, vivait-elle ? C'est difficile à dire : on a cru qu'elle ne survivrait pas à Martha Graham danseuse : il reste étroitement dépendant de la personnalité des interprètes : lorsque Yuriko Kuroda serpente le long du fil du labyrinthe et oscille des hanches, trépidant et affrontant le Minotaure dans *Grand Into the maze* (suivie pas à pas par la musique de Menotti), le spectateur reçoit sa part au creux de l'estomac : c'est quelque chose de viscéral qui le fait se recroquer dans son siège. Il a la conscience physique des contractions et des décontractions qui rythment la chorégraphie. Il la vit.

Avec *Diversions of angels*, suite de mouvements de danse pure sur la jeunesse et la joie de vivre, interprétée par une compagnie d'une qualité éblouissante, on retrouve l'explosion de la technique Graham : une extraordinaire coordination musculaire, la détente contrôlée des déséquilibres insensés, des chutes molles, le jeu des corps dans l'espace et avec le sol, ces mouvements qui n'ont jamais : tout ce que Martha Graham a redécouvert, perfectionné, et dont d'autres se sont servis à leur tour pour nourrir leur propre langage.

MARCELLE MICHEL.
* Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30, deux programmes, jusqu'au 31 octobre.

Le Bicentenaire des États-Unis a provoqué un grand mouvement d'emprunts d'œuvres d'art de part et d'autre de l'Atlantique. Par voie de réciprocité, nous avons, à Paris, des manifestations destinées à donner une idée des fonds américains. L'une des plus jolies est la présentation des dessins français de Chicago au Louvre. Elle complète, d'une certaine manière, l'exposition des cent dessins français de New-York, qui ont été au même Cabinet des Dessins en 1973. Ces visites sont précieuses : les ouvrages choisis se recommandent toujours à l'attention. Mais une anthologie est toujours un sautillonnage sans conclusions. Et, cette fois-ci, on aurait volontiers imaginé même en s'en tenant au seul dessin — une rétrospective sensationnelle qui aurait reconstitué à grande échelle le développement, les phases et les succès du collectionnisme américain. Après tout, ce qui a commencé en 1778, c'est une grande nation dont l'ouverture culturelle a supposé un lent et régulier transvasement des patrimoines européens. Pour le plus grand bien, sans doute, des deux rivières de l'océan, mais à travers d'extraordinaires épisodes où les amateurs, les aventuriers, les érudits, ont également trouvé leur compte.

Le plus beau Serrail

Le cas de Chicago est très pur. L'Art Institute, qui s'est formé entre 1827 et 1830 avec de superbes Minors, le plus beau tableau de Serrail, et quelques dessins de Gaudin, est par la suite un excellent conservateur, Schiewind, et un excellent mécène, Mrs. Blake, qui donnait les fonds et laissait les œuvres au musée. Le brillant destin (plume et lavie) de Picasso : le *Minotaure* (1933), qui donna son titre à une grande revue, est venu à Chicago par cette voie. Une autre a été la Fondation Regenstein, dont les fonds ont permis de constituer un fonds sérieux du dix-huitième siècle. Bref, on saura qu'un bord du lac Michigan, il y a un remarquable Cabinet des Dessins, comme le montre la suite française qu'on nous a apportée.

Dix-huitième siècle ? Waiter en tête, avec une des sanguines du *Vieux Serrail*, connu par la gravure, et surtout une notation très enlevée, sanguine sur fond crème, pour la *Fête d'Amour* de Dresde : couples divers jetés d'un trait, au sens propre, au pied de la statue de Vénus. Un peu plus loin, le *Bain de Diane*, du petit Trémolles, est aussi un de ces groupements sommairement établis à la sanguine avec quelques hachures et quelques lignes : fines

DESSINS DE CHICAGO AU LOUVRE

Femmes paysages portraits bien français

par ANDRÉ CHASTEL

silhouettes de nudités. Cela peut indiquer un thème qui traverse aisément ce ressemblant, tout fortuit qu'il est, de deux siècles : l'attention des artistes français à la nudité. Le *Misère* (galante il va sans dire), de Fragonard, dans son effet large de lavie ; le *Foyer des figurantes*, de Debucourt, scène un rien égarée d'une exécution vive, illustrent bien un certain dix-huitième siècle, qui équilibrait parfaitement un impeccable crayon d'Ingres : Mme Charles Goussier (son mari est là aussi) ; la *Baronne Chassériau*, buste à la mine de plomb, charmant et fin mais sans l'acidité du précédent, le *Modèle*, fusain inédit de Courbet ; les nus d'une vigneuse impressionnante de Millet, de Degas, plus faible de Manet. Avec le délicat et tendre portrait de Morlot, l'homme aquatique du même Manet, l'étude la *Baronne* de Renoir, la *Porte* entrebâillée toute japonaise, de Lautrec, une formidable encore de Chine de Matisse, et la victime du Minotaure, toute rondeur, de Picasso, on aurait presque pu se contenter de cette séquence, tant elle est riche et équilibrée.

Il y a aussi des soldats et des chevaux, grâce au cabinet d'album de Géricault acquis en 1847, plein d'études au crayon ou à la plume et au lavie, où les formes jetées, nouées, roulent avec une intensité extraordinaire. La meilleure page de Delacroix : des silhouettes de *Tigres* ; de Gustave Moreau : une monture fantastique, toute ciselée, avec des rebuts sur une base de crayon pour la *Péri* ; et de Lautrec : la scène à plusieurs crayons où, avec une intense coarsure, un singe vert à formes roses affronte un cheval de cirque et son clown. Le paysage enfin : deux souvenirs d'Italie peu ordinaires de Fragonard, la sanguine des *Enfants sous la charnière*, et le lavie fameux du taureau, dessin très léger et enlevé, qui prête à l'animal on ne sait quelle allure de Minotaure. La gouache de L.-C. Moreau, la *Chute d'eau*, est agréable, mais il y a autre chose, une invention véritable dans les trois coups de sanguine de Daubigny intitulés *L'Arrière-pensée*, dans un horizon plat du Nord, et si on aime l'insolite, dans les rochers enchevêtrés de Bredin, pour qui on a eu, semble-t-il, un grand intérêt à Chicago vingt-cinq ans. Cela prépare bien le *Grand Chêne* au fusain, un peu sourd, de Redon, et, une des nouvelles frappantes, le *Parc*, minutieusement décrit à la plume par Henri Rousseau, la petite note originale et fantastique étant apportée par trois rebuts de blanc.

Singulier, quand on l'isole de la suite des études, et étonnant de simplicité, le groupe



des *Trones d'arbres* au crayon Conté, de Serrail, croquis destiné à la « Grande Jatte », dont s'honore le Musée de Chicago. Son parti net, tendre, ne trouve pas d'écho, mais les deux aquarelles de Cézanne, surtout les *Trois Crânes*, sont une moment élevés de fougue contenue. Les Daumier, très drôles, sont à part de catalogue souligne judicieusement que l'un de ces dessins à la plume, les *Amateurs*, a le mérite d'être signé : 1864. C'est sans doute pour honorer la France et l'ère des révolutions qu'on a ajouté, faisant ainsi bonne mesure, le portrait de Franklin, par Fragonard, qui reflète une sorte de béatitude grâce à la légèreté dorée du lavie, et deux David : une étude choisie parmi les nombreuses feuilles préparatoires au « Serment de Jeu de Faune », et, récente acquisition, le médaillon de saint André (dont l'attribution a été un moment contestée). La notice nous apprend ce détail surprenant que « Bonaparte fut le compagnon de prison » des deux conventionnels, ce qui serait à l'origine de leur faveur par la suite. Cette nouvelle ou ce lapsus — incroyable nous vient aussi de Chicago.

* Dessins français de l'Art Institute de Chicago de Waiter et Picasso (L'Art Institute de Chicago des Dessins), Musée du Louvre, 22 numéros, notices de H. Josselin et de S. Folds Mc Gough. (Jusqu'au 22 janvier 1977.)

A propos de « La Bouteille à la mer », d'Aperghis

Le temps de souffler le verre

Cela se passait dans une cave de la tour T.I. A Bagnole, le quartier centre-sud regroupait une population sans histoire collective, beaucoup de jeunes, des enfants en foule, le béton réverbère leurs jeux, tout ce qu'on peut imaginer d'une cité nouvelle, avec des E.L.M. et un *Foyer d'immigrés*, à l'époque il y avait grève des loyers à la SONACOTRA : le quartier centre-sud de Bagnole était pourtant, de janvier à juin 1976, la scène réelle d'une création. Identifiée sous le titre la Bouteille à la mer et sous la signature du compositeur Georges Aperghis, on peut en voir actuellement une figure au Théâtre des Bouffes du Nord. Mais si on n'a pas suivi le travail accompli derrière l'échangeur, l'auditeur conduit à Gagny, à Roissy, on ne voit pas à quel cette représentation se relie, et on s'interroge sur le sentiment d'échec qu'elle produit (le Monde du 20 octobre). Celle-ci ne constitue en fait qu'une des faces de l'entreprise.

La Bouteille à la mer (qui qu'il en adienne) a été la scène d'un

débat, un lieu de convergence où des initiatives à première vue contradictoires se sont additionnées. Il s'agissait d'une idée. Se présentaient là des interrogations qui ne remontent pas seulement à 1968, l'artiste et la société, comment ne pas se composer du réel (des masses ?), comment ne pas créer en chambre, et l'enjeu semblait d'autant plus délicat qu'il était question de musique, mais attention, le propos n'avait pas de parenté — c'est été redoublable — avec un quelconque réalisme socialiste, seul mot d'ordre : l'œuvre à l'œuvre, ensemble. Le projet formait initialement trois cercles concentriques : le compositeur, la troupe, la cité.

Ils étaient neuf

Toutefois, pour que l'aventure, le bateau prenne la mer, il fallait un armateur, des commanditaires, d'autres cercles où s'inscrire, tout un contexte économique et politique : derrière les coproducteurs, la ville de Bagnole (sans municipalité d'union démocratique) et le Festival d'automne, il y avait un troisième partenaire, le Fonds

d'intervention culturelle (FIC). Chacun avait son point de vue, qui commandait un aspect de l'opération : pour Bagnole, il s'agissait d'accueillir une expérience qui apporte, sélective, une dimension artistique originale aux activités collectives multiples qui gravitent autour de la municipalité, à travers son office culturel et sa bibliothèque ; pour le Festival d'automne dont la nature est de présenter des spectacles, organiser des ateliers — c'est ainsi que les successeurs de M. Michel Gray ont désigné l'axe passé les travaux d'Armand Gatti à Bagnole et de Philippe Adrien à la Bibliothèque — l'objectif était de présenter des œuvres qui ne se satisfaisaient pas de l'éphémère, de quelques représentations ; la définition interministérielle du FIC le conduisit à insister sur le rôle socio-culturel des actions qu'il soutient. La ligne commune, le programme commun de ces trois pouvoirs (châliens de locaux, de fonds, et d'occasions) résidait dans les six mois d'élaboration, le temps de souffler le verre dont serait formée la bouteille. Cela non plus n'allait pas sans aléas.

Création en commun

Ils étaient neuf : Georges Aperghis, compositeur, metteur en scène, avait appelé auprès de lui des artistes d'horizons divers. Jean-Robert Viard, seul, avait une réelle formation musicale. Vincent Collin venait plutôt du côté de l'animation (l'administration lui était confiée). Edith Soc doit se reconnaître à un certain théâtre de texte. Aristide Deimonio est un de ces comédiens qu'on rencontre souvent sur les scènes de la périphérie. Christine Combe, sans être, avait fait un stage chez Peter Brook. Chantal Mutel arrivait du Théâtre populaire de Lorraine, une troupe qui ne sort jamais des difficultés parce qu'elle refuse de dissocier les deux faces de son ambition : inventer un langage qui rende compte des aspirations et de la culture d'une communauté et de la culture d'une communauté en inventant un langage. Hervé Royer, dramaturge, et Danièle Rostier, costumière décoratrice, ont aussi participé au travail sur Bagnole ; tous

deux s'inscrivent également dans la mouvance du T.P.L.

Au départ donc, une troupe, un local. Les premières réunions de travail ont été pleines de quiproquos : pour les Bagnolets, il s'agissait bientôt que les peintres et les talents divers de la ville se mettent à la disposition des professionnels, ils participeraient en quelque sorte à la création, cela sentait le parachutage ; pour les gens du quartier, à première vue rien de neuf. L'atelier, appelons-le ainsi, se posait d'abord la question de sa pratique artistique : pédagogie musicale (indispensable), improvisations collectives, les progrès étaient rapides, même si cette formation sur le jeu, empirique, comportait bien des trucs et des limites. Mais collectif est le mot-clé car, on sait la fragilité de la notion de création en commun, tout s'est engagé comme ça, et les neuf ont cherché quel instrument ils étaient avant d'élaborer une fable (l'animation se faisait en cours de rendez-vous hebdomadaires avec des tranches de public déjà fédérées par l'animation socio-culturelle). Une enquête en profondeur menée simultanément par France-Culture sur ce « travail musical » établissait d'autre part des premiers contacts entre créateurs et public, interposant déjà des médiateurs devant une réalité difficile à formuler quand on est artiste, extérieur, et qu'on se sent le nez trop dessus.

Ces six mois ont conduit à l'écriture d'un premier spectacle à Bagnole, qui n'a rien à voir avec cette montée aux Bouffes-du-Nord, mais qu'on pourra consulter lorsque la télévision diffusera le document en trois parties que l'Institut national de l'audiovisuel a réalisés.

Sous le chapiteau de toile

Le point de vue du groupe sur sa situation à Bagnole se traduit par une représentation à multiples entrées. Aperghis et les siens proposaient une fable sur la quête d'un trésor — la création — pour laquelle s'embarquaient l'inventeur de la Bouteille à la mer et ses commanditaires ; ils abordaient dans une île surprise

nante où les Vendredi sont nombreux, forcé, c'étaient les gens de Bagnole : les danseurs de Jacques Chaurand, un groupe pop, des musiciens arabes, des enfants, des Kamelias, la directrice de la bibliothèque, tous porte-parole d'une certaine réclamation du temps de vivre. Côte à côte et se chevauchant parfois, la création et l'animation. Et sous le chapiteau de toile, pour des raisons imprévisibles sûrement, irrédutibles au seul spectacle, on a communiqué nombreux dans un plaisir qui ne pouvait tenir ni à l'un ni à l'autre séparément.

Le spectacle à l'effigie des Bouffes-du-Nord porte le même titre et repose sur une équipe presque identique. Mais le projet est différent : les Aperghis ont voulu mettre en scène pour des étrangers la vie de quelques-uns, eux-mêmes, à Bagnole ; le vœu a été rejeté en tant que tel, pour devenir une fantasmagorie, un cadre obsessionnel, auquel seul le nom de la SONACOTRA prête référence directe. Lorsque le film s'installe en spectacle, sans doute il manque quelque chose : tout ce qu'on censure par crainte de naïveté ; et il y a aussi trop de choses : tout ce qu'on ajoute pour que la réalité se transforme en signe.

Cet exercice, que l'on peut voir, écouter, il serait dommage que ce soit, comme l'économie l'exige, le terme de l'expérience ; le groupe devrait aussitôt retourner à Bagnole, libéré de sa mission, s'installer et travailler. Ou bien se séparer. Les bouteilles à la mer arrivent toujours quelques part.

MARTIN EVEN.

* Bouffes-du-Nord, 20 h. 30.

IRCAM Passage du XX^e siècle

une année exceptionnelle
de manifestations musicales
direction : Pierre Boulez

abonnements janvier/juillet 1977
collectivités : 48 F pour 3 concerts
individuels : 60 F pour 3 concerts
renseignements :
IRCAM - 31, rue Saint-Merri - 75004 - 278.39.42

Centre Georges Pompidou

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général :
Jacques Fournier, directeur de la publication,
Jacques Sarraguet.

Imprimerie
du « Monde »
3, r. des Italiens
PARIS-14^e
1976

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 5767.

EN BREF

Les pratiques culturelles outre-Atlantique

Les cinémas américains font à peu près salle comble. Leur taux de fréquentation atteint, dans l'ensemble de l'année, près de 70 %. Le théâtre, l'opéra, les concerts et les ballets ont beaucoup moins de succès : 20 % de fréquentation en moyenne. Ces chiffres ont été publiés dans *Développement culturel*, bulletin édité par le secrétariat d'Etat à la culture.

La même étude révèle que, grâce à la télévision, le public des ballets se voit, aux Etats-Unis, multiplié par cinq ; celui de la musique classique est près de trois fois plus important par le disque et la radio que par le concert.

Des places soviétiques au chômage

Troud, le quotidien des syndicats soviétiques, révèle que les cales de d'une salle de cinéma moscovite vont être remplacées par des tourniquets automatiques. L'ouverture en sera déclenchée par un appareil dans lequel le spectateur aura préalablement introduit de la monnaie. Une installation électronique permettra de connaître le nombre de places disponibles.

Un auteur dramatique tchèque n'obtient pas son visa pour l'Autriche

Václav Havel ne représente pas la culture tchèque. Tel est le motif qui a été avancé par les autorités du pays pour expliquer leur refus d'accorder un visa de sortie à l'auteur dramatique qui devait venir assister à la « première » théâtrale de deux de ses œuvres. Václav Havel avait pourtant été officiellement invité par M. Sinowatz, ministre autrichien de la culture, de l'enseignement et des sports, ainsi que par la direction du Burgtheater. Cette interdiction n'a pas été approuvée par le gouvernement tchèque, qui a décidé, mardi 12 octobre, lors du dernier conseil des ministres, d'examiner dans quelle mesure ce refus respecte les accords d'Helsinki sur la libre circulation des idées et des hommes.

La réponse à cette décision ne s'est pas fait attendre : le gouvernement tchèque a fait savoir, jeudi 14 octobre, que l'intérêt manifesté par l'Autriche pour Václav Havel était « une immixtion dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie ». V. Havel vit en disgrâce dans son pays depuis le « printemps de Prague » : toutes ses œuvres y sont interdites. — (Corresp.)

Les médecins ne sont pas cinéphiles

Les médecins ne vont en moyenne qu'une fois par mois au cinéma : c'est ce que révèle une enquête publiée dans les *Dossiers du médecin de France*. L'assiduité des praticiens aux spectacles est d'ailleurs généralement faible : ils vont, par exemple, trois ou quatre fois par an au théâtre. En revanche, 44,5 % d'entre eux lisent plus de vingt livres par an. S'ils consacrent à l'écoute de la musique en moyenne quatre heures par semaine, 22,5 % achetant plus de vingt disques dans l'année. Et, bien qu'ils fréquentent seulement moins de cinq expositions par an, curieusement, près du tiers d'entre eux collectionnent les œuvres d'art.

L'Afrique à Montreuil

Les 19, 20 et 21 novembre aura lieu à Montreuil la Fête de la solidarité organisée par Aujourd'hui l'Afrique, revue de l'AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique).

Les 19 et 20 sont prévus divers colloques (au sujet par exemple des voies de développement en Afrique) ainsi que des rencontres avec des écrivains. Le dimanche 21 novembre, des orchestres animeront le matin les rues de la ville tandis qu'à partir de 15 heures la projection de films de Dikongue Pipa, Safi Faye, Ousmane Sembène... précèdera un débat sur la situation de la production cinématographique africaine.

★ Salle des fêtes et Bourne du travail, à Montreuil.

SCULPTURES MÉDIÉVALES A BORDEAUX

Les motivations d'une sélection

Le Musée d'Aquitaine, qui poursuit avec succès depuis 1964 la politique de présentation et d'analyse sérieuse du patrimoine régional — ainsi le proclamait son thème : « Bordeaux, deux mille ans d'histoire », — reprend l'exposition envoyée à Strasbourg en 1974 : « Sculptures médiévales de Bordeaux et du Bordelais », non sans l'effort polémique, en gros, les œuvres ont presque doublé. Elles sont maintenant près de deux cents, auxquelles il faut joindre une documentation soignée : une vingtaine de gravures et Léo Drouyn (1816-1896), l'un des premiers à s'intéresser aux vestiges, est à l'honneur, soixante photographies, des cartes, etc. La sculpture mobilière ou devenue telle couvre un peu plus de la moitié des deux mille ans en question : entre l'arrivée des Wisigoths (414), qui, comme le rappelle M. Louis Valensi, si actif conservateur du musée, « comptent dépeindre Bordeaux de l'un des romains » et « la reconquête de Bordeaux par le roi de France » (1453).

Une manière exotique

Or il se trouve, et ce n'est pas pour personne, que la zone Bordeaux-Bazadais est loin d'être classée parmi les foyers créateurs de la sculpture médiévale française. Seule la période d'arrachement à la romanité a donné, comme on le sait, une « fertilité locale originale aux œuvres paléochrétiennes ». Par la suite pas d'école, pas d'explosion et aucun nom d'artiste retenu. Il faut attendre 1525-1530 pour entendre citer le seul Julien Bocheau. Ici la sculpture est un genre quelque peu exotique, un objet d'importation, d'adoption. Elle est choisie par les amateurs et peut susciter des versions adaptées. Mais c'est précisément là que réside le charme et l'unité de l'exposition.

Une sincérité dans les options offre la présence de vierges limousines pures et émouvantes, de décors d'architecture simple, parlante rusticités souvent, où peu importe que le sourire soit romain ou le drapé bourguignon. Au service de la piété mariale on dit, outre des moines, l'un et l'autre très vifs, on comme motifs expressifs surgissant dans la lumière de la « façade atlantique » sur les beaux murs des édifices si bien bâtis, la sculpture trouve la place juste que méritent sa signifi-



tion, sa qualité. L'unité donc forcément composite de l'exposition ne vient alors pas de l'inspiration créatrice, mais des motivations de la sélection. Elle reflète des besoins spirituels et un goût insaisissable de la vie quotidienne dont la réussite est depuis toujours, semble-t-il ici, la grande affaire.

Acanthes et albâtres

L'exposition, très soignée, est assortie d'un catalogue bien à jour et bien illustré. Elle a un maître en valeur ses points forts : des entrées, perchées sur des pics, les brillants chapiteaux historiés provenant de la cathédrale Saint-André de Bordeaux (XII^e siècle). La disposition des feuillages ou des crosses touche souvent à la réussite abstraite et, dans les exemplaires à personnages, le modelé et le mouvement accidenté parfois avec une grande économie de moyens à une admirable réussite.

A gauche se développent les séries paléochrétiennes bien connues avec les chapiteaux corinthiens du V^e siècle en feuilles d'acanthe, exubérantes et épaisses, en couronnes superposées, et

bien entendu les fameux sarcophages en marbre des Pyrénées où le décor plat évoque la céramique sigillée. Le Bordelais n'est pas un des berceaux de la sculpture romane, il en a recueilli des échos savoureux et très souvent les imagiers locaux leur donnent l'accent rude et viril de l'art populaire. Mêlé à l'art de Moissac le mélange n'est pas sans attirer à Brac ou à Sainte-Croix-du-Mont.

Une petite salle spéciale a été réservée aux albâtres anglois du XIV^e siècle, genre élégant et un peu facile sur le tard, propice aux drapés collants, aux longs gestes de longues mains et aux modelés sensibles dans les meilleures pièces. Les trouvailles des allées de Tourny, qui viennent de subir une restauration, sont naturellement mises en vedette mais l'agrément de la présentation dans la section gothique reste la découverte comme fortuite de telle Pieta naïve prêtée par un couvent encore vivant du voisinage, ou de tel saint Jacques en bois au trop grand chapeau, resté là tout seul sur la voie qui mène à Compostelle.

PAULE-MARIE GRAND.

KLAUS RINKE A L'ARC

Quelques instruments de mesure

KLAUS RINKE est de Düsseldorf, il y travaille, enseigne. C'est un artiste un peu à part, qui n'a en tout cas pas d'équivalents sur la scène parisienne. Parce qu'il utilise son corps, parce qu'il se sert de la photographie, parce que dans ses photographies on le voit souvent réaliser des « actions », on a vite fait d'en faire un représentant de l'art corporel.

Rinke se sert de son corps, en fait, mais ne travaille pas sur son corps — pas de morsures, pas de plaies, ni de vertiges ou autres performances douloureuses, dramatiques, il ne se raconte pas. Il travaille avec son corps, sur l'espace et sur le temps. Avec des idées, mais il n'emploie pas de mots. Ce n'est pas un abstrait, il traduit concrètement des réalités. Réalité d'un geste, d'un mouvement, d'un moment, dans un lieu. Le thème de son travail n'est pas son corps, mais l'homme dans le temps et l'espace ; et ce à partir d'expériences toutes simples dans l'optique de rendre transparente notre relation au monde, à soi, aux autres.

Photographies de l'homme qui compte sur ses doigts : les bras et les mains de zéro à dix. Zéro, poing fermé : signe de refus. Dix, mains ouvertes : offrande. Moi, toi, haut, bas, être couché, être debout, être assis, aller, courir... gestes oubliés et familiers. Dans une salle nue, rigolasse frisée, tee-shirt, jeans, chaussures lacées, sous l'instrument de mesure du temps — une grosse horloge, — Rinke tend la main, lève un bras, s'allonge, s'assoie... Dans l'herbe, sur les marches d'un escalier, le long d'un mur, au bord de l'eau, dans une allée forestière, il effectue des déplacements corporels : mises les unes au-dessus des autres, ou les unes

à côté des autres, des séries de photographies de l'artiste qui s'est désigné au préalable d'un appareil de prise de vues fixe. Du gros plan au petit point cerné par un paysage, le mouvement dans le temps est transformé en un mouvement spatial. Le corps déplacé, le temps qui passe, le présent qui se déplace à une vitesse accélérée, ou lentement. Démonstrations. Actions presque sculpturales.

Et sculptures presque miniatures : un fil à plomb au-dessus d'un plan d'eau, une série de marches de bois pendues le long d'un mur et déclinant de la verticale à l'horizontale, des boîtes effilées, posées au sol, des tiges flexibles en suspension sur le mur... des coes, des corbeilles, des points de repères qui sont aussi de très belles pièces.

Dessins ou sol — cercles, demi-cercles : — il y a du Léonard à-dessus, avec cette petite différence que l'homme du vingtième siècle n'est plus le nombril du monde, ni la mesure de toute chose... des instruments à mesurer le temps, l'espace, le « non-temps » et le « silence ».

Et puis il y a l'eau, cette attirance de Rinke vers l'eau, l'écoulement ininterrompu, le mouvement continu : douze fûts d'eau posés à la louchette dans le Rhin pour en interrompre l'écoulement naturel, une action parmi d'autres. Eau-sculpture dans un récipient, eau canalisée dans le musée, à voir comme des extraits d'un phénomène naturel grandiose, fixé dans le temps et l'espace, toujours. Il y a bien de la poésie dans tout ça.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ ARC, jusqu'au 30 octobre.

**Sissi
a maintenant
37 ans.**

*Mais Romy est
de mieux en mieux.*

Cette semaine dans ELLE.

AYEZ ENVIE DE SORTIR.

Sortir sort tous les mercredis.

Chaque semaine, dans Sortir, il y a tous les films qui sortent et qui vont sortir. Les restaurants à connaître et ceux à éviter. Les gens qui comptent et ceux à oublier. Les boîtes qui marchent et celles qui vont sombrer. Les spectacles à voir et ceux à détester.

Sortir. Le "grand" magazine de la vie de Paris.

SALLES CLASSÉES CINÉMA D'ART et d'ESSAI (A.F.C.A.E.)

LE STUDIO 2, rue Edmond-Pollesco
53 - AUBERVILLIERS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE - 833-16-16
MERCREDI 19 H., VENDREDI 21 H. 30,
SAMEDI 19 H., DIMANCHE 15 H. 30.

L'INNOCENT
de Luciano VISCONTI
MERCREDI 21 H. 30, SAMEDI 14 H. 30,
SAMEDI 21 H. 30, MARDI 19 H. 30.

PIERROT LE FOU
de Jean-Louis BODARD
VENDREDI 19 H., SAMEDI 19 H. 30,
DIMANCHE 15 H. 30, MARDI 21 H. 30.

ON L'APPELAIT MILADY
de Richard LESTER
ST. GIL-LE-CŒUR 12, r. Cély-le-Comte
DU 20 AU 26 OCTOBRE 1976 :
FESTIVAL DU FILM
SUR L'ART

Chaque jour, un programme différent :
— A BIGGER SPLASH
— EGON SCHIELE
— VERSAILLES, LE PALAIS
TEMPLE DU ROI SOLEIL
ETC...

STUD. LOGOS 5, rue Champollion
ODE 26-42
GUERRE ET AMOUR
avec WOODY ALLEN

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 228-48-18
A 12 H. 15 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
(interdit aux moins de 16 ans.)

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 228-48-18
A 13 H. 45 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
(interdit aux moins de 16 ans.)
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
VERA CRUZ
avec GARY COOPER

150

Journal de l'ISO

DES ARTS

... LE MONDE — 21 octobre 1976 — Page 19

La FIAC au Grand Palais

Le marché de l'art se met à l'heure de Beaubourg

On voit cent expositions d'art contemporain sans trop se fatiguer ? Faire le tour en un seul après-midi de vingt galeries new-yorkaises de Soho ou Madison Avenue, trente des différents pays européens et plus de cinquante des deux rives de la Seine y compris les nouvelles qui entourent Beaubourg ?

La Foire internationale de l'art contemporain (FIAC) qui s'est installée au Grand Palais est différente de ce qu'on en attendait. Partout, à Bâle, à Cologne et à Düsseldorf — qui ouvre le 20 octobre, — on avait remarqué une certaine lassitude vis-à-vis de ces manifestations, en période de conjoncture défavorable. La « foire » de Paris, qui passe du triste espace de la « Bastille » au Grand Palais sur les Champs-Élysées, arrive dans un climat presque triomphant. Optimiste en tout cas. A sa création, en 1974, elle n'avait réussi à attirer que 30 % de galeries étrangères ; aujourd'hui, elle en compte 50 % et parmi les plus prestigieuses. Des ouvertures samedi, après l'inauguration par Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, les allées du Grand Palais étaient envahies de visiteurs qui arpentaient les « rues » de ce petit village de galeries, toutes peintes en blanc pour laisser parler les couleurs et les formes des œuvres offertes. Œuvres mises à l'honneur, mais monnaie comme dans un musée, avec rigueur et sobriété.

Le dimanche matin, Mme Giroud revenait au Grand Palais, cette fois à « titre personnel », faire ses emplettes d'amateur d'art, comme beaucoup d'autres, souvent « venus de loin », pour évaluer l'offre. Celle-ci est, il faut le dire, importante en qualité et en nombre. Les expositions ont fait un effort particulier de présentation. Et on a bien le sentiment que, cette fois, c'est au tour de Paris, longtemps mis à

l'écart, par le commerce international de l'art, de se mettre en avant. Et, économiquement, le moment n'est pas le plus opportun, stratégiquement, il l'est. D'ici à la fin de l'année s'ouvre le Centre Beaubourg, avec la rétrospective Marcel Duchamp. L'heure est venue, semble-t-il, de tenter une « réévaluation » de l'école de Paris contemporaine et de lui donner un statut économique comparable à celui de l'école américaine d'après 1945 (Rothko, Pollock, Newman, Lichtenstein, Rauschenberg...). Or, ces dernières années, d'une vaste opération d'enrichissement. C'est aujourd'hui le tour des « nouveaux réalistes », avec notamment Tinguely, Armand, César, Yves Klein, qui sont mis en avant, parfois par des expositions personnelles, par bien des galeries, et pas seulement françaises. A Paris, on peut voir galerie Pincker (1) les peintures au feu d'Yves Klein et galerie Beaubourg et Lacroix (2) une exposition sur les « nouveaux réalistes », dont on avait en un aperçu il n'y a guère, galerie Mathias Fels, avec la même introduction de Pierre Restany, le « maître à penser » du mouvement. Pour les marchands, c'est d'autant plus l'heure des « nouveaux réalistes » que le Centre Georges-Pompidou a inscrit à son programme une exposition sur « l'école de Nice » qui n'en est pas si loin, parfois, par les hommes et aussi par les œuvres, tandis que le Musée d'art moderne de la Ville de Paris prépare une rétrospective César.

Crise de confiance

Au Grand Palais, on vient voir un « marché de l'art » et on se trouve au milieu d'une manifestation d'art particulièrement variée. Un salon qui présente en quelque sorte le contenu d'un musée d'art contemporain.

La FIAC s'est organisée comme une manifestation de cent galeries dans une ambiance décontractée et simple, où l'on peut voir des œuvres et éventuellement les acquérir à des prix affichés. On y trouve une dizaine d'expositions personnelles parmi lesquelles Warhol (qui

signait et dédicait samedi, devant une file d'attente d'amateurs, des affiches de sa « série des Indiens » vendues 30 F), Lichtenstein, Sonderborg, Frankenthaler, Brice, Hartung, Domela, auxquels s'ajoutent les trois « nouveaux réalistes ». Autour, une quantité notable de tableaux de qualité où voisinent Balthus, Chagall, Giacometti, Picasso, Braque, Gris, Léger, Miró, Magritte, Ernst. Autrement dit, les « grands » bien connus et aussi des jeunes à découvrir. Parmi les Français, ceux de Support-surfaces, dont on peut voir les œuvres ici et là : Cane, Viallet, Desseaux... (3).

Ce marché a banni l'atmosphère mercantile. On y parle peu d'argent et d'avantage d'art, de la place qu'occupent ceux-ci ou bien ceux-là. Ce qui, en fait, revient à long terme à parler d'argent, car le marché transforme toujours le statut artistique en statut financier. Il faut cependant s'interroger : comment va ce marché ? Selon les chiffres indiqués, les prix n'ont pas tellement baissé. Mais ils n'ont pas augmenté non plus. Et des affaires se réalisent, disent les marchands qui affichent ne pas s'en soucier.

Le temps de la croissance irraisonnée et illimitée du prix des œuvres d'art appartient au passé. L'argent plus difficile à maintenant éloigné les « investisseurs » purement spéculatifs d'un marché encore relativement étroit. Ils y avaient apporté un flot d'argent qui l'avait déboussolé. Plus un artiste était connu, plus il devenait cher, les amateurs devant, de plus en plus, se tourner vers de nouveaux talents à découvrir. D'un bien, il sortait un mal, car en même temps se trouvait favorisée l'inflation, sinon des talents du moins de la production elle-même. La trop grande quantité et la trop grande diversité de la production actuelle remet en cause le traditionnel critère de rareté et aussi de la singularité, c'est-à-dire de l'innovation.

Cette foire, qui ne présente rien de nouveau, s'en tient à une « réévaluation » purement rétrospective.

Mais, dans son foisonnement, elle veut toutefois s'en tenir à une idée de la qualité traditionnelle (la « qualité de Pa-

ris » comme disent certains), qui ne se livre pas au commerce « sauvage » de l'art et à la montée d'œuvres peu substantielles sur la validité desquelles leurs possesseurs peuvent s'interroger.

Le climat d'austérité ne touche certes pas tout le monde. Et les marchands d'art le savent bien qui disent volontiers : « De l'argent, il y en a, mais il faut offrir une marchandise sérieuse ». Le cas du Salon des antiquaires auquel succède l'art contemporain est, à cet égard, significatif. Les beaux meubles anciens, par définition rares, sont considérés par les amateurs comme étant des biens artistiques irrécusables qui ont dépassé le stade aléatoire de la mode qui monte et qui chute. Les antiquaires du Grand Palais ont fait de bonnes affaires et depuis bien des années leur problème est moins de vendre que de trouver à s'approvisionner car, pour les très beaux meubles, le marché se raréfie : il monte donc dans des proportions relativement élevées.

Retour à Paris

La récente croissance du marché de l'art fut un mal qui a entraîné une forte crise de confiance chez les amateurs. Et c'est elle que les marchands voudraient restaurer afin que cette « crise conjoncturelle » ne prenne pas un caractère structurel. Il en est ainsi dans une certaine mesure aux États-Unis, où le dollar remonte, où l'économie se rétablit mieux qu'ailleurs et où pourtant le marché de l'art, si florissant naguère, ne redémarre pas. Crise de confiance des amateurs qui avaient, dans un climat d'euphorie, acheté trop cher ? Pour certains, c'est un peu ce qui expliquerait la présence d'un nombre élevé de marchands américains dans cette foire pour soutenir leur marché européen relativement important, et notamment pour soutenir l'exemple donné par Beaubourg. Le Centre Pompidou représente une source d'achat notable pour l'art américain dont les collections nationales étaient dépourvues. Les grandes galeries new-yorkaises (Pierre Matisse, Leo Castelli, Emmerich...) n'ont pas hésité à venir, bien qu'il leur soit difficile de vendre



(Dessin de BONNAFFE)

beaucoup d'œuvres à cette foire étant données les hauts prix américains et un taux d'échange défavorable. Serait-ce leur manière de manifester leur optimisme pour la réapparition de Paris comme centre d'art grâce au Centre Beaubourg dont l'existence risque, en retour, de stimuler l'activité de l'art contemporain en général ? De part et d'autre, on semble vouloir en finir avec la guerre Paris-New-York qui opposait, depuis vingt ans, artistes et marchands de chaque côté de l'Atlantique.

La société de « l'ère quaternaire » consumera sans doute plus d'œuvres d'art qu'on n'en consomme aujourd'hui. Les roides murs blancs de l'habitat contemporain en demandent. C'est le petit supplément d'âme qu'on peut s'offrir en échange d'un petit — ou d'un gros — supplément d'argent. Jusqu'à présent, le monde de l'art a surtout connu un accroissement monétaire. Il lui reste à connaître l'élargissement de son public.

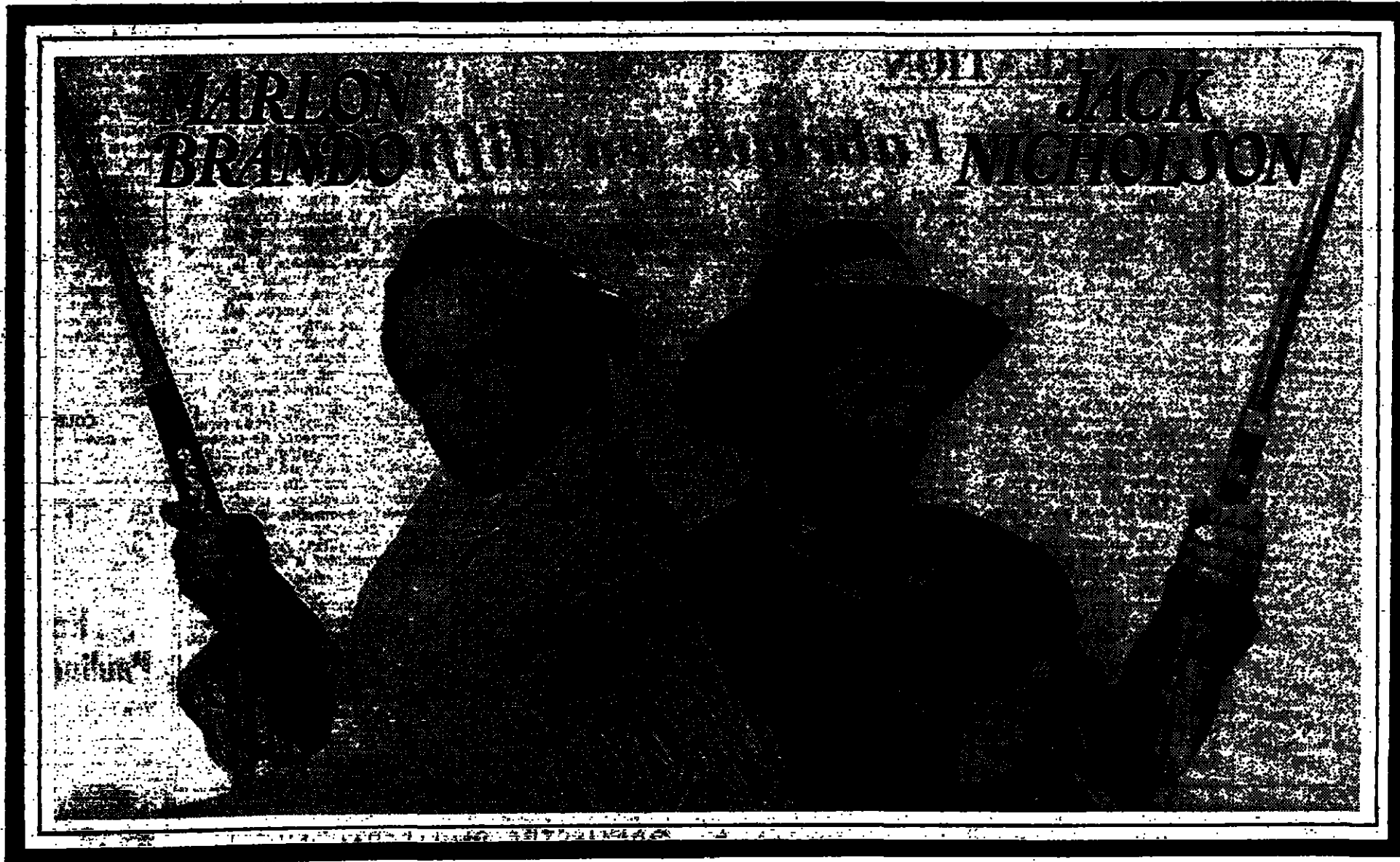
Ainsi conviendrait-il que la rivalité Paris-New-York s'achève avant que l'art lui-même, tel que nous le produisons et le consommons, ne vole sa fin arriver...

JACQUES MICHEL.

* La FIAC, au Grand Palais. Tous les jours de 14 h. à 22 h., samedi et dimanche de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 octobre.

ÉLYSÉES CINÉMA v.o. - QUINTETTE v.o. - DRAGON v.o. - UGC ERMITAGE v.f. - HELDER v.f. - MONTPARNASSE PATHÉ v.f. - MAXEVILLE v.f. - UGC GOBELINS v.f. - CLICHY PATHÉ v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - LES NATIONS v.f. - NAPOLÉON v.f. - GAUMONT ÉVRY v.f. - ÉPI-CENTRE ÉPINAY v.f. - ULIS ORSAY v.f. - ALPHA ARGENTEUIL v.f. - CLUB MAISONS-ALFORT v.f. - LES FLANADES SARCELLES v.f. - CYRANO VERSAILLES v.f. - ARTEL NOGENT v.f. - ARTEL ROSNY v.f.

L'UN VOLE! L'UN TUE!... LES AUTRES MEURENT!



MISSOURI BREAKS

ELLIOTT KASNER présente MARLON BRANDO et JACK NICHOLSON

dans un film d'ARTHUR PENN "MISSOURI BREAKS" Réalisé par ARTHUR PENN

Produit par ELLIOTT KASNER et ROBERT M. SHERMAN - Écrit par THOMAS MCGUANE

Musique de JOHN WILLIAMS Services de Production de SOTOM/Produit-Studio Une Production ROBERT M. SHERMAN

Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

السلامة

DES SPECTACLES

... LE MONDE — 21 octobre 1976 — Page 21

Festival d'automne à Paris

LE GRAND RENDEZ-VOUS DES « RÉPÉTITIFS » AMÉRICAINS

« RÉPÉTITIF », « minimal », « employés fautes d'autres termes, deux adjectifs dont la signification trop limitative rend mal compte de la richesse et de la diversité d'un courant musical dont l'évolution est loin d'être interrompue. Un courant né de l'autre côté de l'Atlantique et dont le Festival d'automne aura montré cette année plusieurs aspects avec l'opéra de Bob Wilson et Phil Glass *Einstein on the beach*, les concerts donnés actuellement par l'ensemble de Steve Reich à la salle Wagram, et une partie des films vidéo de Robert Ashley, présentés au Centre culturel américain (lire l'article de Gérard Conde), manifestations qui trouveront leur prolongement avec celles qu'organise, du 27 octobre au 23 novembre, le centre culturel du Marais, sous le titre les *Post-modernes américains* (1).

Bien que les artistes concernés aient peu de goût pour cette expression, et ce qu'elle représente, on peut tout de même parler à propos de la nouvelle musique d'une école, aussi spécifique qu'a pu l'être en son temps celle de Vienne. Mais alors que les principaux chefs de file du sérialisme allemand étaient ceux de la musique « répétitive », américaine sont au nombre de quatre. Et alors que le sérialisme apparaît d'une certaine façon comme une continuation et un aboutissement logique de l'évolution de la musique classique européenne, le courant « répétitif », se prête difficilement à une filiation de ce genre. On évoquera plutôt le jazz et le rock — bien que les rythmes en soient le plus souvent assez différents —, musiques traditionnelles d'Orient et, dans une moindre mesure, d'Afrique; d'une manière plus évidente encore, on établit un parallèle avec quelques tendances picturales contemporaines telles que le cinématisme et le minimal art. Un courant situé non pas « à côté » d'une avant-garde musicale européenne qui s'attache généralement à traduire une pensée d'ordre plus ou moins littéraire avec des sons, mais « ailleurs ». Si l'on tient à établir un lien avec la musique classique occidentale, c'est plutôt vers l'aube de celle-ci qu'il faut se tourner, des premiers hymnes religieux monodiques à l'avènement de la polyphonie.

Régression ? Le mot a été vite lâché par nombre de spécialistes de la musique contemporaine européenne, lesquels admettent difficilement l'innatisme de leurs critères habituels pour juger ce qui leur paraît être un décalage phénoménal de mode. Mais il n'y a pas à se laisser entraîner par le mot. La même chose des conceptions de John Cage dont chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître l'importance capitale ?

Si, au cours des années 50 et 60, la *tabula rasa* de John Cage a ébranlé la sensibilité des jeunes artistes américains — musiciens et non-musiciens —, son effet n'a été ressenti en Europe que tardivement et d'une manière « amortie », atténuée. Aujourd'hui encore, combien de compositions européennes — nouvelles —, sérielles ou autres, restent marquées par la musique sérielle, sinon dans la forme, du moins dans l'esprit !

Le « tout est musique » de Cage a fait comprendre aux jeunes compositeurs américains qu'ils n'avaient pas à se fixer d'intérêt dans leurs recherches. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes si les « répétitifs » ont suivi cette leçon de Cage pour créer une musique qui prend radicalement le contre-pied de la sienne, opposant à l'absence de son contraire : une concentration de l'attention sur une organisation rationnelle de sons soigneusement déterminés.

Le son unique de La Monte Young

La Monte Young est sans nul doute le père de la nouvelle musique. Le film vidéo que Robert Ashley lui a consacré n'ayant pas été terminé, il est le grand absent du Festival.

Après avoir écrit en 1958 un *Trio* à cordes constitué de notes tenues durant plusieurs minutes, il devient un des membres les plus influents du groupe néo-dadaïste Fluxus, montrant une imagination hors du commun allée à un sens profond de la décentration

Quelques disques

- LA MONTE YOUNG : *Dream house* 78 17" (Shandar).
- TERRY RILEY : *In a C*, *A minnow in a curved air* (C.R.S.), *Perpetual surprise* (Shandar).
- STEVE REICH : *Phase patterns* (Shandar), *Drumming*, *Six Pianos*, etc. (coffret Deutsche Grammophon).
- PHIL GLASS : *Musique with changing parts* (Chandos Records), *Part 1*, *Part 2* de *Musique in 12 Parts* (Virgin), *Solo music* (Shandar).
- SONIC ARTS UNION : *Electric sound* (Mainstream).

dans des compositions musicales sans son, « conceptuelles » avant la lettre (une idée qui sera reprise plusieurs années plus tard par d'autres compositeurs dans la musique dite « intuitive »). Directeur artistique, avec Terry Riley, de la compagnie de danse d'Ann Halprin en 1969 et 1980, il découvre parallèlement l'intérêt de pénétrer à l'intérieur de sons maintenus à haute intensité durant une heure ou plus.

Essentiellement fondée sur la permanence d'un son de hauteur et d'intensité constantes, lequel peut être parfois mis en valeur par des variations vocales ou instrumentales improvisées, la musique de La Monte Young va prendre de multiples aspects : sons obtenus par friction continue, sons accordés à des résonances naturelles (insectes, cochenilles), disque de métal joué à l'archet, etc. Après le Théâtre de l'événement unique de l'époque Fluxus, il fonde en 1963 le Théâtre de la musique éternelle, dont feront partie entre autres le violoniste John Cale et le percussionniste Angus MacLise, deux futurs membres du fameux groupe de rock Velvet Underground, lui-même improvisant au saxophone soprano. Il abandonne cet instrument en 1964 pour chanter avec sa femme, Marian Zazezela, sur des fréquences électroniques maintenues nuit et jour : destinée à être jouée éternellement dans une hypothétique « Maison du rêve », la pièce intitulée *la Tortue, ses rêves et ses voyages* a commencé.

A côté de cette composition-limite, La Monte Young reprend aujourd'hui en public son *Well tuned piano* (le piano bien accordé) de 1964, qui ramène en cause la fausseté de l'échelle tempérée occidentale et dont l'importance, à notre époque, nous paraît devoir être comparée à celle des pièces pour piano préparé de John Cage dans les années 30 et 40.

Terry Riley : au-delà de l'avant-gardisme

La participation de Terry Riley aux sessions de la chorégraphie Ann Halprin en compagnie de son ex-condisciple de Berkeley, La Monte Young, le conduit à s'intéresser aux effets du son sur le psychisme. En 1961, il utilise le procédé de la boucle de bande magnétique dans sa première œuvre « répétitive » *Mescaline mix*. Venu l'année suivante en France, il participe à des spectacles ambulants — théâtre de rue, happenings, illusionnisme musical — et joue, pour subsister, de la musique d'ambiance dans un bar de Pigalle. En 1963, il crée avec le quintette de jazz de Chet Baker la musique de *The Gift*, pièce de Ken Dewey, dont les audaces seront alliées au théâtre récamier, utilisant pour la première fois simultanément le système de la boucle et celui du *feed-back* (réinjection produisant, un écho retardé). De retour à San Francisco, il écrit l'année suivante ses premières *Études pour clavier* et la pièce pour orchestre *In C*.

Jouant tour à tour de l'orgue électrique et du saxophone soprano, il abandonnera la composition pour improviser en soliste avec *feed-back* — son orchestre fantôme — sur les thèmes *Pappy Nogood* et *Rainbow in a curved air*. Se servant de moins en moins du second instrument, il se consacrera exclusivement dans les années 70 à l'improvisation à l'orgue, ajoutant à son répertoire des morceaux tels que *Perpetual surprise*, *derives*, et *The Descending Moonshine Derives*, dont il donnera, ainsi que de l'impensable *Rainbow*, des versions hautement diversifiées, mêlant des échos de la musique ancienne baroque, du ragtime et du raga indien dans une musique dont l'atmosphère inimitable ne doit qu'à lui-même.

Se dégageant de toute préoccupation conceptuelle avant-gardiste, Terry Riley appartient aujourd'hui au monde de la contre-culture plutôt qu'à celui de la musique dite contemporaine. Seules, comptant pour lui la qualité des « vibrations » qu'il peut transmettre.

Steve Reich : du « déphasage » à la substitution

Après avoir effectué des travaux portant sur des « déphasages » graduels de boucles de bande magnétique jouées simultanément et comportant le même enregistrement, Steve Reich choisit en 1967 de faire écouter sa musique par des instrumentistes, lui-même jouant du clavier ou de la percussion.

Écrit avec une grande précision, la musique instrumentale de Steve Reich ne laisse aucune place à l'improvisation. Le compositeur recherche une situation de dépersonnalisation, d'oubli de l'égo, situation qu'il juge libératrice : « Ici, ce n'est pas l'homme qui fait

la musique, mais la musique qui fait l'homme... » Il considère que, tout au long de son déroulement, un processus graduel peut offrir suffisamment d'intérêt en lui-même pour qu'il ne soit nullement souhaitable d'y ajouter quel que ce soit, qu'en atténue la lisibilité.

En 1971, il abandonne le « déphasage » graduel pour s'engager dans de nouvelles voies, dont l'une des plus déterminantes sera une substitution progressive des battements aux soupirs dans un cycle rythmique se répétant indéfiniment.

Steve Reich présente cette année au Festival d'automne huit pièces de différentes époques, allant d'une version pour deux marimbas du *Piano phase*, de 1967, à la *Musique for 18 musiciens*, qui, donnée mardi soir en première européenne, s'impose comme une des réussites les plus frappantes de la nouvelle musique. Si beaucoup de compositions de Steve Reich mettent en jeu un matériau sonore volontairement dépourvu, les deux plus récentes, *Musique for mallet instruments*, *voices and organ* et *Musique for 18 musiciens*, en approfondissent une expérience amorcée en 1971 dans *Drumming*, montrant au contraire des recherches d'allures de timbres d'un grand raffinement. Et, plutôt que de « minimalisme », c'est de « maximalisme » qu'il faudrait parler à propos de *Musique for 18 musiciens* : bâtie sur onze accords différents, une œuvre follement dense dont la complexité reste cependant étroitement liée à un souci primordial de clarté auditive.

La subversion structurelle de Phil Glass

C'est en 1967, après avoir étudié le tabla indien avec Allah Rakha, le percussionniste de Ravi Shankar, que Phil Glass a formé à New-York son ensemble d'instruments amplifiés (claviers électriques, vents et violon, avec, plus tard, adjonction d'une chanteuse).

On se tromperait beaucoup en imaginant que les constructions « modulaires » de Phil Glass ne représentent qu'un quelconque démarquage de la musique de l'Inde. Leur force, au contraire, tient au fait qu'elles épuisent les formes épurées à arêtes vives et les mouvements « machiniques » de notre environnement moderne citadin, comme s'il s'agissait d'exorciser celui-ci et non de le fuir. Le fameux processus de progression « additive » que Phil Glass a découvert en 1968 consiste en une succession d'additions ou de soustractions d'éléments constitutifs d'une figure répétitive donnée, les deux formes d'opération pouvant être mêlées. Les différences des parties mélodiques qui constituent un « unisson rythmique » engendrant par ailleurs des mouvements contraires, parallèles ou similaires. Dans *Musique in 12 parts*, de nouveaux principes sont inaugurés, en particulier des elongations de sons sur plusieurs mesures, tandis que dans la dernière partie, apparaissent pour la première fois des succès-

sions d'accords selon un processus qui sera ensuite plus largement développé dans *Another look at harmony*, la *Musique d'Einstein on the beach* et celle d'un court métrage sur le sculpteur Mark di Suvero. Il importe de souligner qu'au sein de ces différentes structures, une part essentielle de l'art du compositeur consiste à subvertir de façon insidieuse ou brutale ce qui, dans le confort de la répétition, est donné au départ comme simple et inoffensif. Un autre aspect fondamental de la démarche de Phil Glass réside dans une recherche d'effets psycho-acoustiques d'une grande efficacité, par imprégnation.

Un courant multiforme

Bien que certaines affinités les relient aux artistes dont nous venons de parler, il est peut-être abusif d'inclure parmi les « répétitifs » les compositeurs de musique électro-acoustique du Sonic Arts Union — Bob Ashley, Gordon Mumma, Alvin Lucier et David Behrman —, dans la mesure où l'on risque de diluer leur spécificité. Certes, il leur arrive fréquemment d'employer des sons répétés, longuement tenus, mais il semble qu'il s'agit alors pour eux d'un moyen, non exclusif, plutôt que d'une détermination radicale (avec les membres du Sonic Arts Union, on se trouve, pensons-nous, devant une des rares musiques d'aujourd'hui qui soient véritablement expérimentales : chez eux, les différentes expériences proposées à l'auditeur sont menées sans concession jusqu'à leur plus ultime aboutissement, et c'est ce qui en fait tout le prix).

Ce qui vient d'être dit sur le Sonic Arts Union peut également s'appliquer aux jeunes compositeurs qui sont actuellement réunis autour de David Tudor au musée Galliera (certains ont d'ailleurs été élèves de David Behrman et de Gordon Mumma).

En revanche, la *Brain wave music* par « biofeedback » de David Rosenboom se rapproche beaucoup plus de la musique de La Monte Young ou de Terry Riley dont elle constitue un prolongement particulièrement intéressant. Il s'agit d'une variation de la hauteur de ses sons d'un synthétiseur par le déplacement des ondes alpha à l'intérieur du cerveau humain.

Parmi les jeunes musiciens américains engagés dans l'aventure « répétitive » et sur lesquels il faudra revenir, citons Charlemagne Palestine, Jon Gibson, Harold Budd, Phil Minton, Alvin Curran, Richard Teitelbaum, Charles Amirkhanian, et la liste est loin d'être close. Sans doute, comme tant de courants de l'art moderne, la musique « répétitive » trouvera-t-elle un jour sa fin naturelle, prenant place à côté de l'abstraction lyrique, des happenings et du free jazz... Bien que la compilation des happenings et du free jazz... DANIEL CAUX.

Vidéo musicale au Dragon

À deux pas de Saint-Germain-des-Près, 3, rue du Dragon, le Centre culturel américain est d'abord un endroit accueillant. Souvent trop chaud l'hiver, un peu frais l'été, il convient idéalement pour les demi-séances, lorsque le temps incertain fait hésiter entre le pull et l'imperméable...

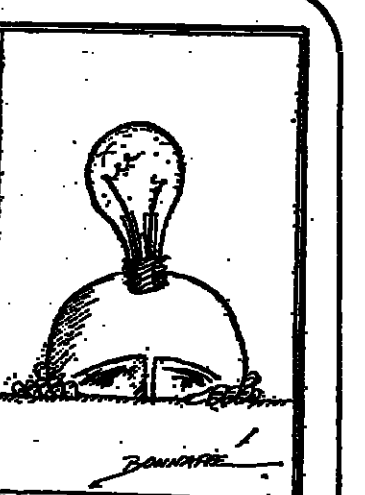
Avec ses fauteuils larges et profonds, presque des sofas, sa lumière tamisée et quatre écrans de télévision couleurs trônant au milieu des plantes grimpantes, la salle du rez-de-chaussée est donc actuellement le lieu rêvé pour après-midi ou soirées à dominante culturelle. A condition de considérer aussi comme une forme de culture celle des changements sauvages, lorsque cela consiste à suivre dans les sous-bois les traces de John Cage... Les films vidéo réalisés par le compositeur Robert Ashley et projetés à Paris par le Festival d'automne en première exclusivité se situent dans cette perspective légère et dédramatisée : inutile de les regarder avec un crayon et un bloc-notes, à moins d'être un nostalgique de l'écriture automatique.

Pourquoi la vidéo ? Rapide, économique, rebelle au montage, elle correspond au fonds commun « l'éther » qui plonge leurs racines (Music with roots in the ether, c'est le titre de la série) les musiques de David Behrman, Philip Glass, Alvin Lucier, Gordon Mumma, Pauline Oliveros, Terry Riley et Robert Ashley. Sept films de deux heures. Il devait y en avoir neuf ; ceux consacrés à La Monte Young et Roger Reynolds n'ont pu être achetés à temps. Chaque « portrait » comporte deux parties d'égale durée : un entretien d'abord avec l'auteur, dans son univers plus psychologique que physique ; dialogue à bâtons rompus, triviale de silence, sans préambule ni possibilité de reprendre, puis de la musique.

Ce n'est pas, bien sûr, tout ce qui se fait actuellement aux États-Unis qu'on découvrirait à travers ces documents illustrant les tendances dites « répétitives », méditatives (on dit aussi « planantes ») ou ressortissant au « minimal art ». Contestables ou échappant à une appréhension critique, nous ne les présentons pas, mais elles répondent à un besoin d'une partie des créateurs et du public. Quelques heures passées devant les écrans du Centre culturel américain ne sont donc un investissement inutile — précisons que l'entrée est libre — et, si l'on n'en sort pas absolument convaincu par la musique, au moins la première partie permettra de comprendre pourquoi elle existe, dans quel contexte elle est née.

Pas d'explications historiques, seulement des images, des mots, des plans, à la limite du banal. Une traduction simultanée (modèle du genre : vivante, toujours en situation, elle est due à un jeune compositeur belge) permet de tout comprendre sans savoir l'anglais ; il suffit de se confier à un dictionnaire léger qu'on vous offre à l'entrée.

Le casque, au bout d'un quart d'heure, se révèle une preuve douloureuse de la part de masochisme élémentaire entrant dans tous les exercices culturels. Aussi les véritables jouisseurs, les « suprasensuels » comme les appelait l'auteur



de Vénus en fourrure, réprimant à se sentir trop longtemps d'un instrument de torture aussi sophistiqué, même si les fesses de la langue américaine leur échappent. Ils écouteront simplement la sonorité des voix, des mots, le rythme des phrases et des plans, les bruits (du micro, du vent, des objets), toute cette musique que font naturellement deux compositeurs lorsqu'ils parlent ; et si les problèmes qu'ils évoquent ne sont ni nouveaux ni forcément essentiels — parfois ils le sont, cela va sans dire —, la façon de les exprimer, de les vivre sans parvenir à les communiquer, appartient déjà au domaine de la création.

Assés éloignés du « cinématisme », malgré les apparences, ces reportages permettent d'aller au-delà, à condition d'en avoir envie.

GERARD CONDE. * Tous les jours (sauf le dimanche) : quatre films différents à 12 heures, 17 heures, 19 heures et 23 heures. Permanent de 12 heures à 23 heures le samedi.

"Une aventure magnifiquement filmée"
Principale Châtelaine / Europe 1

REDFORD / HOFFMAN
"LES HOMMES DU PRESIDENT"

ROBERT REDFORD / JUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"
avec JACK WAGONER et la participation de MARTIN BAILEY, HAL HOLBROOK
et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee
Scénario de WILLIAM GOLDMAN d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD
Montage de DAVID SIOPE. Producteur WALTER COBLENTZ. Mise en scène de ALAN J. PAVULA
Une Production Wildwood Enterprises. Un Film Robert Redford - Alan J. Pakula

REX VF - UGC ERMITAGE VO - UGC ODÉON VO
MIRAMAR VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - LES 3 "MURAT" VF

Théâtre de la Commune
centre dramatique national
93 Aubervilliers
CREATION EN FRANCE

QUATRE A QUATRE

Pièce Québécoise de MICHEL GARNEAU
mise en scène de Gabriel GARRAN
« Une spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit. La part de la masculinité et de la poésie est ici prépondérante. »
Michel Cournot (Le Monde).

Réservation : 833-16-16

THÉÂTRE DE LIBERTÉ
"LA VIANDE ET LES ÉTOILES"
d'après
JACK LONDON
au
THÉÂTRE ROMAIN - ROLLAND
18, rue Eugène-Vaillin
756-15-02 VILLEJUIF
Jusqu'au 27 nov. 21 h.

CLAUDIO ARRAU piano
Salle Pleyel
27 octobre
à 20 h 30

Orchestre National de France
dir. Gábor Chmura
Concerto "L'Empereur"

PHILIPS

Extrait du catalogue :
Beethoven : concerto "L'Empereur"
disque 6538 005

July 11, 1950

[illegible]

Centre culturel américain, 3, rue
du Dragon (222-22-70). Jusqu'à
15 novembre.

EDDIE KULIGOWSKI, prix Nispe-
1976. — Galerie Noël et Blanc,
15, rue de la Madeleine. Sauf dimanche
de 13 h. à 20 h.

CLAUDE LE-ANN ET LE GROUPE
LES 1000000. — Espace, 6, rue
Pierre-et-Marc (343-05-78). Jusqu'à
31 décembre.

PIERRE PLOSSU, **PABLO MONTE-
ASTREJO**. — La Photographie
de 2 rue Christine.

WILSON DIER BUSCHKE. —
Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du
Port-Louis (367-38-24), sauf
dimanche de 13 h. à 15 h.

JUQUANT G. GEBRNER. —
DANIEL LÉGERON, photographes
et **JEAN LÉZAT**, dessinateur.
Galerie Di. 26, rue de Richelieu
(366-37-54). Jusqu'au 29 octobre.

LE DÉPART. — L'INDEPENDANCE
DES ÉTATS-UNIS. — Malsm du
Quartier, place du Parc-au-Lézard, 1,
Nevry (071 13-68).

ments concernant
noms ou des salles

IONS SPECTACLES -
épées) et 721.42 34

21 heures,
et (jours fériés)

ZAZAR

DU 30 SEPTEMBRE
AU 30 OCTOBRE 1976



ARTCURIAL

MUSEE RODIN
77, rue de Varenna, PARIS (7)
**Rodin et les écrivains
de son temps**

GALERIE KARL FLINKER
25, rue de Tournon (6^e). 325-18-7

Jusqu'au 20 novembre

GOERG
peintures et dessins
de 1922 à 1965
et

du 21 octobre
au 31 décembre 1986

ARTICURIAL

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 20 OCTOBRE
— **M. Léon Faure**, et **Alain Terrenoire** débattent à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— **M. Michel d'Ornano**, ministre de l'Industrie et de la recherche, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », qui a pour thème : « L'Etat et le chômage ». **Barrot**, secrétaire d'Etat au logement, sur Antenne 2, à 21 h. 25.

JEUDI 21 OCTOBRE
— **M.M. Jean-Pierre Fourcade**, ministre de l'équipement, et **Michel Rocard**, secrétaire national du parti socialiste, débattent à propos du livre *Démocratie française* pour le « 13-14 » au cours duquel ils ont été invités à débattre et recueillir également **Mrs Marty**, sur France-Inter, à 13 heures.

— **M.M. Robert Grossmann**,

Flaussmann Printemps

AÉRONAUTIQUE

CONÇU EN COOPÉRATION FRANCO-AMÉRICAINE

Le projet Mercure-200 est présenté à cent trente compagnies aériennes

Le groupe Dassault-Breguet joue une grosse partie, du jeudi 21 au samedi 23 octobre, à Long-Beach en Californie, où il présente, avec ses associés McDonnell-Douglas et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), son projet de nouveau moyen-courrier bi-réacteur Mercure-200 aux représentants de cent trente compagnies aériennes, réunis pour la

Dirigeants et chefs pilotes des compagnies aériennes invitées au symposium de Long-Beach pourront apprécier, durant ces trois jours prochains, en vol ou au sol, les caractéristiques et les performances du Mercure-100, qui se distingue de celles de l'avion à construire par son emport et son rayon d'action beaucoup plus faibles. À l'issue du symposium, les industriels concernés ont prévu de continuer les consultations avec leurs futurs clients, de sorte qu'ils devraient être en mesure de remettre au gouvernement français, qui tranchera en définitive, leurs conclusions avant la fin de 1976 pour pouvoir lancer les premières commandes de série en septembre 1977.

C'est durant ce symposium de Long-Beach que les constructeurs français sauront si, en particulier, leur partenaire américain : la société McDonnell-Douglas, est prêt ou non à partager les risques du programme Mercure-200 en prenant à son compte la commercialisation de l'avion dans le monde et, surtout, aux États-Unis. L'industriel américain déterminera son attitude selon l'accueil réservé au projet par les représentants des cent trente compagnies aériennes invitées à Long-Beach.

Pour sa part, le gouvernement français a choisi, le 12 août dernier, de donner la préférence à une coopération transatlantique avec Douglas — au lieu de Boeing — mais il a aussi précisé qu'il s'agissait d'une collaboration de principe dont les modalités pratiques de détail devaient être précisées lors de conversations ultérieures. L'idée de prendre un partenaire américain pour ouvrir le marché des États-Unis aux productions européennes, a prévalu en France dès l'année dernière avec l'espoir que le modèle d'avion retenu devrait entrer en service commercial en septembre 1980. Le choix s'est porté sur un moyen-courrier de cent quatre-vingt places environ, qui, si l'on en croit des évaluations de Boeing, représente les deux tiers du marché mondial d'ici à 1985.

Les préalables de Douglas

Au début des conversations de part et d'autre de l'Atlantique, Douglas a posé plusieurs préalables, à commencer par le fait que le Mercure devrait être rebaptisé différemment. Mais le préalable sans doute le plus grave a bien été pour Douglas, et quoi qu'on ait pu en dire, d'obtenir un engagement des compagnies Air Inter et Air France qu'elles acquiescent des avions DC-8 ou DC-10 pour leur réseau, en contrepartie de l'appui industriel et commercial de Douglas sur le Mercure-200. Depuis, l'attitude de Douglas a quelque peu évolué face à un gouvernement français qui répète que le projet de Mercure-200 ne peut être lié à des considérations mineures comme, par exemple, le remplacement des Caravelle d'Air France par des DC-8 d'une technique dépassée. Aujourd'hui, le constructeur américain se montre plus subtil et nuancé en demandant à la France — par l'achat de DC-8 ou de DC-10 — de l'aider à dégrader des profits supplémentaires qui seront autant de sources nouvelles d'investissements nécessaires au lancement en commun de la production du Mercure-200.

Quelle que soit, en fin de compte, la décision du gouvernement français à propos du remplacement des Caravelle, la participation de Douglas au projet d'avion Dassault-SNIAS ne profite pas aux seuls intérêts de la construction aéronautique française. La division des avions civils de McDonnell-Douglas, qui est définitive, ne continuera pas à produire que par la division militaire de cette même société, par ses bénéfices propres, équilibre les comptes de l'ensemble de la firme américaine.

La division commerciale de Douglas est foncièrement attachée au lancement d'un nouvel avion de ligne qui lui permette de briser le monopole de Boeing. L'erreur de Douglas a été, dans le passé, d'abandonner progressivement à Boeing les marchés civils, notamment en laissant la célèbre société de Seattle régner en maître incontesté dans le domaine des moyens-courriers, comme le Boeing-727. Le succès de ce dernier avion est tel, au reste, qu'il assure l'essentiel de son profit annuel et lui procure les moyens financiers pour lancer d'autres opérations.

Douglas mesure aujourd'hui à quel point sa participation au programme Mercure-200 (elle serait de l'ordre de 15 % de l'ensemble du projet) peut lui permettre, en définitive, de réapparaître à terme comme un concurrent dangereux pour Boeing. En d'autres termes, le Mercure-200 participe de la stratégie de Douglas face à l'empire Boeing.

Des sources de rivalités

Toute la stratégie du gouvernement français devra être, en revanche, d'obtenir un engagement financier et industriel de Douglas plus important que prévu, de manière — sans léser les intérêts des autres partenaires — dans le projet Mercure-200 — à interdire au constructeur américain la possibilité d'investir, à son tour, dans des programmes qui seraient des concurrents directs de projets aéronautiques.

En particulier, Douglas détient, dans les cartons de ses bureaux d'études, les dessins d'un avion baptisé DCX-300, qui est un rival de l'Airbus — franco-allemand. L'existence de ce projet explique les contacts qui ont lieu actuellement entre Douglas et Airbus Industrie, ces deux sociétés examinant les conditions dans lesquelles elles pourraient être amenées à proposer à leur clientèle un avion commun de deux cents à deux cent vingt places qui emprunterait des pièces aux deux appareils déjà en service, le DC-10 et l'Airbus. Force est cependant de reconnaître qu'il existe, à l'heure actuelle, entre Douglas et Airbus Industrie, davantage de sources de conflits ou de risques de concurrence que de convergences d'intérêts.

Mais la SNIAS, appelée à coopérer avec Dassault et Douglas sur le Mercure-200, a besoin de l'assurance que le constructeur américain ne se prépare pas, d'une façon ou d'une autre, à contourner la vente — difficile à ce jour — de l'Airbus dans le monde. Avant de se prononcer sur les modalités d'un accord relatif au Mercure-200, la société nationale se fera de connaître la répara-

tion prévue du financement, son intérêt étant d'obtenir le maximum du plan de charge, en heures d'études ou de production, pour un minimum d'investissement à consentir.

A Long-Beach, les conversations continuent donc entre les trois principaux partenaires, comme elles continueront avec d'éventuels associés européens, italiens, ouest-allemands, britanniques, espagnols et belges — qui seront sollicités pour prendre une part de 40 à 50 % restant à investir dans le projet Mercure-200.

JACQUES ISNARD.

MOTOCYCLISME

CIRCUITS ET CONCENTRATIONS

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, vient de monter en première ligne pour défendre la moto (le Monde du 20 octobre). Les motards, qui étaient habitués à beaucoup moins d'égards de la part des pouvoirs publics, lui en savent gré. Mais la question reste posée : aime-t-il vraiment la moto ? Et surtout, sait-il ce que rouler veut dire ?

Les motards n'ont pas oublié que le président de la République d'aujourd'hui a été hier le ministre de l'économie et des finances qui les a taxés le plus durement, avec une augmentation de la TVA de 20 à 33 %. Aujourd'hui, M. Soisson s'offre le luxe de diviser l'union de la gauche dans le vote de l'amendement Crépéau (radical de gauche). N'a-t-il pas même été jusqu'à parler de campagne antijeu à propos de la vignette sur les motos ?

Cela ne fait pas très sérieux et permet de douter de l'avenir des « circuits motos » dont on entend parler depuis des années. M. Soisson n'est pas l'inventeur, et il s'est contenté pour l'instant de débiter un crédit. D'autant plus que ces centres de « boy-scouts motards » contrôlés ne supprimeront certainement pas les concentrations du type de celles qui se tiennent à l'île de la Réunion, où l'on se donne l'illusion de vivre dangereusement : le grand frisson sur deux roues. Un frisson que l'on ne ressentira peut-être pas dans les allées des circuits motos officiels.

À l'automne 1977, en principe, le premier centre devrait ouvrir à Orléans (à côté de Montlhéry). Les collectivités locales doivent être associées à l'opération, mais il n'est pas certain qu'à la pelle des élections elles se prêtent au jeu du ministre. PATRICE VANONI.

MÉDECINE

Mme VIEL à Dunkerque : il y aura bientôt trop de médecins en France.

« Je suis actuellement hostile à toute création de nouveau centre hospitalier régional en France », a déclaré, le 18 octobre, à Dunkerque, Mme Simone Veil. Le ministre de la santé, qui inaugurerait dans cette ville un hôpital de six cent cinquante-deux lits, a ajouté, à propos des centres hospitaliers régionaux, qu'il y avait « plutôt trop en France » et qu'il y aurait « bientôt trop de médecins en France ». Mme Veil a insisté sur ce point, « en accord avec Mme Alice Saumier-Selès », secrétaire d'État aux universités.

Mme Simone Veil a ajouté que, si elle estime que « la densité en lits d'hôpitaux généraux doit disposer notre pays est désormais globalement suffisante », une disparité existe cependant entre les régions : le Nord est, à cet égard, sous-équipé, reconnaît Mme Veil. Pour remédier à cette situation, la région du Nord sera, dans le projet de budget 1977, la première de France pour l'importance des crédits d'investissement des hôpitaux. Le nouvel hôpital de Dunkerque s'inscrit dans cet ensemble, ainsi que celui de Valenciennes, un complexe similaire que Mme Veil a inauguré en septembre. Pour le ministre, ces hôpitaux d'agglomérations moyennes constituent d'excellents relais pour les centres hospitaliers régionaux existants.

MORT DU DOCTEUR MORRIS KUPCHAN

Le docteur Morris Kupchan, spécialiste du cancer, chercheur à l'université de Virginie, est mort le 19 octobre à l'âge de cinquante-trois ans au centre du cancer Sydney-Farber.

Le docteur Morris Kupchan était connu pour ses recherches sur les composés inhibiteurs du cancer, il avait reçu l'année dernière le prix Ernest-Odier de la Société américaine de chimie. Il avait été également distingué par plusieurs organisations étrangères. Le docteur Kupchan avait particulièrement travaillé à certains composés naturels d'une action anticancéreuse, qu'il s'est efforcé d'isoler et d'analyser. Depuis 1959, il était professeur de chimie à Charlottesville (Virginie).

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
Écrit par des experts
SCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Socle privé fondé en 1873
soumis au contrôle pédagogique de l'État
4, rue de Valenciennes, 75009 PARIS - CEDEX 02

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

Numéro spécial de la revue « L'itinéraire », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 », où Mgr Lefebvre expose « fond les raisons de son attitude » ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander : 18 F (France) à l'itinéraire, 4, rue Garibaldi, 75009 Paris ;
étranger, postaux : Paris 13 355 73

RELIGION

Une note de Mgr Maziers sur les rapports entre les chrétiens et les communistes

« Il ne suffit pas de dénoncer les limites et les dangers du marxisme »

Président sortant de la commission épiscopale pour le monde ouvrier — il a assumé cette fonction délicate pendant six ans — Mgr Marius Maziers, archevêque de Bordeaux, vient de publier sous le titre « Rendre compte de Jésus-Christ aux marxistes » (« Semaine religieuse » du 15 octobre), un intéressant document sur les rapports humains entre les chrétiens et les communistes. Evitant de se placer exclusivement, comme cela a déjà souvent été fait, sur le plan des idées et des théories, Mgr Maziers préfère insister sur le comportement et la pastoral. Le meilleur moyen d'éviter les malentendus est, pour les croyants, de présenter aux marxistes un visage authentique du christianisme et de vivre selon l'Evangile. — H. F.

Chrétiens et marxistes coexistent dans la vie quotidienne. Mgr Maziers constate que « l'aire d'influence du marxisme s'est étendue considérablement ». Dans certains pays, les chrétiens sont persécutés, dans d'autres, nombreux sont les milieux où les institutions marquées par le marxisme. Dans le monde ouvrier, prêtres et laïcs ne peuvent vivre leur foi sans tenir compte de la vision de l'homme et de l'action qui découlent de l'analyse marxiste. L'Eglise doit en tenir compte. « Même si le marxisme se présente comme athée, il n'est pas sans une certaine conscience, par notre regard de croyants, ne sont pas étrangers à l'amour de Dieu. Nous avons l'audace de penser que l'esprit qui nous porte vers le Père attire aussi tout homme, même celui qui ne l'a pas encore reconnu. (...) Cette approche missionnaire se joue dans les rencontres avec les hommes ».

Le chrétien doit donner sa vie pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme (messager de l'Évangile). Il ne lui suffit pas de parler de liberté. « Il faut que les conditions de vie, l'organisation sociale, économique, politique rendent cette liberté possible pour tous et qu'il soit fait appel à la responsabilité de tous. Il faut dénoncer et combattre l'exploitation de l'homme qui découle d'un mauvais usage de la liberté dans l'organisation du monde. Le matérialisme qui vient de l'idolâtrie de l'argent et du pouvoir est aussi étouffant, quoique plus diffus et moins conscient, que le matérialisme scientifique ».

SCIENCES

Les expériences de Viking MARS EST-IL UNE PLANÈTE MORTE ?

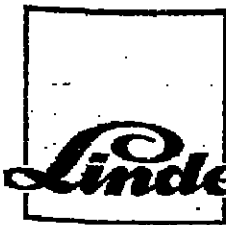
C'est en vain que Viking-3 aura déplacé une pierre et prélevé un échantillon du sol qu'elle protégerait du rayonnement solaire ultra-violet : comme pour les échantillons précédents, l'analyse n'a pas montré de traces de matières organiques. Le paradoxe demeure, qu'un des responsables de la mission a fort bien illustré : « Le sol de Mars est une chambre fermée : de l'extérieur, nous constatons qu'on y mange, qu'on y respire... Mais quand nous entrons, nous ne trouvons personne ».

Toutes les hypothèses sont possibles. La plus simple est qu'il n'y a pas de vie sur Mars — ou qu'elle existe hors de portée des Viking — mais il faut expliquer « qu'on y respire et qu'on y mange », ce qui n'est pas aisé. On peut aussi mettre en cause le fonctionnement de l'appareil d'analyse. Mais pourquoi cet appareil plutôt qu'un autre ? On a avancé que le sol martien est beaucoup plus humide que prévu, et cela diminuerait la sensibilité de l'appareil. L'expérience de la pierre retournée aura cependant restreint le champ des hypothèses : on ne peut plus accuser les ultra-violets solaires d'avoir détruit des composés organiques autrefois présents dans le sol martien. Mais le faisceau des possibilités reste largement ouvert, et la question de la vie martienne n'aura pas de réponse dans l'avenir proche. Autre mystère martien : la planète ne « tremble » pas. Les sismographes de Viking-1 étaient tombés en panne lors de l'atterrissage, mais ceux de Viking-2 fonctionnent parfaitement. Ils enregistrent les oscillations de la sonde sous les rafales du vent martien, et des vibrations créées par les appareils de bord. Mais, jusqu'ici, ils n'ont relevé aucun séisme. Malgré ses énormes volcans (24 kilomètres de haut), Mars serait-elle une planète géologiquement morte ? — M. A.

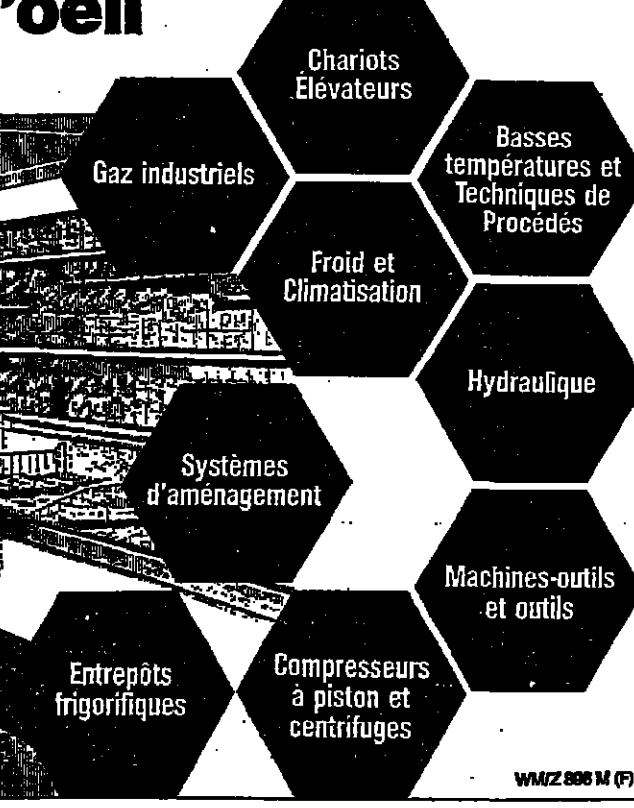
Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil les produits qui vous sont offerts

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.



Linde Froid et Climatisation
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



WMZ 886 (F)

ANCIENS COMBATTANTS

Congrès des anciens P.G. à Reims

De notre correspondant

Reims. — Depuis de nombreuses années, à chaque congrès d'anciens combattants, il est question de « rapport constant » concernant les pensions. Les vingt-cinquièmes assises nationales de la Fédération nationale des combattants en Algérie, Tunisie et Maroc qui se sont tenues à Reims, en l'absence fort regrettée du secrétaire d'Etat, M. André Bord,

La quinzième assemblée générale de la Fédération mondiale des anciens combattants (FMAO) s'est tenue du 11 au 15 octobre 1976, à Maastricht (Pays-Bas). Les délégués d'une quarantaine de pays y participaient.

Une séance spéciale a été consacrée à la signification et à la portée de l'acte final de la conférence d'Heilbrunn. De l'avis général, ce document important marque un progrès incontestable dans la normalisation des relations internationales, mais il ne constitue qu'un début qui requiert des efforts soutenus pour être entièrement traduit dans la réalité.

M. W. Ch. J. M. Van Lanschot (Pays-Bas) a été élu président de la FMAO et M. Serge Wourgaft (France) a été élu secrétaire général. Ont été également élus ou réélus : trésorier général, M. Victor Badini-Confalonieri (Italie) ; vice-président, M. M. William O. Cooper (Etats-Unis), secrétaire général sortant qui ne se représentait pas à ce poste ; M. Louis Aoussi Ets (Côte d'Ivoire) ; Dr. Karl Tichy (République fédérale d'Allemagne) ; M. Simeon Valdez (Philippines) ; M. Lucien Béguin (France) a été élu président du conseil général.

Le Monde

Service des Abonnements
75157 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4267-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

98 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS STRANGERS

PAR VOIE NORMALE

128 F 355 F 523 F 690 F

STRANGER

(par mandat)

I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 230 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE

152 F 365 F 445 F 590 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois chèques) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse d'ar-

nalité ou provisoire (deux

semaines ou plus) : vos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital, d'imprimerie.

n'ont pas failli à la tradition. Abstention que M. Georges Feltier, président national, non sans quelques causticités, n'oublia pas de souligner. Ainsi, les six cents congressistes ont constaté qu'aucune mesure nouvelle ne figure dans le projet de budget 1977, les 484,5 millions supplémentaires ne pouvant, selon eux, que faire face à l'augmentation du coût de la vie. Aussi le congrès s'est-il adressé aux membres du Parlement un appel solennel pour que les promesses faites soient tenues, à savoir notamment : un nouveau palier vers la parité de la retraite du combattant portant au minimum à l'indice 24 la retraite du combattant des anciens combattants de 1900-1945 et une première augmentation de l'ensemble des pensions de guerre et de retraite à valoir sur la compensation indispensable due à la dévalorisation du niveau des pensions résultant de l'application erronée du rapport constant.

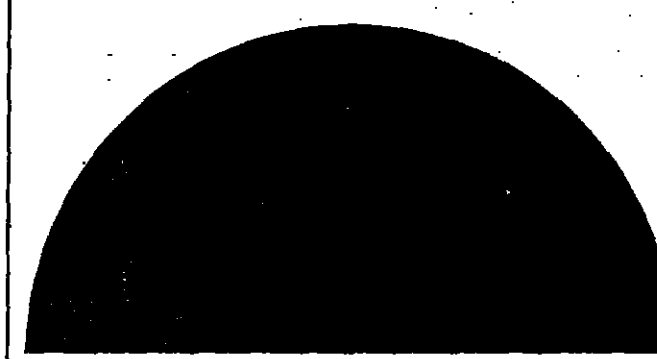
Le congrès a également réaffirmé sa volonté d'obtenir l'attribution de la carte du combattant à tous les anciens prisonniers de guerre sans exception. Enfin il s'est déclaré résolu à mettre tout en œuvre pour que le 8 mai soit à nouveau reconnu et célébré comme le 11 novembre.

G. P.

vous vivez
à Paris
vous travaillez
à Paris
vous aimez Paris
vous lirez

PARIS HEBDO

Édité par la fédération de Paris du P.C.F.
En vente dès le jeudi 21 octobre 1976 chez tous
les marchands de journaux. Prix : 1,50 F.



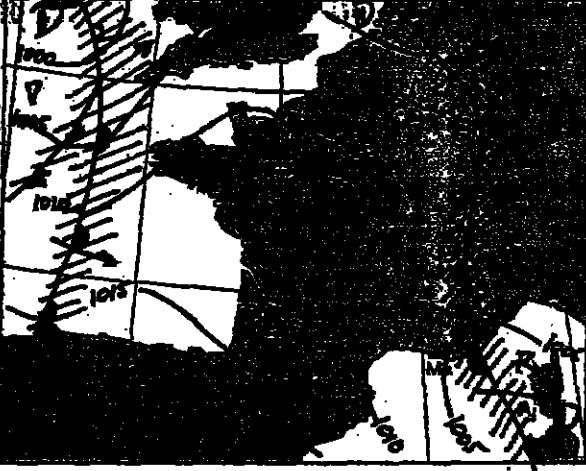
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20-10-76 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 21-10-76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige Vagues Rorages Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 20 octobre à 0 heure et le jeudi 21 octobre à 24 heures :

La perturbation pluvieuse, qui avait traversé la moitié ouest de la France mercredi matin, continuera à progresser lentement vers l'est, mais perdra de son activité dans sa partie septentrionale. Une autre perturbation, venant de l'Atlantique, s'annonce pour mercredi soir et jeudi matin. Elle sera accompagnée d'un temps très nuageux et de quelques pluies. Le temps sera très nuageux et de quelques pluies. Le temps sera très nuageux et de quelques pluies.

Jeudi matin, la partie ouest de la France sera très nuageuse, avec des pluies ou averses par intermittence. Ce type de temps s'installera ensuite et ne persistera que sur la Sud-Est et la Corse, tandis que des éclaircies se développeront ailleurs. D'autre part, le temps restera assez nuageux et souvent brumeux du Nord-Est au Sud, où les précipitations cesseront. Sur la rive de la France, le temps sera nuageux, avec des éclaircies, mais le matin on notera des nuages bas ou des brouillards, surtout dans les vallées. Au cours de la matinée, le ciel se couvrira sur l'ouest de la Bretagne avec quelques pluies. Ces dernières éclaircies se feront l'après-midi et le soir l'ouest de la Normandie et la Vendée. Les vents seront assez forts à force sur le pourtour méditerranéen. Les températures minimales seront en baisse assez marquée, sauf sur le quart Sud-Est, les températures maximales subiront peu de changement.

Mercredi 20 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris - Le Bourget, de 1033,1 millibars, soit 764,4 millibars de hauteur.

Températures de première lecture indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 19 octobre : le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 : Alajón, 18 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 18 et 9 ; Brest, 14 et 7 ; Caen, 14 et 9 ; Cherbourg, 13 et 11 ; Clermont-Ferrand, 14 et 8 ; Dijon, 14 et 8 ; Grenoble, 15 et 7 ; Lille, 13 et 10 ; Lyon, 15 et 9 ; Marseille, 18 et 12 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 15 et 7 ; Nice, 18 et 12 ; Paris - Le Bourget, 13 et 11 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 21 et 11 ; Rennes, 14 et 8 ; Strasbourg, 13 et 8 ; Tours, 14 et 10 ; Toulouse, 16 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 13 degrés ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 22 et 15 ; Berlin, 10 et 6 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 13 et 10 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 8 et 11 ; Genève, 13 et 5 ; Lisbonne, 19 et 12 ; Moscou, 14 et 7 ; Madrid, 17 et 7 ; Moscou, 14 et 7 ; New-York, 8 et 2 ; Palma de Majorque, 22 et 15 ; Rome, 18 et 9 ; Stockholm, 5 et -1 ; Téhéran, 19 et 10.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 20 octobre 1976 : UN DÉCRET

Modifiant les décrets n° 50-580, 50-581 et 50-582 du 25 mai 1950 relatifs aux maximums de service hebdomadaire de certains personnels relevant du ministère de l'Éducation.

Circulation

LES CANDIDATS AU PERMIS DE CONDUIRE SERONT PRÉSENTÉS PAR LE MONITEUR

Les auto-écoles qui auront déposé et obtenu la validité d'un dossier de candidature à la préfecture, programmeront désormais elles-mêmes le passage de leurs élèves. Les moniteurs jugeront si leur élève est capable ou non de passer cet examen et pourront ainsi refuser de présenter sa candidature. C'est ce que vient d'annoncer M. Louis Chardin, président national de la Fédération française des écoles de conduite. Ce nouveau système entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

Deux nouveaux parcs de stationnement, dits de liaison, vont ouvrir en région parisienne. Le premier, à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), compte cinq cent quatre-vingt-dix places. Il est situé sur la ligne gare de l'Est-Meaux. Le second, à Savigny-sur-Orge (Essonne), sur la ligne Ansterlitz-Juvisy-Bredigny, compte six cent vingt places. Leur accès sera gratuit durant quelques semaines, après quoi, le tarif habituel leur sera appliqué : 60 francs par mois, 4 francs par jour. L'ouverture de ces deux parcs porte à vingt et un le nombre de parcs de liaison gérés par le Syndicat des transports parisiens. Ils offrent au total quinze mille places de stationnement.

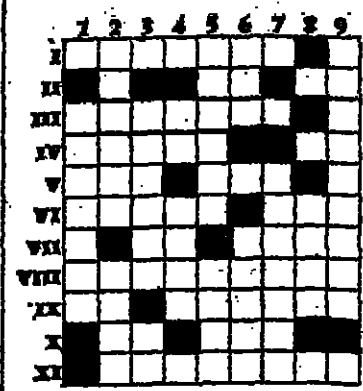
Documentation

La protection juridique des représentants du personnel. — La revue Droit social a consacré son dernier numéro (septembre-octobre 1976) à une série d'analyses sur l'évolution récente de la jurisprudence en matière de droit et de protection des élus du personnel et des délégués syndicaux dans les entreprises. On y trouve aussi une intéressante étude de M. Philippe Ardan, professeur à l'Université de Paris-X (Nanterre), sur le droit d'organisation de réunions politiques par les comités d'entreprise.

* « Droit social », n° 9-10, septembre 1976. Librairie sociale et économique, 2, rue Soufflot, 75005 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1391



HORIZONTALEMENT

I. Roulé en pleine activité. — II. Abréviation astronomique ; indique qu'un pil n'a pas loin. — III. Une simple goutte ou une cataracte. — IV. Change de couleur au cours d'une immersion prolongée ; Pronon. — V. Possessif ; Certains en font tout un plat. — VI. Entrée dans un maquis ; Quelque chose d'épailé. — VII. De signe un prélat ; Ne content donc plus. — VIII. On l'est vivement recommandé de bien respirer (phrasi). — IX. Participe ; Affixe mélange figuré. — X. Grecque ; Circulent à l'étranger. — XI. Sortent souvent de la bouche des enfants.

VERTICALEMENT

1. Tussent quand ils sont grippés. — 2. Identiques ; Ne se laisse pas facilement mener par le bout du nez. — 3. Avantagieuses quand elles sont citées ; Conjonction. — 4. Prière épolée ; Nous abandonne au terme d'un voyage (phrasi). — 5. Garnissent les portes cochères ; Signe annonciateur d'une issue fatale. — 6. Coule à l'étranger ; Ne vas pas toujours droit au but. — 7. Combinaison. — 8. Le bas d'un mur. — 9. Hantise d'obsède.

Solution du problème n° 1390

Horizontalement

I. Cellules (mél.). — II. Etui ; Pua. — III. Na ; Manies. — IV. Tirage ; Ec. — V. Nénies. — VI. UDR ; III. — VII. Néant. — VIII. Lel ; Isère. — IX. Alène ; Sür. — X. Ens ; Es. — XI. Menottes.

Verticalement

1. Cent ; Rala. — 2. Etain ; Elle. — 3. Lu ; Réunie. — 4. Li-mande ; Néa. — 5. Agralant. — 6. Née ; NS ; St. — 7. Epi ; Sites. — 8. Suée ; Rues. — 9. Escallera. GUY BROUTY.

Aux Terrasses de Rueil

Vous n'avez plus besoin de partir pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez les week-ends chez vous pour profiter du tennis, du parc, de la piscine ou simplement de votre terrasse comme en vacances.

Et pendant la semaine, certaines belles fins de journées valent bien un week-end !

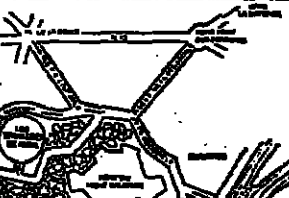
Venez visiter l'appartement témoin des Terrasses de Rueil (tous les jours sauf jeudi de 13 h 30 à 19 h).

Vous verrez comment un appartement très confortable à 20 minutes de Paris peut se convertir en appartement de week-end.

Rue des Maris Rueil-Malmaison. Tél. : 977.26.98-977.26.85

Garantie BNP CICA 227.04.30.

1^{re} tranche livrable 2^e tranche : début gros œuvre



Je suis intéressé(e) par : SiO 2 pO 3 pO 4 pO 5 pO Envoyez-moi la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

à retourner à CICA - 45, rue de Coërcelles 75008 PARIS

RESPONSABLE DE PRODUCTION METAUX

130.000 Francs minimum CENTRE FRANCE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

100.000 F. + PARIS

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUEDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33

MSL

Une entreprise de transformation des métaux (pièces de moyeu ou grande série) employant environ 400 personnes, recrutée à présent son responsable de production. Celui-ci dépendra du Directeur et aura autorité sur la fabrication, l'ordonnement, les méthodes, les approvisionnements et les services annexes. Il sera chargé d'assurer la production et d'améliorer la productivité tout en veillant à ce que le climat des relations internes continue à s'améliorer. Le candidat, retenu, âgé de 32 ans au moins, sera obligatoirement ingénieur et apportera une expérience d'au moins 5 ans de méthodes et d'atelier. Il est souhaitable de connaître l'anglais ou l'allemand. Les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses dans un groupe important. Ecrire à X. Bessing - référence B 5.596 (Paris).

Un important constructeur lyonnais d'ensembles électriques et électroniques est devenu en 25 ans leader dans sa branche. Agissant dans le domaine des convertisseurs statiques et des équipements de régulation, il touche une clientèle de grands installateurs, de bureaux d'ingénierie, de grandes usines et les administrations. Sociétés de structurer son service commercial, il crée un poste d'ingénieur technico-commercial. Son titulaire, résident à Paris ou en banlieue, animera l'équipe de vente de toute la moitié nord de la France et sera personnellement chargé plus particulièrement des contacts sur Paris et la région parisienne. Dépendant du Directeur Général, son évolution sera fonction de son intégration et de ses résultats. Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé d'une école d'électricité, ayant 30 ans minimum et justifiant d'une expérience commerciale de plusieurs années en matière d'équipements électriques. Ecrire à Y.R. Vincendon - référence B. 76.285 (Lyon).

Je suis intéressé(e) par : SiO 2 pO 3 pO 4 pO 5 pO

السلامة والبيئة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT (C.A. 350 MILLIONS)
PARIS - FILIALE TRÈS IMPORTANT GROUPE RECHERCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL
FRANCE ET EXPORTATION

POSTE DE PREMIER PLAN POUR CANDIDAT

diplômé d'une grande école, homme de terrain et de contact, ayant une solide expérience du commerce international dans le domaine des biens d'équipement.

Il travaillera en équipe avec les services de projets et de réalisations et il animera et développera le réseau des agents à l'étranger.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence JZ 224 AM
4, rue Massenet, 75018 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

Recherche :
1) Ingénieur ou docteur en sci. pour enseignement et rech. en thermodynamique hautes pressions et génie chimique ;
2) Ingénieurs diplômés par rech. expérimentale et théorique en thermodynamique des écoulements entre phases haute pression, génie chimique et valorisation des minéraux.

Env. C.V. - Centre Réacteurs et Processus, Ecole des Mines, 72004 PARIS.

Travail Appoint Institut PIV
recrute URGENT Homme PROGRES DACTYLO - STENO chargé cours adultes soir et assistant professeurs.

Env. C.V. Institut Schneider, 8, rue J.-P. Timbaud, PARIS-11.

Recherche : Étude COT
IBM 30-145 à Paris recherche

1 CHEF DE PROJET
diplômé d'une école d'ingénieurs ayant une expérience de l'industrie, recrute pour la P.C. un ingénieur expérimenté, sachant gérer un projet technique, financier, humain et matériel. S'adresser à M. J. P. B. 101, rue de Valenciennes, 75012 PARIS, ou à M. J. P. B. 101, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.

ASSISTANT (CE)
Libre de suite. Expérience administrative et commerciale. Ventes aux particuliers V.P.C. Prospection téléphonique. S'adresser à M. J. P. B. 101, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.



LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. actuel : 1,4 milliard F.F.
Taux de croissance : 70 % en 1974, 100 % en 1975
Oscar de l'exportation 1975

Nous recherchons :

AUDIT DE GESTION

Votre mission :
Vous serez chargé à terme de constituer et diriger la cellule de contrôle interne, avec les responsabilités suivantes : auditer l'efficacité et la bonne application des procédures de gestion, apprécier la fiabilité des systèmes d'information et de protection, enfin proposer à la Direction Générale les actions correctives nécessaires.

Le contrôle interne concernera l'ensemble des fonctions administratives : comptabilité, finances, fiscalité, personnel, achats, juridique, informatique, etc. Les missions périodiques d'audit couvriront les services du siège à PARIS et nos établissements et filiales à l'étranger (Europe, Moyen-Orient, Afrique).

Dans un premier temps, la préparation de cette mission nous amènera à vous confier l'élaboration et la formalisation de l'ensemble des procédures, avec l'aide d'un organisme externe. Ce programme vous permettra d'acquies une connaissance approfondie de l'entreprise et de mettre en place les procédures que vous serez ensuite chargé de contrôler.

Votre profil :
Vous êtes jeune diplômé H.E.C. - ESSEC - Sc Po (Eco Fi) - etc, avec des connaissances comptables confirmées (niveau Expertise). Votre carrière antérieure comprend 3 à 5 années dans un cabinet d'audit international ou dans un service d'audit interne. Cette expérience vous aura permis d'intervenir dans les différents domaines de l'entreprise. Vous pratiquez couramment la langue anglaise écrite et parlée.

REF. 1638



emplois régionaux

Chef du Personnel
Chatelleraut

Le poste est à créer. Il est rattaché fonctionnellement à la Direction du Personnel de la Société, et hiérarchiquement à la Direction Administrative du Département concerné : 20 agences - 500 personnes.

La mission : implanter un système de gestion du personnel et assurer auprès des responsables locaux un conseil en matière de législation du travail, relations avec les organisations professionnelles et les syndicats.

C'est le poste d'un jeune professionnel de formation supérieure (Droit, Psychologie, Sciences Politiques...) ayant acquis dans une Direction du Personnel de solides bases d'administration.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 70 000 F.

Les personnes intéressées peuvent adresser un dossier sous référence CH 1031/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7 rue Lincoln 75008 PARIS

Recherche CADRE SUSCEP. TITULÉ ASSISTANT RESPONSABLE ORGANISME SPECIALISÉ DANS RESEAUX UNIVERS. SITE INDUSTRIEL Niveau minimum souhaité : BAC + 4. Ecrire avec C.V. 2, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.

INSTITUT PASTEUR DE LYON
recherche

INGÉNIEUR AGRONOME
Pour développer un laboratoire d'analyses de sols (chimie, bactériologie) et d'études de la biodegradation des substances organiques (dégradation par le sol, élimination des eaux...).

Ecr. avec C.V. et présent. au Directeur administratif de l'Institut Pasteur de Lyon, 77, rue Pasteur - 69600 LYON

Recherche
DIRECTEUR ANIMATEUR
D'UN FOYER
ET D'UN DÉPÔT D'AIDE
PAR LE TRAVAIL RECEVANT
DES HANDICAPÉS MOTEURS
adultes à proximité
DE MARSEILLE

Logement sur place. Env. C.V. 246, rue T. 92, 928 M. Régie-P., 92, rue de Valenciennes, Paris (21)

Très important annonceur
(produits de grande consommation)

recherche dans le cadre de son

Département Etudes Marketing un

CHARGE D'ETUDES

ayant une bonne formation statistique de base (niveau minimum : maîtrise de mathématiques appliquées ou ISUP/ENSAE) et une expérience similaire d'au moins 3 années.

Le candidat sera susceptible d'évoluer rapidement vers une fonction de Chef de produit.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à l'adresse suivante :
Mlle M.-C. DREHIN - 83, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE, qui transmettra.

Organisation Financière Internat. recherche pour Siège Paris Cadre 20 ans min. bilingue franc-angl. Formation supérieure français-anglais. Formation supérieure école.

Env. C.V., photo et présent. à : 77, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.

CLUB DE REFLEXION SUR LA FORMATION PERMANENTE

UNE DELEGUEE pour travail à mi-temps. Animation - Recrutement. Contacts avec la Presse. Ecr. avec C.V. et présentations. M. MARCUS, 9 bis, rue Labie, 75017 PARIS.

PHIL. SECTEUR JEUX ET LOISIRS ch. DELEGUE COMMERCIAL Exp. souh. Profil de manager d'homme. Possibilité d'évolution vers chef des ventes. Localisation Sud Paris. Adress. C.V. manuscrit + photo + présentation au n° 7725, "le Monde" Publika, 5, r. des Filles, 75247 PARIS-9.

RESPONSABLE SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER
PARIS 90.000 F ±

Notre société spécialisée dans la distribution de produits surgelés est amenée, en raison de son taux d'expansion performant, à restructurer ses services et à créer un poste de RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER. La fonction ne saurait être confiée qu'à un candidat de 30 ans minimum, justifiant d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans ce domaine. Sous l'autorité de la Direction Générale, il occupera la « position-clé » de l'entreprise dont il aura à cœur d'assurer la progression. Son rôle administratif (organisation, gestion personnel, relations sociales...) et financier (gestion complète de la société incluant des notions informatiques) ne seront qu'un aspect de sa mission.

Nous attendons également un homme d'idées, un « bâtisseur », capable de remettre en question ses qualités professionnelles et morales.

En fonction des résultats probants obtenus, une carrière très motivante est réservée à notre ténor au sein de la Direction Générale.

Adr. C.V. et photo au réf. 8.113 à P.M.P., 63, rue de Provence, 75009 PARIS. Réponses et discrétion totale assurées.

Single Buoy Moorings INC
Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage Flottant pour l'Industrie du Pétrole recherche :

INGENIEUR PLANNING

- Capable d'établir et de mettre en exécution le planning d'un projet, ainsi que de contrôler et coordonner les activités durant le développement de tous les projets de construction des terminaux pétroliers SBM. Une expérience étendue en planning, prévision et contrôle de projets en constructions métalliques (grosses charpentes), doublée d'une expérience technique pratique est nécessaire.
- Lieu de travail : Monaco (Principauté).

Qualifications et expérience :
• Diplôme d'ingénieur ou niveau professionnel équivalent.
• Expérience minimum 3 ans en planning de projets.
• Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations à M. Le Chef du Personnel
SINGLE BUOY MOORINGS INC.
27, Bd Albert 1er - B.P. 157
MC MONACO (Principauté)

Importante Société de Confection féminine et masculine de TOUT PREMIER PLAN, LEADER DANS SA SPECIALITE recherche pour FRANCE ENTIERE

ATTACHES COMMERCIAUX

Hommes ou Femmes, les ordres, sourciers, dynamiques, ambitieux, capables de créer nouveau secteur ou de développer secteur existant, acceptant de prouver leurs performances.

Une solide formation de base sera donnée par la Société et l'action commerciale reçoit sans cesse un appui publicitaire exceptionnel.

Conditions d'emploi : salaire de base important + commissions + primes d'objectifs + voiture fournie (tous frais payés) + frais de déplacements.

Ecrire à CLADK sous référence 1.15.01.

Toutes les candidatures seront traitées de façon rigoureusement confidentielle.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + état performance réalisées + photo + souhaits région et rémunération à :

INFORVENTE (Censité)
33640 CLAIX - BP 14
75008 PARIS -
45, rue Boissy d'Anglas

groupe info - conseils de direction

LE DIRECTEUR GENERAL D'UNE P.M.E. FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS CHIMIQUES cherche pour son usine (50 km sud de Lille)

un directeur
pour gérer et administrer cette usine.

Nous souhaitons un homme d'expérience minimum 40 ans connaissant bien la vie industrielle sous l'angle gestion : approvisionnements, stocks, ordonnancement, prix de revient, comptabilité, administration du personnel.

Il peut être actuellement directeur administratif ou secrétaire général d'une PME - produits d'entretien, cosmétiques, produits chimiques, peinture.

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3115 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Jeunes Diplômés
une formation commerciale
une carrière

- Nous avons 30 ans : nous sommes un des premiers Groupes Privé d'Assurances.
- Leader de notre branche : nous en avons accablé la possibilité dès 1957 en étant la première Société en EUROPE à utiliser l'informatique.
- Notre capital : les hommes. Notre objectif 1980 est ambitieux et vous pouvez grandir avec nous.
- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec ou sans une première expérience professionnelle, vous recherchez l'ACTION, un travail VARIÉ comportant de larges INITIATIVES et la RESPONSABILITE d'une ÉQUIPE.
- Nous vous proposons d'être :

animateur commercial
à PARIS ou en PROVINCE

Après formation aux techniques de vente, de recrutement et d'animation d'une force de vente, nous vous confierons la responsabilité de notre expansion sur un ou plusieurs départements.

Envoyer C.V. et photo récente au réf. LM à :
Madame CASTEL DU LYS

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES DU GROUPE DROUOT
S.P. 70161 MARLY-LE-ROI
Nous répondons à toutes les candidatures

Etablissement, enseignement privé non conventionné, hors contrat, 40 km Paris (rég. Coudremont) rech. pr emploi du temps compl. 40 h. SURVEILLANTE, min. 20 ans, dipl. équival. ou équ. ou monitrice colonie vacances (lib. ou autres fond. prof. ou univers), pour tâches de surveillance : internat, études et activités parascolaires. Tél. : 403-17-05.

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES Paris recherche pour ses filiales un réseau commercial

JEUNES DIPLOMÉS

Ecole Supérieure de Commerce

Après une période de formation des hommes de terrain devront faire preuve de dynamisme commercial :
• du sens des contacts ;
• d'une très grande souplesse d'adaptation.

Très nombreux déplacements en province de durée variable nécessitant une disponibilité totale.

Possibilités pour les candidats d'évoluer à terme vers une carrière d'inspecteur d'assurances.

Envoyer C.V., photo et présentations sous réf. 57, à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris, Cédex 09, qui tr.

INGENIEURS-ANAL-PROGR.
POP 11 - MITRA-TELEMECA.
Tél. : 205-24-12.

BANQUE REGION OUEST
recherche

JURISTE
Homme ou Femme
35 ans minimum

Licence droit privé, expérience contentieux bancaire nécessaire, connaissances toutes procédures civiles et commerciales pour Direction Service Contentieux.

Ecrire n° T 94.658 M. ROUGE-PHOSSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (21).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe la somme de l'annonce le lendemain et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publika » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,87
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour développer ses départements EXPORT CRIMIE - GAZ - PÉTROLE des

Ingénieurs d'Affaires Electriciens et Instrumentistes

Profil souhaité :
- niveau de formation Grandes Ecoles d'ingénieurs ou équivalent
- possédant plusieurs années d'expérience dans des sociétés d'entreprise ou d'ingénierie et dans les secteurs d'activité indiqués
- familiers des marchés à l'exportation
- pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit) et, si possible, d'autres langues vivantes.

Les postes offrent des possibilités de réalisation intéressantes et sont situés en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo sous Réf. 12 à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel BP. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du RER.)

Entreprise importance nationale Bâtiment et Travaux publics recherche pour son département Bâtiment Etranger

AFRIQUE NOIRE EXTRÊME-ORIENT

Ingénieur Directeur de Travaux

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour opérations « clés en main », responsable des relations avec les autorités locales, de la gestion et des travaux.

Ingénieur responsable de projets, études et réalisations

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour des opérations importantes de bâtiments « clés en main » (hôtels, hôpitaux, etc.), confirmé, 5 ans minimum d'expérience et si possible de travaux à l'étranger, capable de mener une étude de Génie civil à exécuter par l'entreprise. Missions allant de la préparation des projets au siège à leur suivi jusqu'à la réception des ouvrages et comprenant des déplacements de courte durée à l'étranger : larges possibilités d'évolution des responsabilités tant au siège social que dans les agences et sur les chantiers à l'étranger.

Ingénieur d'études au siège

T.P., A.M. ou équivalent 2 ans minimum d'expérience et possible de travaux à l'étranger, rapidement disponible.

Adresser réponses avec C.V., photo et prétentions n° 88.086 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CREUSOT-LOIRE

recherche pour un centre de calculs scientifiques à Courbevoie

INGENIEUR-CALCULATEUR

Ce poste pourrait convenir à un jeune ingénieur ayant une formation mécanique et de solides connaissances en mathématiques appliquées ainsi qu'une expérience pratique des calculs de résistance des matériaux.

Ecrire avec C.V. - CREUSOT-LOIRE Service Recrutement des Cadres 15, rue Pasteur, 75353 PARIS CEDEX 08

IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX MÉTAUX SPÉCIAUX LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE

recherche pour son Siège Social Porte Sud-Est Paris :

ACHETEUR

Ce poste peut convenir à un candidat émérite sup. des approvisionnements ayant une bonne expérience professionnelle :

- sans des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires ;
- bonnes connaissances en métallurgie, aciers, inox et chaudronnerie.
Horaires : la carte, restaurant self-service.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 82.384, EDITIONS BLEU PUBLICITÉ, 17, rue Labat, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Une carrière dans la Publicité

Vous êtes chef de publicité, en agence, chez un annonceur ou dans un support. Vous avez le goût de la vente et de la négociation.

L'AGENCE HAVAS

vous propose d'intéressantes possibilités de carrière en Province.
Dès aujourd'hui, ou peut-être plus tard, venez rejoindre l'Agence Havas en adressant confidentiellement votre C.V. à la Direction des Relations Humaines de l'Agence Havas, 136, avenue Charles-de-Gaulle 92522 Neuilly qui vous assure d'une réponse rapide.

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS recrutent par Concours

400 INSPECTEURS

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Limité d'âge : 30 ans (reports possibles) Pour encadrement, gestion, organisation et études dans les services d'exploitation, administratifs et commerciaux.

- Possibilité de poursuivre vos études universitaires.
- Formation rémunérée.
- Sécurité de l'emploi.
- Accès aux emplois supérieurs.

Date des épreuves 7 et 8 Décembre 1976 adressez votre candidature avant le 3 NOVEMBRE 1976

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS 140, Boulevard du Montparnasse 75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES au chef-lieu du département de résidence

Nous gérons un important réseau de terminaux et exploitons plusieurs gros centres de traitements équipés en matériel de classe G. Notre objectif est de basculer l'ensemble de nos travaux "batch" sur du matériel de classe 4/5 (niveau 64 d'HB, 370-135). Nous constituons, à Paris, l'équipe qui va étudier, puis mettre en place, cette configuration nouvelle. Sa mission est d'évaluer puis d'adapter le système du constructeur et, enfin, d'appuyer les démarrages. Voulez-vous devenir son premier

ingénieur système

Que vous faut-il ? Être ingénieur, avoir acquis une première solide expérience de trois à quatre ans sur un matériel haut de gamme : IBM, HB, CDC... Alors écrivez à J. THILY ss réf. 3117 LM. Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

La Division SEMI-CONDUCTEURS INTERMETALL de la SPI - ITT

INGENIEUR COMMERCIAL

pour vente SEMI-CONDUCTEURS, secteur GRAND PUBLIC en expansion.
Nous demandons :
- formation électronique, expérience commerciale, télé, auto, horlogerie, musique, Hi-Fi, etc...
- réussite antérieure dans la vente et dans cette activité.
- Poste à pourvoir à (92) BAGNEUX.
- Avantages sociaux importants, excellente rémunération pour candidat ambassadeur et performant ayant expérience des négociations et prise de commandes à tous niveaux hiérarchiques.

Adresser C.V. détaillé, photo, prêt, Service du Personnel : SPI-ITT 15, rue de Valenciennes - 68000 COLMAR.

L'un des plus importants groupes d'Assurances, recherche pour son Département situé dans la BANLIEUE SUD de PARIS

responsable exploitation

Sous l'autorité du Responsable du Département, il sera chargé :

- de l'organisation et de la gestion du service (méthodes de travail, orientation et coordination des actions...)
- de la gestion du personnel (environ 30 personnes)
- du système d'exploitation : DOS/VS avec POWER/VS, CICS/VS, DLL (évolution, amélioration...).

Le candidat devra :
• être âgé de 30 ans minimum,
• être diplômé de l'enseignement supérieur,
• avoir une expérience du matériel IBM 370/145/158 et du Télé-traitement,
• avoir une expérience d'encadrement de quelques années.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous référence 11.325 à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 Paris.

le malentendu

S'il est vrai qu'on peut rapprocher les incompatibilités lorsque le travail féminin est plus ou moins répétable, irresponsable ou subalterne, il est dangereusement utopique d'étendre la revendication aux niveaux importants de la responsabilité professionnelle, sociale et humaine.

Nous ne pouvons ni ne désirons tenter de résoudre la quadrature du cercle.

Les jeunes femmes.

qui nous demandent et que nous raisonnons devront assumer leur responsabilité.

NOUS POUVONS leur offrir une brillante carrière dans le département public du groupe leader du marché français, dans une égalité absolue de traitement et de perspectives avec leurs homologues masculins.

NOUS DEVRONS les former, les conseiller, et les conduire selon des principes de management rigoureusement identiques.

Il faut avoir 21 ans au moins et une solide formation générale autodidacte, scolaire ou universitaire mais surtout

une personnalité un caractère

1^{re} lettre manuscrite à PUBLI-BANQUES, Ag 108 13, rue Marbeuf - 75002 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

IMPORTANCE NATIONALE recherche pour son département ÉTRANGER au SIÈGE

UN INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

PROFIL :
- Formation Centrale, Ponts et Chaussées, Travaux Publics,
- Expérience des travaux de préférence à l'étranger dans le Bâtiment et les Travaux publics à un poste de directeur (ou adjoint au directeur) pour gros chantiers ou en agence ;
- Anglais courant indispensable ;
- 30 ans minimum.

MISSION :
Le poste comprendra des missions de prospection en Afrique-Orient (Indonésie, Vietnam, etc.), la réalisation d'études de marché pour des opérations clés en main, le montage et l'étude des financements, dont l'objectif sera de réaliser des implantations sur place.

Une fois ces objectifs atteints, le candidat choisi se verra confier :
- soit la responsabilité, sur place, des implantations et leur gestion sur des plans techniques, administratifs et financiers ;
- soit la responsabilité de ces pays avec affectation au Siège, mais comportant de fréquents déplacements à l'étranger.

Adm. réponse avec C.V., photo et prêt, n° 80.070 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ANALYSTE-CONCEPTEUR

SOCIÉTÉ : GREMY-LONGUET et SMITH KLINE & FRANCE Laboratoires pharmaceutiques - Filiales de SMITHKLINE CORPORATION 2,5 milliards de Francs - 14.000 personnes 40 filiales.

RESPONSABILITÉ : Développer les nouveaux systèmes informatiques au sein de l'entreprise : élaboration des documents systèmes et organiques, rédaction des procédures correspondantes, information et formation des utilisateurs.

PROFIL : Formation supérieure et plusieurs années d'expérience. L'expérience de l'analyse des Systèmes de Gestion est indispensable. Le candidat sera également choisi pour son sens développé des contacts à tous les niveaux et son habitude du travail en équipe.

ECRIRE AVEC REFERENCES PRECISES C.V. - Photo - Desiderata - Direction du Personnel - Réf. O.D.L. - 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX. - Discretion et réponse assurées.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

POUR MISSIONS D'AUDIT COLLABORATEURS CONFIRMES

- Niveau : diplôme d'expertise comptable ;
- D.E.C.A. non débiteur ;
- Pratique de l'anglais ou de l'allemand apprécié. Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo et C.V. à Mme FROMENT, 20, av. Jules-Jaïn, 75016 PARIS.

Je m'engage à 1.500

Jeudi 150

offres d'emploi

WITCO CHEMICAL SA
recherche un
chef de département commercial
Polyester - Polyméthacrylate
Il sera chargé de la vente de ses produits en France et à l'étranger.
Pour ce poste, il faut un commercial d'environ 35 ans, connaissant plusieurs des marchés suivants : automobile, bâtiment, menuiserie, ameublement.
La connaissance de l'anglais est impérative, ainsi que celle d'une autre langue.
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 8h45-12h30-13h30-18h sur information Centre SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.
On peut aussi adresser son dossier, référence 902, 55, avenue de Wagram 75017 Paris.

FISCALISTE
EXPERIMENTE
CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT
recherche
pour son département fiscal un spécialiste fiscal ayant environ cinq ans d'expérience, connaissant de préférence, une période dans l'administration (service des vérifications).
• Travaux variés de responsabilité.
• Rémunération élevée pour candidat ayant profil requis.
• Connaissance de base de l'anglais nécessaire.
POSTE BASE A PARIS.
Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à M. Breton, WEINSTEIN NURLEY KENNY & BRETON, 19, avenue Montaigne, - 75008 PARIS.
TEL. : 728-82-83.
Discrétion totale assurée.

GRUPE CRÉDIT COOPÉRATIF
recherche
CADRE
pour service financier
sera chargé liaisons avec investisseurs institutionnels (Caisse de Retraite, Assurances, etc.).
En raison niveau élevé clientèle :
Candidat sera ancien Eco. Sup. Commerce ou Lic. Droit, aura expérience des marchés financiers et aura des contacts.
Pour études devra avoir connaissance Math. Fin. Sait faire fonction expérience, niveau.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions.
Direction du personnel,
C.C.C.C., 18 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Société
Produits Grande Consommation
C.A. 400.000.000 F
Secteur Alimentaire
Siège Paris, recherche un
DIRECTEUR DES VENTES
• responsable de l'animation et du contrôle d'une force de ventes de plus de 50 personnes (exclusives), de la meilleure adaptation permanente du réseau à l'évolution de la distribution.
• participe à la détermination, de la politique commerciale, des opérations (et donc des objectifs), du planning, des opérations publicitaires.
Conditions requises : 35 ans minimum - connaissance réelle du terrain de la vente des produits grande consommation - expérience confirmée à un poste d'encadrement (Direct. Région, Direct. Com.) d'une force commerciale, pratiquant le merchandising de prod. de marque - capable d'intervention directe auprès de clients importants.
Rémunération élevée + voiture
Env. lettre manuscrite, av. C.V. détaillé, à Mme Pierre, 85, rue Edouard 75014 Paris, qui transmettra.
Discrétion totale assurée.

AGENCE DE PUBLICITE
recherche
DIRECTEUR DES ETUDES
• Vous maîtrisez parfaitement les techniques d'études et de media-planning.
• Vous pensez que les études bien faites jouent un rôle moteur dans une agence de publicité.
• Vous savez rendre les études utiles.
• Vous aimez communiquer.
Alors, nous serions heureux de vous rencontrer (Nous ne sommes pas misogynistes).
Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo, sous n° 463.647, 32, rue de Valenciennes, 75012 PARIS (2°), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER DE PROMOTION ET DE GERANCE
recherche pour son siège à PARIS
analyste
Au sein d'une petite équipe il devra en particulier :
• participer à la mise en place d'un nouveau matériel.
• réaliser les nouvelles chaînes de traitement.
• rédiger les dossiers d'analyse et de programmation.
En raison des perspectives de travail ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure possédant une réelle expérience du calcul et du fortran, ainsi que du D.O.S.-V.S.
De bonnes connaissances de comptabilité générale, ainsi que de D.L.I.-ENTRY seront appréciées.
Ecrire avec C.V. à N° 81191 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

offres d'emploi

SCHUMACHER
RENOMMÉE INTERNATIONALE
COMME SPÉCIALISTES DANS LA TECHNIQUE DE FILTRATION ET TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT
recherche
pour sa filiale française, située Paris, Basse-Seine, un
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Comme chef d'un petit groupe de collaborateurs, l'expérience dans le domaine de filtration souhaitée. Age 30 ans environ, pratiquant couramment la langue allemande.
Notre filiale étant petite offre une position d'expansion dans le marché. Donc, le candidat aura la responsabilité de visiter nos clients existants et à développer dans toute l'industrie, particulièrement chimique, d'énergie, des techniques de mesure, etc...
La réussite dans cette fonction permettra d'envisager la création de la filiale.
Env. C.V. man. et photo à M. Bret, Schumacher, 182, av. Marguerite-Renaudin, 92440 Clamart.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX recherche
CHEF COMPTABLE
pour son département FRET AERIEN
• DECS ou niveau équivalent.
• 30 ans minimum.
• anglais souhaité.
• position cadre.
• lieu de travail : AÉROPORT DE ROISSY en FRANCE après période de formation PARIS 6 mois environ.
COMPTABLE qualifié
pour son exploitation de GENNEVILLIERS
• niveau BTS.
• position assimilé cadre.
(réf. 11326 EM)
Adresser CV et photo en précisant la référence du poste choisi à :
plein emploi
182, Bd Haussmann 75008 Paris

IBM
recherche pour
PARIS
auditeur interne
Ce poste pourrait convenir à un candidat :
— expert-comptable ou de formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP)
— ayant une expérience financière ou comptable d'au moins 2 ans
— connaissant si possible l'Anglais.
Les candidatures peuvent être adressées à :
Service de l'Audit
IBM France - 68/78, quai de la Rapée - 75012 PARIS

GRUPE DE 200 SUPERMARCHÉS EN FORTE EXPANSION
recherche
POUR SON SERVICE PUBLICITÉ 1 SUP. DE CO
débutant ou ayant 1 an d'expérience pour :
• participer à l'élaboration des opérations publicitaires nationales ;
• s'occuper de la mise en place et du suivi de ces opérations.
Le poste nécessite d'être :
— actif par les contacts humains ;
— dynamique ;
— intéressé par le marketing et la publicité dans la distribution ;
— d'un bon niveau de gestion.
Envoyer C.V. à BRET, 81730 Mauchamps par Chamaillard.
POSTE A POURVOIR IMMÉDIATEMENT.

MUTUELLE D'ASSURANCE
recherche un
gestionnaire sinistres automobile
• sinistres d'un coup élevé.
• goût pour l'enquête personnelle.
• aisance dans la relation.
• culture juridique et contentieuse.
• disponibilité pour déplacements.
Le candidat devra être déchargé des obligations militaires.
Ecrire avec CV détaillé et photo au Département du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS.

offres d'emploi

GROUPE ÉLECTRONIQUE FABRIQUANT PRODUITS DE HAUTE TECHNICITÉ
mondialement implanté
recherche :
INGÉNIEURS
Pour renforcer sa structure dans le domaine commercial.
• Diplômé Grande Ecole ou Universitaire.
• Anglais souhaitable.
• Expérience industrielle et/ou commerciale d'au moins 3 ans.
Formation assurée par l'entreprise.
Orientation en fonction des aspirations personnelles.
Env. C.V., photo (retournée) et présent. n° 81.098, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. tr.

Baccalauréat + 2 ans
70.000 F/an
après les six premiers mois d'intégration.
90.000 F/an après un an et demi.
Ce sont les rémunérations moyennes de nos
ingénieurs commerciaux
ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion.
Nous recherchons immédiatement pour Paris et Région Parisienne des débutants ayant de réelles qualités de contact, d'autonomie d'action, d'énergie, et de curiosité d'esprit.
De sérieuses connaissances en gestion seraient appréciées.
Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 631 M à :
contor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier 75009 PARIS

Four développer son activité de
RESTAURATION IMMOBILIÈRE
en région parisienne et en province
un important groupe immobilier recherche
L'ADJOINT DU CHEF DE SERVICE
pour étudier et réaliser des opérations de restauration et d'urbanisme
Le poste implique :
— une formation supérieure, juridique et économique (Diplôme, Sciences Politiques, Ecole de Commerce) ;
— 5 ans de pratique de l'aménagement et de la promotion immobilière.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 81.539, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

POUR S'INTÉGRER
dans équipe importante pour développement d'un projet avancé dans le domaine D.S.D.C.
Nous recherchons
ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMÉS
formation ingénieur I.U.T. ou B.T.S. expérience minimum 4 ans, connaitre et pratiquer scrupuleusement :
CUCS - DL 1 - Assembleur, DOS-VS.
Env. C.V., photo à n° 81.794 M, REGIE-PRESSE, 33 bis, rue Rémusat, Paris (2^e).

U.R.S.S.A.F. de PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE
recherche
pour renforcement de son
SERVICE INFORMATIQUE
1) CHEFS PROGRAMMEURS
ayant solide expérience matériel 3^e génération et commandement équipe de programmeurs.
Connaissances approfondies HP 6000 et méthode Warnier (L.O.P.) seraient appréciées.
2) PROGRAMMEUR SYSTÈME
ayant bonnes connaissances GECOS et langage G.M.A.F.
NOTA
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ainsi que les prétentions en matière de salaire annuel devront être adressées à la :
DIVISION DU PERSONNEL
DE L'U.R.S.S.A.F.
47, avenue Simon-Bolivar, 75050 PARIS CEDEX 19.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
recherche
ASSISTANTE SOCIALE CONFIRMÉE
pour son usine banlieue Ouest (effectif 1.500 p.)
Age minimum 30 ans - Temps complet - 40 h. / s.
Adresser C.V. et photo à n° 80.687, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01, qui tr.

VOULEZ-VOUS A LA FOIS UN FIXE, UNE COMMISSION ET UN 1^{er} MOIS ?
Nous recherchons
UN VENDEUR CONFIRMÉ
pour un programme immobilier original dans la banlieue parisienne.
Ce poste de responsabilité nécessite quelques années d'expérience dans la vente immobilière.
Envoyer curriculum vitae et photo à R.S.O., 82, rue Beaumartin, PARIS (9^e).

offres d'emploi

Importante Société d'exploitation de chauffage recherche
INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
diplômé Arts et Métiers ou équivalent, Exp. min. 5 ans.
Env. C.V. et photo à n° 82.076 B, à BRET, 17, rue Lohu, 92000 VINCENNES.
Impie 35 d'ingénierie Division immobilière, pour 500 Service Climatization et Froides.
UN INGÉNIEUR D'ETUDES
Confirmé - 35 ans minimum.
La candidate aura :
— une bonne expérience du bureau d'études ;
— et de l'expérience ;
— une autorité affirmée ;
— une pratique du français ;
— lecture de l'anglais ;
Rémunération suiv. références.
Adresser lettre manuscrite, avec C.V. détaillé, sous réf. 631 M à :
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.
Rech. pour permanence et domicile INFIRMIÈRE D.E.
TEL. : 828-46-08.

représentation offres
LA LIBRAIRIE LAROUSSE
recrute
2 JEUNES REPRÉSENTANTS
minimum 25 ans
Expérience commerciale appréciée mais non indispensable.
NOUS RECHERCHONS :
— bonne présentation ;
— bonne culture générale ;
— goût des contacts ;
— désir de prendre et de réaliser une carrière COMMERCIALE ;
— sérieuses références morales.
NOUS OFFRONS :
— stage de formation complet (satisfaction à tous les problèmes d'adaptation, entraînement à la vente et aux techniques modernes de gestion d'un secteur) ;
— après ce stage :
• responsabilité d'un secteur commercial ;
• perspective d'avoir dans une société d'implantation mondiale ;
• salaire en rapport avec expérience et résultats.
Ecrire avec curriculum vitae et manuscrit, photo et prétentions à :
LIBRAIRIE LAROUSSE, Service du Personnel, 17, rue du Montparnasse, 75280 PARIS CEDEX 06.

secrétaires
de direction
SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE TECHNIQUE
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION COMMERCIALE
— Ayant 5 à 10 ans d'expérience
— Anglais indispensable
— Espagnol apprécié
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
A.T., 2, av. de Friedland 75008 PARIS

proposit.com. capitaux
Cadre position D. disp. bureau, téléph. région parisienne, rech. pour reconversion
REPRÉSENTATION
ou autre proposition commerc. Apport capital possible. Ecrire :
Editions RIDART, 32, rue des Colonnades-Francis, Paris (20^e), qui transmettra.

formation profession.
PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION
sur I.B.M. 3
NIVEAU BAC ou première
à 7 mois, 18 heures de cours :
1^{re} PARTIE : ANALYSE - GESTION - ANALYSE - GAP 2
2^e PARTIE : ANALYSE - GESTION - ANALYSE - GAP 2
Juillet 1975 - 28.000 km.
Volture démonstration garantie 12 mois, 125-17-53
DAF VARIOMATIC 44
Etar neuf - Téléphone : 254-43-82
R 12 TS 74
1^{re} main - Téléphone : 254-11-33
R 17 COUPE, 24
Toit ouvrant, Avec Hard top, 1^{re} main - Téléphone : 254-43-82
Vds Esthétique Renault 74
1.000 kg. Surlevée, lommée.
Aménagement Star 60 - Niver, 4 pers. Etar neuf, 15.000 km.
Tel. : 82-78-28, après 18 heures
FORD MUSTANG II 14 CV
Garantie - 254-43-82
604 MÉTALLISÉE 76
TEL. : (01) 91-31-52
POUR LES 12, 1, 1
Modèle 73 - excellent état.
Prix 45.000 F. Tél. : 82-78-28
Ford, vds SUPERSE COUPE
SPORT DATSUN 240-2
1974, gris métal, 27.000 km.
Etar accepté 31.500 F (Arg.)
Tel. : 973-49-50, le soir.

enseignem.
Paris-9, lic. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien, 275-12-01
boxes-autos
Paris-9, lic. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien, 275-12-01

Voir les demandes d'emplois et l'agenda en page 33

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES

DEUTSCHEMARK EN HAUSSE SUR TOUTES LES PLACES DOLLAR EN BAISSE (Y compris à Paris)

Une grande nervosité régnaît encore mercredi matin sur les marchés des changes, où le deutschemark était très demandé, ce qui avait pour conséquence de faire baisser le cours du dollar, tant à Londres, mais à Berlin on attendait la cotation du début de l'après-midi. A Frankfurt, le dollar était coté 2,025 DM. Les investisseurs allemands risquent de se trouver devant un dilemme qu'ils ont bien connu dans le passé: elles auraient dû, en l'absence de réveil du taux d'intérêt sur leur propre marché afin de freiner l'expansion de la masse monétaire intérieure, mais il s'agit que des rumeurs courent à ce sujet pour que la devise allemande soit de nouveau en hausse. A Paris, aussi, le dollar valait moins cher: 4,560 F, en dépit d'une nouvelle et légère baisse du taux d'intérêt au jour le jour sur le marché monétaire, ramené à 11,5/16 %. Mais le deutschemark s'inscrivait légèrement en hausse, puisqu'il cotait 2,040 F, alors que la veille il était descendu en dessous de 2,03 F.

La livre continue à faire l'objet de pressions. Mercredi matin, elle valait 1,640 dollar. En outre, certaines informations, en provenance de Londres, le gouvernement britannique cherchant à obtenir des principales puissances financières de l'O.C.E.L. en prêt à moyen ou long terme de l'ordre de 5 milliards de dollars. Il s'agit de consolider le crédit international qui lui avait été accordé au mois de juin dernier et qui vient à expiration le 9 décembre. On sait que Londres a déjà demandé au Fonds monétaire un prêt à moyen terme de 3,5 milliards de dollars. On continuait à l'extérieur la tenue à Paris, il y a quelques semaines, d'une réunion monétaire organisée par M. Raymond Barre et à laquelle participaient, en outre, le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, le ministre allemand des finances, M. Hans Apel et, sans doute aussi, un ministre italien. C'est au cours de cette réunion que M. Hans Apel (qui a le premier révisé l'orientation de ces entretiens à la presse) aurait fait connaître ses intentions au sujet de la réévaluation du deutschemark, qu'on jure pourtant aujourd'hui inébranlable, y compris, semble-t-il, à Paris.

LA REPRISE DU DIALOGUE NORD-SUD

Les «dix-neuf» pays en voie de développement ne sont pas disposés à accepter une attitude dilatoire des pays avancés

La Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), au sein de laquelle s'est engagée cette année à Paris, sur entre huit pays industrialisés et dix-neuf pays en voie de développement, a repris, ce mercredi 20 octobre, dans les quatre commissions (matières premières, énergie, développement et affaires financières) constituées au février dernier.

Il s'agit de la septième et avant-dernière session de ces commissions. En principe, la prochaine réunion, en novembre, sera la dernière. L'attitude des Etats-Unis continue, en outre, un facteur déterminant de la négociation. Or l'administration américaine est actuellement paralysée par la proximité des élections présidentielles. Seul le nouveau président — surtout s'il s'agit de M. Carter, qui a eu des paroles relativement prometteuses à l'égard du tiers-monde — peut éventuellement modifier les positions américaines, actuellement très rigides, qui n'envisagent, pour résoudre les problèmes du développement du tiers-monde et des échanges Nord-Sud, que des solutions s'inspirant du libéralisme économique.

Le dialogue bute actuellement à Paris, sur les divergences fondamentales, idéologiques et politiques qui opposent les pays industrialisés, adeptes de la doctrine libérale, et les pays en développement, partisans d'une certaine dose de planification. Depuis la mise en garde adressée le 28 avril dernier par les «dix-neuf» pays en développement membres de la C.C.E.I., la négociation n'a guère progressé. Elle se situe à la Conférence. Elle a seulement donné lieu à des tensions successives, qui n'ont pu être suspendues que par des accords portant davantage sur la forme que sur le fond. Ainsi, en septembre, la rupture — que personne ne souhaitait — a été évitée par un compromis sur l'ordre du jour: les «huit» ont accepté qu'y figurent les questions tenant à cœur aux pays en développement — notamment la stabilisation des cours des matières premières et l'endettement du tiers-monde — à condition que cette mise à l'étude ne préjuge en rien la solution de ces sujets. Les pays industrialisés ne sont nullement prêts à envisager les

et la conférence finale au niveau ministériel se tiendra à Paris du 15 au 17 décembre. En fait, chacun des participants à la C.C.E.I. sait fort bien qu'il est exclu que les commissions parviennent à se mettre d'accord avant la fin de 1976 et donc que la conférence finale puisse se tenir à la date convenue.

Le 15 décembre, une conférence de l'OPEP doit, en effet, se tenir au Qatar, qui mobilisera certains des responsables participant au dialogue Nord-Sud. Ses résultats risquent de peser lourdement sur la conférence de Paris, dont tout le monde reconnaît en privé qu'elle sera retardée.

solutions radicales que réclament les pays en voie de développement. Ils se sont d'autant moins qu'étaient assaillis eux-mêmes par des difficultés économiques et sociales qui s'aggravent. Ils se montrent plus enclins à gagner du temps qu'à prendre des engagements dont le coût serait élevé. Il est donc à craindre que l'actuelle session ne conduise avant la fin du mois à une tension particulièrement vive.

Vers une crise aiguë ?

Les pays en développement sont d'ailleurs résolus à ne pas se contenter cette fois de promesses. Depuis le 5 octobre, leurs délégations ont travaillé d'arrache-pied, avec l'aide d'un groupe de soutien dirigé par un ambassadeur indien, à la mise au point, la plus concrète possible, d'une quarantaine de documents détaillés sur chacune des questions à l'ordre du jour. Il sera dès lors très difficile aux «huit», dont l'opinion diffère sur l'opportunité des concessions à consentir, d'adopter une attitude dilatoire sans provoquer une crise aiguë.

Nombre de délégués des deux bords en viennent à souhaiter

l'abandon de l'idée que la conférence doive aboutir dans de brefs délais à un résultat spectaculaire, même si la conférence finale était renvoyée à février ou mars 1977. Il faudrait plutôt, selon eux, faire de cette conférence le cadre d'un dialogue permanent plus concret et plus prometteur à long terme que les grandes assemblées onusiennes, lourdes à manier et enclines aux affrontements idéologiques qui neutralisent les travaux. Personne, cependant, n'ose proposer cette institutionnalisation du dialogue Nord-Sud de peur de susciter un mécontentement et des critiques; c'est notamment le cas des «Dix-neuf», qui craignent d'être sévèrement jugés par les pays du groupe des «77» (qui compte en réalité cent quatorze membres), qui ne participent pas à la Conférence de Paris.

Il faudra bien en tout cas institutionnaliser la commission de l'énergie de la Conférence, car il n'existe pas d'autre instance internationale où poursuivre le dialogue engagé entre les principaux producteurs et consommateurs d'énergie, dialogue que tout le monde juge capital.

JEAN SCHWOEBEL

EMPLOI

UNE ENQUÊTE DE LA SOFRES

L'A.N.P.E. : un centre de placement plus qu'un bureau de chômage

La C.G.T. a rendu publique, lors d'une conférence de presse réunie mardi 19 octobre à Paris, une enquête sur le chômage, qui a été réalisée en juin dernier par la SOFRES, à la demande du ministère du travail, et que les services de la rue de Grenelle tardaient à faire paraître.

Choquée par le fait qu'une telle enquête ait été confiée à un organisme privé, la C.G.T. accuse aussi le ministère du travail d'avoir voulu garder secrets les résultats de ce sondage, parce que ceux-ci vont «à l'encontre du but recherché». Selon la centrale ouvrière, les pouvoirs publics auraient voulu accréditer l'idée qu'un grand nombre de chômeurs sont «des vacanciers, des salariés qui s'offrent des stages de formation ou des gens qui cumulent des indemnités tout en travaillant au noir» et auraient aussi souhaité «dénigrer l'Agence nationale pour l'emploi» en montrant l'inefficacité de cette dernière.

A vrai dire, cette enquête, effectuée auprès de quelque neuf cents personnes tirées au sort sur les listes de demandeurs d'emploi, de nationalité française, inscrits à l'A.N.P.E., n'apporte pas de grandes révélations. On ne sera pas étonné, en effet, d'apprendre que, pour la quasi-totalité des personnes interrogées, le chômage est une «situation dramatique à laquelle il faut mettre fin au plus tôt».

Le mode d'échantillonnage choisi par les enquêteurs de la SOFRES est, d'autre part, la cause de différentes statistiques nuisibles: ainsi les deux tiers des demandeurs privés d'emploi touchés par ce sondage déclarent percevoir une allocation de chômage — 19 % bénéficiant de l'allocation supplémentaire d'attente («les 90 %»), — alors qu'environ

la moitié seulement des neuf cent cinquante-cinq mille quatre cents demandeurs d'emploi recensés, en données observées à la fin du mois de septembre, sont secourus — dont 10 % à 12 % touchent l'ASA.

Sur ces 955 400 personnes, 501 500 soit 52,5 %, sont inscrites à l'A.N.P.E. depuis moins de trois mois et donc 453 900, soit 47,5 %, depuis plus de trois mois. Dans l'enquête de la SOFRES, près des deux tiers des personnes interrogées sont inscrites à l'A.N.P.E. depuis au moins trois mois et plus de la moitié depuis plus de six mois.

«Le chômage est une réalité qui dure», concluent les enquêteurs. «La recherche d'un emploi est une quête décevante», affirme une autre conclusion de ce sondage: «près des trois quarts des demandeurs assurent n'avoir pas eu d'occasion précise d'obtenir un emploi durable à plein temps. Mais sur cent personnes qui ont eu «une ou plusieurs occasions précises», 59 % le doivent à l'A.N.P.E., contre 17 % à des relations personnelles et 14 % à des petites annonces.

L'image de marque de l'Agence nationale pour l'emploi, indique la SOFRES, s'est améliorée de cette enquête: «Aujourd'hui, l'A.N.P.E. apparaît plus aux personnes qui s'y inscrivent sous les traits d'un centre d'emploi que sous ceux d'un bureau de chômage». L'aide dans la recherche d'un travail et la conservation des avantages sociaux viennent avant la perception des allocations de chômage dans la hiérarchie des services que les demandeurs attendent de l'A.N.P.E. Une contradiction pourtant: un tiers des personnes interrogées n'ont pas eu d'entretien individuel, comme cela est de règle, avec un conseiller-orienteur de l'Agence.

A L'ÉTRANGER

Le fléchissement de la croissance n'inquiète pas Washington

(Suite de la première page.)

Cependant, la lutte contre l'inflation — et c'est peut-être ce côté de la médaille que les électeurs regarderont — continue à donner de bons résultats. Le taux annuel de hausse des prix a été ramené à 4,5 % au troisième trimestre, contre 5,2 % au deuxième. Malgré ces résultats, la majorité des Américains continue à être résoluement optimiste en raison d'un ensemble de faits positifs. Comme l'exprime le chef d'une grande entreprise, toutes les conditions d'une reprise sont réunies, car «il n'y a plus rien à liquider». Malgré une certaine augmentation en août, les stocks ne sont pas excessifs, l'endettement des sociétés et des particuliers a été ramené à un niveau supportable, la trésorerie des sociétés est très à l'aise, les taux d'intérêt ont fortement diminué et

continuent à régresser. Les prix en Bourse n'ont pas encore enregistré l'augmentation réelle des bénéfices des entreprises (3 % en 1976), si bien que les coefficients de capitalisation sont maintenus trop bas.

Dans ces conditions, rien ne paraît, aux pouvoirs publics, devoir être fait pour stimuler l'économie américaine. L'entourage du président est convaincu que les forces naturelles du marché entraîneront une certaine reprise au dernier trimestre de cette année. Qui plus est, les conseillers économiques et le secrétaire au Trésor redoutent les effets possibles d'une nouvelle augmentation du prix des produits pétroliers, qui pourrait provoquer une nouvelle flambée d'inflation.

D'ici à la formation du nouveau gouvernement, la politique actuelle de laisser-faire sera poursuivie calmement, sans autres interventions importantes sur la scène économique que celles, indépendantes d'ailleurs, du Système fédéral de réserve, sur le marché monétaire. On pense que la capacité d'expansion de l'économie produira une amélioration suffisante sans aide de stimulants et sans poussée d'inflation.

Le Business Council, groupe d'économistes qui reflète la majorité la pensée économique républicaine, estime que l'importance de la «pause» a été fortement exagérée et que l'expansion qui continue se poursuivra en 1977 et pendant une partie de 1978 au rythme de 8,4 % pour cette année et de 9 % pour l'an prochain. Selon un autre groupe, la National Association of Business Economists, la croissance atteindrait 5,1 % pour l'ensemble des quatre prochains trimestres, marquant une accélération au quatrième trimestre 1976 et au premier trimestre de l'année prochaine, pour se ralentir ensuite. Le chômage reviendrait à 6,5 % de la population active à la fin de 1977.

JAY McCULLY.

IMPORTANT EXCÉDENT COMMERCIAL DU JAPON EN SEPTEMBRE

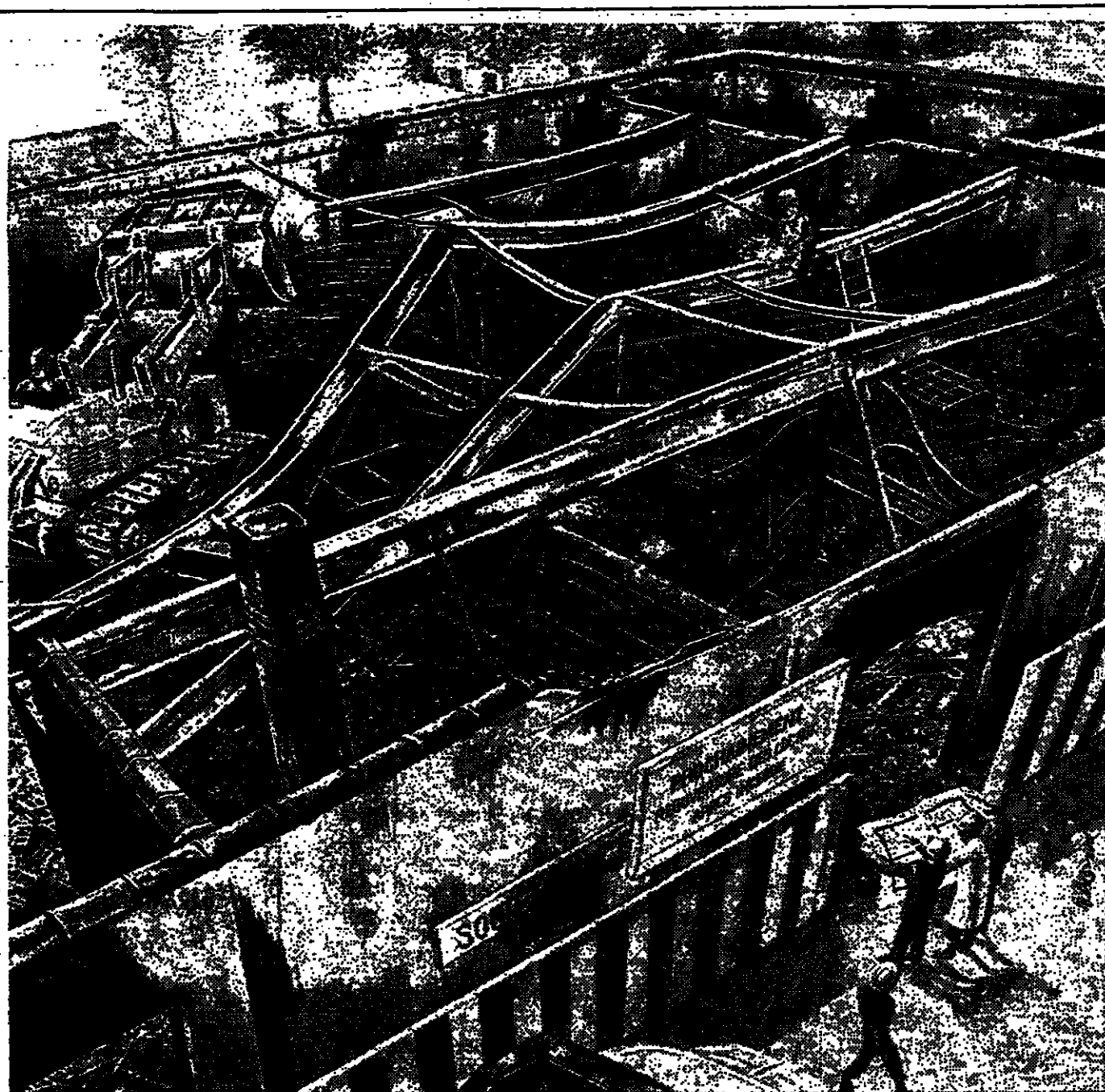
La balance globale des paiements japonais a été excédentaire de 400 millions de dollars en septembre. Ce résultat est à comparer avec l'excédent de 107 millions de dollars enregistré au août et au déficit de 384 millions de septembre 1975.

La situation des finances précises (hors déduction des variations saisonnières), la balance des paiements a été excédentaire de 80 millions de dollars en septembre (-114 millions de dollars en août).

La balance commerciale a été excédentaire de 1,2 milliard de dollars en septembre, ce qui représente un excédent en août 1976 et 413 millions en septembre 1975. Par rapport à septembre 1975, les exportations ont progressé de 35 % et les importations de 12 %. Après ajustement saisonnier, les pourcentages de progression sont respectivement de 11 et de 5,3 %.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
12 mois	4 1/4	5 1/4	3 3/4
6 mois	4 1/2	5 1/2	4 1/2
3 mois	4 3/4	5 3/4	4 3/4
1 mois	5 3/8	5 7/8	5 1/4



Et pendant ce temps-là qui paiera vos employés, vos charges fixes? ... Et votre bénéfice?

En cas de sinistre, votre assurance incendie vous permettra de reconstruire, c'est certain. Mais, quelle que soit la taille de votre entreprise, la reconstruction peut être longue. Comment paieriez-vous votre personnel? Eventuellement, un local de remplacement ou tous autres frais supplémentaires.

Quant aux bénéfices escomptés... n'en parlons pas.

Alors, demandez à votre assureur d'étudier le contrat d'Assurance des Pertes d'Exploitation adapté aux caractéristiques de votre entreprise.

L'Assurance des Pertes d'Exploitation est vraiment l'assurance-vie de votre affaire.

"Assurance des pertes d'exploitation"

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

BILLET

L'impuissance des Neuf

Trois ans après la crise pétrolière de 1973 et à moins de deux mois d'une augmentation quasi certaine du prix du pétrole, les Neuf ont été une fois de plus incapables de se mettre d'accord sur les orientations d'une politique énergétique commune.

Fait significatif : M. d'Ornano n'avait pas jugé utile de se déplacer à Luxembourg le 19 octobre et la délégation française était dirigée par M. Paul Mentré, délégué général à l'énergie.

Les avertissements n'ont pourtant pas manqué ces jours derniers. M. Simonet, vice-président de la Commission européenne, a rappelé aux Neuf que la dépendance européenne s'accroissait et que les objectifs adoptés en 1974, d'un taux de dépendance de 40 %, n'étaient plus de mise.

Le secrétaire général de l'O.C.D.E., M. Van Lennep, a lui aussi mis en garde, le 19 octobre, les pays industrialisés du risque « d'une nouvelle et plus profonde crise énergétique » s'ils ne mettent pas en œuvre une stratégie cohérente.

Malgré cela, Français et Britanniques ont continué de s'opposer sur la nécessité d'établir un prix-plancher pour le pétrole importé et ont bloqué toute possibilité d'accord sur les orientations d'une politique communautaire en matière d'énergie.

La querelle semble bien « sur-réelle » — selon l'expression de M. Simonet — lorsqu'on sait que les Anglais réclament — pour protéger leurs investissements en cas de baisse importante des prix — l'instauration

d'un prix minimum du pétrole importé (M.S.P.) de 7 dollars par baril, alors que le prix de référence est actuellement de 11,85 dollars et que tout laisse prévoir qu'il va augmenter dans les années qui viennent.

La France craint cependant un « glissement » vers le haut de ce prix-plancher, qui, à 7 dollars, n'aurait aucune efficacité. Une politique européenne de l'énergie ne signifie pas le versement d'une aide aux pays producteurs mais le développement de ressources complémentaires, dit-on à Paris, où l'on se méfie d'une initiative qui fut d'abord américaine au sein de l'Agence internationale de l'énergie et qui peut apparaître comme une arme contre les pays producteurs non industrialisés.

Pourtant, on ne devait pas parler du prix-plancher le 19 octobre à Luxembourg mais d'un certain nombre de propositions préparées depuis plusieurs mois par les experts : émission d'un emprunt communautaire de 500 millions d'unités de compte par an (2.750 milliards de francs) pour contribuer au financement des centrales nucléaires, effort financier pour la recherche d'hydrocarbures, aide à l'écoulement du charbon.

Une fois de plus, les Neuf ont reporté — à leur prochaine réunion — sans doute au mois de décembre, l'examen de ces propositions. Faudra-t-il attendre que le prix du pétrole atteigne 20 dollars le baril, comme le prédisent certains experts, pour faire avancer les choses ?

BRUNO DETHOMAS.

FAITS ET CHIFFRES

• **UN NOUVEAU DIRECTEUR** L'AGENCE INTERNATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL. — Un arrêté du 18 octobre, publié au Journal officiel des 18 et 19 octobre, nomme M. Yves Chaigneau directeur de l'Agence en remplacement de M. Yves Delmas-Molette. M. Yves Chaigneau était chargé de mission au cabinet de M. Lionel Stoléru.

• **LIP : APPEL CONTRE LE JUGEMENT DE LIQUIDATION.** — M. Michel Gardin, ancien secrétaire général de Lip, a interjeté appel du jugement de liquidation de biens de la société prononcé le 3 mai par le tribunal de commerce de Paris. M. Gardin, qui est maintenant en poste à Besançon par les syndicats chargés de la liquidation des biens pour présider au bon déroulement des opérations, a précisé que sa démarche était guidée « par le strict souci de préserver les droits de toutes les parties intéressées ». Le comité d'entreprise de Lip et la C.F.D.T. ont déposé, de leur côté, une « intervention d'appel ».

Enfin, le conseil général du Doubs a émis, lundi 18 octobre, le vœu « que soit créée une mission de réflexion horlogère avec les moyens financiers appropriés ».

Louer une voiture c'est bien pratique
europcar
645.21.25

EUROPE

Les Neuf n'ont pu se mettre d'accord sur la politique de la pêche

De notre correspondant

Luxembourg. Communauté européenne. Le premier débat qu'ont eu, les 18 et 19 octobre, à Luxembourg les ministres des affaires étrangères des Neuf sur la politique de la pêche s'est soldé par un échec. Les ministres valent pourtant leur ambition à la partie la plus contestée des propositions de la Commission, à savoir confier un mandat à la Communauté pour négocier les nouveaux accords de pêche avec les pays tiers qui ont décidé d'étendre leur zone de pêche à 200 milles au large de leurs côtes, ce qui équivaut à le faire — l'Islande, le Norvège, le Canada et les États-Unis.

Il était entendu que les Neuf ne devaient pas pendant cette séance débattre des problèmes très controversés qui soulevaient la définition d'un nouveau régime de la pêche à l'Islande, des 200 milles (relativement dépourvus de la souveraineté communautaire), en particulier dans les eaux côtières.

En fait, les Neuf sont d'accord sur les termes du mandat de négociation à confier à la Communauté. Mais les Irlandais, qui ne possèdent pas de flotte de haute mer, ne se sont pas laissés aller à l'urgence des pourparlers avec l'Islande ou les Norvégiens, et ont annoncé qu'ils s'opposeraient à l'adoption de ce mandat tant qu'ils n'obtiendraient pas des garanties satisfaisantes concernant les droits de leurs pêcheurs dans les eaux britanniques. M. Fitzgerald, le ministre irlandais des affaires étrangères, déclarant ainsi le plan de travail conçu par les experts, établit donc un lien entre volet externe et volet interne de la discussion.

Les ministres tenaient tout au long de la session de valoir ces objections irlandaises. Plusieurs propositions informelles soumises à

M. Fitzgerald pour l'amener à plus de coopération furent jugées insuffisantes. Il réclama avec insistance le droit pour l'Irlande de réserver à ses nationaux une bande côtière de 30 milles au large de ses côtes.

Mais une telle requête était inacceptable pour les autres États membres, sauf pour le Royaume-Uni, qui a des prétentions du même ordre que Britanniques n'approuvent cependant qu'avec une extrême discrétion la demande irlandaise, car l'essentiel pour eux à cette session était d'adopter le mandat de négociation avec les pays tiers.

Faute d'accord, le dossier sera repris lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères, qui se tiendra le 20 octobre à La Haye. D'ici là, la Commission s'efforcera de trouver le moyen d'apaiser le gouvernement de Dublin à plus de compréhension.

PHILIPPE LÉNAIRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sélection Rendement Elysées Valeurs Sélection Mondiale			
Situation au 30.9.1976	Sélection Rendement	Elysées Valeurs	Sélection Mondiale
Vocation de la Sicav	obligations	portefeuille diversifié	valeurs étrangères
Valeur de l'action (F)	125,50	164,71	114,99
Dernier coupon net payé (F)	9,79	6,80	2,80
Actif net (MF)	261,81	180,29	70,41
Actions françaises	5,42 %	26,39 %	—
Actions étrangères	1,37 %	37,67 %	60,02 %
Obligations	88,78 %	27,27 %	31,60 %
Liquidités	4,43 %	6,67 %	8,38 %

Océ

Océ-van der Grinten N.V.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES TROIS PREMIERS TRIMESTRES 1976

Le chiffre d'affaires consolidé pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1976 (1-12-75/31-03-76) s'élève à 11 545 millions contre 10 715 millions pour la même période de l'exercice 1975, soit une augmentation de 7,7 %.

Le bénéfice net consolidé (PI 222 millions contre 164, soit 35 % par action contre 21,13) s'est accru de 35 % tandis que le cash-flow consolidé ressort à 33,8 millions contre 29,3 (soit 21,37 par action contre 21,33).

Il faut cependant remarquer que les résultats des trois premiers trimestres de 1975 furent relativement faibles alors que ceux du quatrième trimestre furent très bons.

Compte tenu de ces éléments, le bénéfice net de l'exercice 1976 pourrait augmenter de plus de 20 %.

DIVIDENDE INTERIMAIRES

Au titre de l'exercice en cours, un dividende intermédiaire de 21,37 par action de 20 nominal sera mis en paiement à partir du 1^{er} novembre 1976. Le dividende intermédiaire mis en paiement en novembre 1975 était de 21,33.

COTATION DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers

Le Crédit commercial de France vient d'obtenir l'admission de ses actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. La première cotation est intervenue le 30 octobre 1976.

Cette introduction a eu lieu sous l'égide de la Kredietbank, paritaire du C.C.F. au sein du groupe Inter-Alpha.

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS DE DISJONCTEURS, CLÉS SECTIONNATRICES, PARATONNERRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEUR CAPACITIF DE POTENTIEL 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des adjudications internationales pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

GROUPE I. — Soixante-six (66) paratonnerres, pour le système de 500 KV, 60 Hz, tension maximale de décharge (IR) 10 kA onde 8 x 20 microsecondes (crête) 913 à 965 KV, tension nominale phase-terre 420 à 444 KV (rms).

GROUPE II. — Quatre-vingt-treize (93) transformateurs de courant, tension nominale 500 KV, 60 Hz, avec 3 à 6 enroulements secondaires, à savoir :
— pour la protection : relation de courant 3000-2500-2200-2000-1500-1200-800 - 5A, classe de précision c 800 ;
— pour les mesures : relation de courant 3000-1500 - 5A classe de précision 0,3 B 4,0.

GROUPE III. — Soixante-six (66) diviseurs capacitifs de potentiel pour la liaison phase-neutre, 500 V³ KV, 60 Hz, avec 2 enroulements secondaires, relation 2600/4500, classe de précision 0,3 W-X-Y-Z-Z.

GROUPE IV. — Quatre-vingt-dix (90) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération motorisé, tension nominale 500 KV, courant nominal 2500 A, 60 Hz, courant momentané 10 kA (rms) montage horizontal ; ouverture verticale, avec soixante-dix-huit (78) unités sans lames de terre et douze (12) unités avec lames de terre.

GROUPE V. — Trente et un (31) disjoncteurs tripolaires, courant nominal 2500 A, tension nominale 500 KV, 60 Hz, courant d'interruption 35 à 45 kA (symétrique), temps d'interruption 2 cycles, avec résistance de pré-insertion de 400 ohms, air comprimé ou SF₆.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
DIRETORIA ADMINISTRATIVA
Rua Trajano, 41 - 3^o andar - 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil - Télex 0482 164

SICAV DU GROUPE CIC			
	S.E.M.	CREDINTER	OBLISEM
SICAV A VOCATION	GENERALE	INTERNATIONALE	DE RENDEMENT
Actif net (en millions de F)	293,3 284,9	194,0 191,0	528,9 529,9
Nombre d'actions (en milliers)	1.883 1.875	1.461 1.458	4.260 4.245
Valeurs liquidatives (en francs)	155,6 152,4	132,7 131,0	124,3 124,5
Coupon (dernier payé)	F 7,30 (14,7%)	F 5,60 (14,7%)	F 9,90 (16,27%)

GARANTIE FINANCIÈRE

Loi du 2 janvier 1970.
Décret du 20 juillet 1972.

La Banque Internationale pour l'Afrique occidentale, 5, avenue de Messine, Paris-8^e, informe le public qu'il a été mis fin à la garantie financière accordée depuis le 17 octobre 1975 aux Grands Agences Chacra, S.A. et à 100.000 PF. Siège social : 60, boulevard Sébastopol, 75003 Paris, concernant les activités de transactions immobilières. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Internationale pour l'Afrique occidentale cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret n° 72.678 du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque Internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité des Grands Agences Chacra.

Richard Ellis
vous propose sa sélection hebdomadaire de bureaux
225.27.80
Tour Fiat
Un placement exceptionnel pour la société qui souhaite posséder les murs de ses bureaux.
Il reste 10000 m² de bureaux à la vente dans la plus prestigieuse des tours de Paris La Défense.
C'est la "première Tour bureaux-services de France".
• à 3 minutes de l'Etoile par le RER - station reliée à la Tour.
• services intérieurs sans supplément : restaurant d'entreprise 3 restaurants de direction - 2 cafétérias - 2 gymnases - sauna - salle de conférence audio-visuelle de 120 places - centre médico-social - 2 banques - 1 agence de voyages.
• une vie de quartier avec une galerie de commerces et de services variés.
• la qualité de la construction est unique parmi les tours : façade en béton armé recouverte de granit noir. En 1976, à 6500 F le m². La Tour Fiat est un placement exceptionnel. Consultez-nous.
Les meilleures adresses de bureaux.
Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75006 Paris

